

**Direction des Statistiques d'Entreprises**

**E 2011/03**

**Les services marchands en 2010  
Rapport sur les comptes**

**Document de travail**



**Institut National de la Statistique et des Études Économiques**

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

*Série des documents de travail  
de la Direction des Statistiques d'Entreprises*

**E 2011/03**

**Les services marchands**

**en 2010**

**Rapport sur les comptes**

*Ce rapport est présenté à la Commission des comptes des services du 30 juin 2011.*

*Il a été réalisé par la division « Services » sous la direction de Jérôme Accardo,  
rapporteur général de la Commission.*

*Juin 2011*

*Ces documents de travail ne reflètent pas la position de l'INSEE et n'engagent que leurs auteurs.  
Working papers do not reflect the position of INSEE but only their author's views.*

# **Les services marchands en 2010**

## **Rapport sur les comptes**

### **Résumé**

#### **2010, le retour de la croissance pour les services marchands**

**En 2010, les services marchands renouent avec la croissance. Leur activité progresse de 2,3 % en volume, effaçant une année de récession (- 2,2 % en 2009). La plupart des activités se redressent, alors qu'elles reculaient presque toutes l'année précédente. Piliers de la croissance des services, les télécommunications, les services informatiques et la location immobilière ont été moins affectés par la crise. L'emploi augmente de 2,2 % en 2010 (après - 3 %) et retrouve son niveau de 2007. L'activité des services est soutenue par la demande des entreprises (+ 3 %). La consommation finale des ménages en services augmente de 1,2 %. Le solde du commerce extérieur est déficitaire depuis 2006 ; il dépasse 3,4 milliards d'euros en 2010**

**Mots clefs :** services, marchands, activités, croissance, 2010, entreprises, télécommunications, informatique, immobilier, emploi, crise, consommation finale, comptes

#### **Market services in 2010 Report on the accounts**

### **Abstract**

#### **Market services return to growth in 2010**

**In 2010, market services returned to growth. Activity rose by 2.3% in volume, cancelling out a year of recession (- 2.2% in 2009). Most activities recovered where they had declined the year before. The pillars of growth in services, telecommunications, IT services and property rentals, were less hard-hit by the crisis. Employment increased by 2.2% in 2010 (after - 3%) and returned to its level of 2007. Services were buoyed up by corporate demand (+ 3%). Final household consumption of services increased by 1.2%. The trade balance has been in deficit since 2006; it exceeded €3.4 billion in 2010**

**Keywords :** services, market, activities, growth, 2010, enterprises, telecommunications, information technology, real-estate, employment, crisis, final consumption, accounts

## AVERTISSEMENT

Ce rapport, réalisé pour la commission du mois de juin 2011, **présente pour la première fois les comptes en base 2005**. Le passage de la base 2000 à la base 2005 se traduit par l'adoption d'une nouvelle nomenclature d'activités et de produits (NAF rev2), par la révision d'un certain nombre de concepts de la comptabilité nationale, et par l'introduction d'un processus de production des statistiques annuelles d'entreprises profondément modifié (ESANE).

**Le contour des services marchands a été sensiblement modifié par l'application de la nouvelle nomenclature.** Il est ici défini (au niveau A21 de la NAF rév2) par la partie marchande des sections I, J, L, M, N, R et S, hors associations. En base 2005, les comptes sont disponibles de 1999 à 2010 pour les niveaux G, de 2006 à 2010 pour les niveaux plus fins, niveaux H (cf. rapport pour la commission des comptes de décembre 2010 et tableau sur les nomenclatures page 5).

La Comptabilité nationale permet de situer la place d'une activité dans l'ensemble de l'économie. Elle utilise les concepts de secteur et de branche d'activité.

L'approche en termes de secteur d'activité regroupe les entreprises selon leur activité principale. Aisée sur le plan statistique (puisque l'on classe toute l'entreprise en bloc dans son activité principale) cette approche peut se révéler instable puisque une faible variation d'activité peut faire changer une entreprise d'activité « principale » d'une année sur l'autre.

Le concept de branche d'activité regroupe des entreprises et des parties d'entreprises qui produisent la même catégorie de biens ou de prestations. Fondé sur l'appareil productif lui-même, le découpage en branche est relativement stable dans le temps.

Le rapport réalisé pour la commission de juin est centré sur **l'approche branche**, pour laquelle le concept de production est proche de celui de chiffre d'affaires : il comprend les ventes de services, mais aussi la production pour compte propre (logiciels développés pour compte propre). En revanche, il ne comprend pas les ventes de marchandises éventuellement associées à l'activité (ex : produits de coiffage). La production est estimée en volume, c'est-à-dire une fois retiré l'effet de la hausse des prix. Par cette approche, il est possible de faire le lien entre la production et la demande de produits (consommations intermédiaires, consommations finales, investissements, exportations).

La demande de consommation finale est définie ici comme la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations.

Les statistiques de production et de demande des activités de services sont présentées et commentées au niveau le plus fin de la nomenclature utilisée par la comptabilité nationale. 62 branches d'activités dans les services marchands, correspondant à des regroupements de sous-classes de NAF 732 de 2008 (NAF rév2), sont détaillées (cf. tableau sur les nomenclatures page 5). Les données sont présentées en valeur de l'année courante, avec les évolutions annuelles en volume et en prix. Elles sont calculées hors toute TVA.

Les données de branche sont calculées à partir des équilibres ressources-emplois élaborés au niveau le plus détaillé des comptes nationaux (62 branches dans les services marchands) puis agrégés. Les évolutions ainsi déterminées pour les grandes branches (niveau A38 de la NAF rév2) sont très légèrement différentes de celles calculées directement par voie économétrique à un niveau agrégé et retenues pour la version provisoire des comptes nationaux sur 2010.

**Pour l'année 2010, les résultats sont extraits du compte provisoire.** Ceux portant sur l'année 2009 proviennent du compte semi-définitif ; pour l'année 2008 et les années antérieures, les chiffres sont tirés des comptes définitifs.

La rédaction de ce volume a été coordonnée par Marie Élisabeth Hassan (Insee).

Ce rapport a été établi à l'Insee sous la direction de Jérôme Accardo, rapporteur général de la Commission, par Marie Élisabeth Hassan, Hélène Genuit, Jeanne Pagès, Christophe Bordet, Sandrine Chaumeron, Philippe Varrambier et Sonia Ngaha de la Division « Services » de l'Insee.

# LES SERVICES MARCHANDS EN 2010

## SOMMAIRE

Nomenclatures.....	5
<b>PREMIÈRE PARTIE :</b>	
<b>Synthèse : l'année 2010 .....</b>	<b>7</b>
« 2010, le retour de la croissance pour les services marchands » .....	9
<b>DEUXIÈME PARTIE :</b>	
<b>L'activité et les prix par branche détaillée : l'année 2010.....</b>	<b>21</b>
Hébergement et restauration (IZ) :	
« Les hôtels et les restaurants profitent de l'embellie du tourisme » .....	23
Edition, audiovisuel et diffusion (JA) :	
« La télévision à l'honneur ».....	31
Télécommunications (JB) :	
« Les télécommunications renouent avec la croissance » .....	41
Activités informatiques et services d'information (JC) :	
« L'informatique, soutien majeur de la croissance des services » .....	47
Activités immobilières (LZ) :	
« L'immobilier, valeur refuge » .....	55
Activités juridiques, comptables, de gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques (MA) (*) :	
« Année dynamique pour le conseil de gestion » .....	65
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques (MC) :	
« La publicité tire la croissance des autres activités spécialisées, scientifiques et techniques » .....	75
Activités de services administratifs et de soutien (NZ) :	
« Le nettoyage peine à sortir de la crise » .....	83
Arts, spectacles et activités récréatives (RZ) :	
« Regain pour les activités créatives, artistiques et de spectacle » .....	97
Autres activités de services (SZ) :	
« La coiffure se stabilise ».....	105
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique (TZ).....	113

(\*) Les tableaux incluent des données sur l'activité de Recherche et développement marchande, de la section MB, qui fait partie des services marchands. Ces données ne sont pas commentées en raison de l'incertitude affectant l'estimation de l'activité en branche de la R&D à partir d'indicateurs de chiffres d'affaires sectoriels pour le compte provisoire.



**NOMENCLATURES POUR LES SERVICES MARCHANDS  
NAF rév2**

Nomenclature européenne			Nomenclature propre à la comptabilité nationale				Nomenclature officielle détaillée (1)
A21 - Sections	A38	A88 Divis.	A138	Niveau G, proche de A129, niveau français intermédiaire entre divisions et groupes (à 3 chiffres) de la NAF rév2	niveau H, proche du niveau groupes (à 3 chiffres) de la NAF rév2		
I HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	IZ	55	I55Z	Hébergement	I55Z1 Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif I55Z2 Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs I55Z3 Hébergements divers	55.1, 55.2 55.3 55.9	
		56	I56Z	Restauration	I56Z1 Restaurants et services de restauration mobile I56Z2 Traiteurs et autres services de restauration I56Z3 Services des débits de boissons	56.1 56.2 56.3	
J INFORMATION ET COMMUNICATION	JA Edition, audiovisuel et diffusion	58	J58Z	Édition	J58Z1 Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques J58Z2 Autres éditions de logiciels	58.1, 58.21 58.29	
		59	J59Z	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale	J59Z1 Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision J59Z2 Distrib. de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision J59Z3 Enregistrement sonore et édition musicale	59.11, 59.12 59.13, 59.14 59.2	
		60	J60Z	Programmation et diffusion	J60Z1 Radiodiffusion J60Z2 Programmation de télévision et télédiffusion	60.1 60.2	
	JB Activités informatiques et services d'information	61	J61Z	Télécommunications	J61Z0 Télécommunications	61	
		62	J62Z	Programmation, conseil et autres activités informatiques	J62Z0 Programmation, conseil & autres activités informatiques	62	
		63	J63Z	Services d'information	J63Z1 Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet J63Z2 Autres services d'information	63.1 63.9	
L ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	LZ	68	L68A	Activités des marchands de biens immobiliers et activités immobilières pour compte de tiers	L68A1 Activités des marchands de biens immobiliers L68A2 Agences immobilières L68A3 Administration de biens immobiliers	68.1 68.31 68.32	
			L68R	Location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués (loyers réels)	L68R1 Location de logements (loyers réels) L68R2 Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20A 68.20B	
			L68I	Loyers imputés (des logements occupés par leur propriétaire)	L68I0 Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)		
			M69Z	Activités juridiques et comptables	M69Z1 Activités juridiques M69Z2 Activités comptables	69.1 69.2	
M ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	MA Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	70	M70Z	Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	M70Z1 Activités des sièges sociaux M70Z2 Conseil de gestion	70.1 70.2	
		71	M71Z	Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	M71Z1 Activités d'architecture et d'ingénierie M71Z2 Activités de contrôle et analyses techniques	71.1 71.2	
		72	M72M (2)	Recherche-développement scientifique marchande	M72M0 Recherche-développement scientifique marchande	72	
	MB Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	73	M73Z	Publicité et études de marché	M73Z1 Activités des agences de publicité M73Z2 Régie publicitaire de médias M73Z3 Études de marché et sondages	73.11 73.12 73.2	
		74	M74Z	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	M74Z1 Activités spécialisées de design M74Z2 Activités photographiques M74Z3 Traduction et interprétation M74Z4 Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	74.1 74.2 74.3 74.9	
		75	M75Z	Activités vétérinaires	M75Z0 Activités vétérinaires	75	
	N ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	NZ	77	N77Z	Activités de location et location-bail	N77Z1 Location et location-bail de véhicules automobiles N77Z2 Location et location-bail de biens personnels et domestiques N77Z3 Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens N77Z4 Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soum. à copyright	77.1 77.2 77.3 77.4
			78	N78Z	Activités liées à l'emploi	N78Z0 Activités liées à l'emploi	78
79			N79Z	Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	N79Z1 Activités des agences de voyage et voyagistes N79Z2 Autres services de réservation et activités liées	79.1 79.9	
80			N80Z	Enquêtes et sécurité	N80Z0 Enquêtes et sécurité	80	
81			N81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	N81Z0 Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81	
82			N82Z	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	N82Z1 Activités administratives N82Z2 Activités de centres d'appels N82Z3 Organisation de salons professionnels et congrès N82Z4 Activités de soutien aux entreprises	82.1 82.2 82.3 82.9	
R ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES			RZ	90	R90M (2)	Activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes	R90M0 Activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes
	91	R91M (2)		Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles march.	R91M0 Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes	91	
	92	R92Z		Organisation de jeux de hasard et d'argent	R92Z0 Organisation de jeux de hasard et d'argent	92	
	93	R93M (2)		Activités sportives, récréatives et de loisirs marchandes	R93M1 Activités liées au sport marchandes R93M2 Autres activités récréatives et de loisirs marchandes	93.1 93.2	
S AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES	SZ	94	S94M	Activités des organisations associatives (marchande)	S94M0 Activités des organisations associatives (marchandes)	94	
		95	S95Z	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	S95Z0 Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95	
		96	S96Z	Autres services personnels	S96Z1 Blanchisserie-teinturerie	96.01	
					S96Z2 Coiffure	96.02A	
S96Z3 Soins de beauté	96.02B						
S96Z4 Services funéraires	96.03						
S96Z5 Services personnels divers	96.04, 96.09						
T ACTIVITÉS DES MÉNAGES		97	T97Z	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	T97Z0 Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97	
		98		Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre		98	

(1) NAF rév2 - Les sections sont codées par une lettre, les divisions par 2 chiffres, les groupes 3 chiffres, les classes 4 chiffres, les sous-classes 4 chiffres et une lettre

(2) Il existe pour ces services des activités non marchandes (M72N, R90N, R91N, R93N), qui ne sont pas prises en compte dans ce rapport.

NB : les activités grisées ne sont pas dans le champ de la commission. Les données concernant les activités des ménages en tant qu'employeurs (T97Z) sont néanmoins présentées dans le rapport.



## PREMIÈRE PARTIE

---

# **SYNTHESE : l'année 2010**

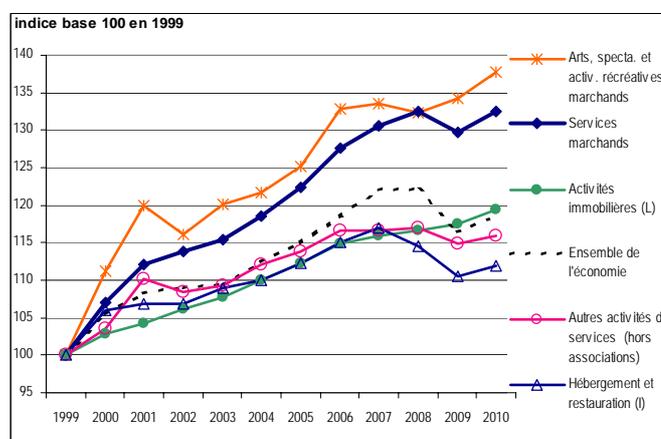
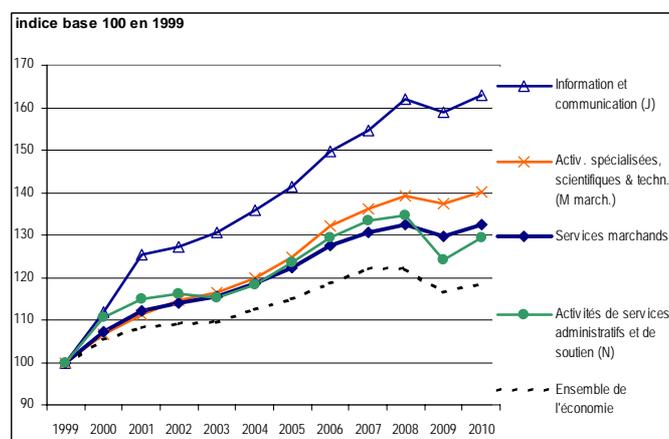


L'adoption de la nouvelle nomenclature, NAF rév2, a sensiblement modifié le contour des services marchands, ou de certaines activités de services. Le passage des comptes en base 2005 apporte ainsi un regard nouveau sur l'histoire des services marchands des 10 dernières années, présenté pour la première fois dans ce rapport. Les résultats peuvent donc différer de ceux présentés en base 2000, NAF rév1, dans les rapports précédents.

## 2010, le retour de la croissance pour les services marchands

En 2010, les services marchands renouent avec la croissance. Leur activité progresse de 2,3 % en volume, effaçant une année de récession (-2,2 % en 2009). La plupart des activités se redressent, alors qu'elles reculaient presque toutes l'année précédente. Piliers de la croissance des services, les télécommunications, les services informatiques et la location immobilière ont été moins affectés par la crise. L'emploi augmente de 2,2 % en 2010 (après -3 %) et retrouve son niveau de 2007. L'activité des services est soutenue par la demande des entreprises (+3 %). La consommation finale des ménages en services augmente de 1,2 %. Le solde du commerce extérieur est déficitaire depuis 2006 ; il dépasse 3,4 milliards d'euros en 2010

### Évolution de la production en volume



Source : comptes des services, INSEE

En 2010, les services marchands<sup>1</sup> renouent avec la croissance. Leur activité progresse de 2,3 % en volume, effaçant une année de récession (-2,2 % en 2009). Très dynamique jusqu'en 2006, l'activité des services avait ralenti les deux années précédant le repli de 2009. La plupart des activités se redressent en 2010, alors qu'elles reculaient presque toutes l'année précédente. Le rebond est parfois

considérable, faisant écho aux baisses de l'année de crise : les activités liées à l'emploi augmentent de 12,9 % en 2010, après -21,5 %, les activités des marchands de biens immobiliers et activités immobilières pour compte de tiers progressent de 5,7 % après -4,1 %, celles de location et location-bail de 3,7 % après -6,8 %.

Les activités de services administratifs et de soutien (section N), sont les plus dynamiques ; elles progressent de 4,2 % en 2010, contribuant fortement (+0,73 point) à la

<sup>1</sup> Définis (en niveau A21 de la NAF rév2) par la partie marchande des sections I, J, L, M, N, R, et S, hors associations (voir tableau sur les nomenclatures page 5).

croissance des services marchands. La moitié de cette contribution revient aux activités liées à l'emploi (+ 0,36 point) en raison du redressement énergique de l'intérim. Hors intérim, l'ensemble de la branche augmente de 2,5 %. L'activité des services d'information et de communication (section J) progresse elle aussi de 2,5 % en 2010, et contribue pour 0,45 point à la croissance des services marchands. Le recul de 2009 était essentiellement dû à celui de l'édition. La croissance de l'ensemble de ces activités est restée vigoureuse jusqu'en 2008 (près de + 6 % par an en moyenne de 1999 à 2006, + 4,8 % en 2008). Les activités spécialisées scientifiques et techniques (section M) augmentent de 2,0 % en 2010. Après une croissance très tonique de 1999 à 2006 (plus de 4 % par an en moyenne), ces activités avaient ralenti en 2007 et en 2008, et régressaient en 2009 (- 1,3 %). En 2010, elles participent pour 0,47 point à la croissance des services marchands. Les activités immobilières (section L), en hausse de 1,6 % en 2010, y contribuent autant, pour 0,46 point, dont 0,38 provenant de la location immobilière. La production des arts, spectacles et activités récréatives marchandes (partie marchande de la section R) et des autres activités de services (section S) hors associations, progresse de 1,5 % en 2010, après trois années atones (- 0,1 % par an en moyenne). Sortant de deux années de récession l'hébergement et la restauration (section I) progresse de 1,3 % en 2010.

### **L'emploi se redresse**

L'emploi total (évalué en équivalents temps plein et en branche<sup>2</sup>) augmente de 2,2 % en 2010 pour l'ensemble des services principalement marchands<sup>3</sup> tandis que l'agriculture, l'industrie, la construction, le commerce et les transports continuent de perdre les emplois. Dans les services, les créations ne combleront pas les suppressions de 2009 (- 3,0 %), mais permettent à l'emploi de retrouver son niveau de 2007. Les fluctuations des effectifs salariés du travail temporaire<sup>4</sup>,

---

<sup>2</sup> L'emploi est ici l'emploi moyen de l'année, et est évalué en branche. Une mesure en secteur, au 31 décembre de l'année, peut donner des résultats différents.

<sup>3</sup> Sont comptés ici tous les emplois des branches I, J, L, M, N, R, et S (en niveau A21 de la NAF rév2), y compris les emplois de la recherche développement non marchande et des arts, spectacles et activités récréatives non marchands, ainsi que les emplois des organisations associatives.

<sup>4</sup> Compté dans les services et non dans les secteurs utilisateurs

éléments d'ajustement en période de crise, ont eu un poids déterminant sur l'évolution de l'emploi des services. Le nombre d'intérimaires augmente de près de 18 % en 2010, après avoir fortement diminué les deux années précédentes (près de - 25 % en 2009, et - 6 % en 2008). La stabilité des effectifs de l'ensemble de l'économie en 2010 (+ 0,1 % après - 1,4 % en 2009) s'appuie ainsi sur la croissance de l'emploi des services marchands, des activités financières et d'assurance et des services principalement non marchands (regroupement de l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale).

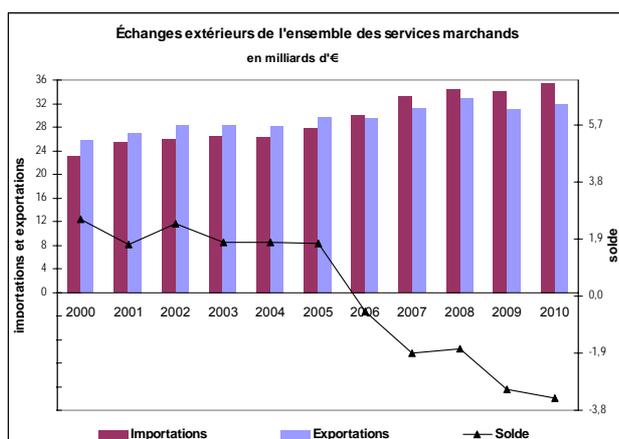
La démographie des entreprises évolue favorablement en 2010. Les défaillances d'entreprises se réduisent dans les services marchands (- 4,6 %); elles augmentaient de 9 % en moyenne de 2007 à 2009. Les créations, y compris celles des auto entrepreneurs, progressent de 7,3 %.

### **La demande des entreprises soutient la croissance**

La demande totale des entreprises et des administrations contribue en 2010 à 1,8 point de la croissance de la demande intérieure en services marchands, qui progresse de 2,5 % (après - 2,2 %); celle des ménages compte pour 0,7 point. Les consommations intermédiaires des entreprises et des administrations (55 % de la demande intérieure), augmentent de 2,7 % en volume. Le travail temporaire, inscrit en consommation intermédiaire des entreprises utilisatrices, contribue pour 0,6 à ce redressement. En 2009, il participait pour - 1,2 point au recul des consommations intermédiaires (- 3,0 %). L'investissement des entreprises retrouve une croissance énergique (+ 6,1 %), après la forte contraction de 2009 (- 4,1 %); mais concernant essentiellement l'informatique, l'architecture et l'ingénierie, il ne représente que 5 % de la demande intérieure.

La consommation finale des ménages se ressaisit aussi en 2010 avec une hausse de 1,2 % en volume (- 0,4 % en 2009), malgré le ralentissement de leur pouvoir d'achat (+ 1,2 % en 2010, après + 1,6 %). L'investissement des ménages ne concerne que les achats de biens immobiliers et les frais liés; il est particulièrement dynamique en 2010 (+ 15,4 %), compensant avantageusement les baisses des deux années précédentes; mais il ne représente que 2 % de la demande intérieure.

En 2010, les importations de services marchands (35,4 milliards d'euros) et les exportations (30,0 mds) se redressent, après leur fléchissement de 2009. Les exportations augmentent de 2,6 %, quasiment au même rythme que la demande intérieure (+ 2,5 %), mais ne participent qu'à 3 % de la demande totale de services adressée aux entreprises en France. Les importations augmentent plus vite que les exportations depuis 2006. Le déficit des échanges extérieurs de services, de 0,5 milliard en 2006, atteint presque les 2 milliards l'année suivante et franchit les 3 milliards en 2009. Il dépasse 3,4 milliards en 2010.



Source : comptes des services, INSEE

### Les services marchands contribuent notablement à la croissance du PIB

En 2010, la valeur ajoutée des services marchands croît de 1,9 % en volume et dépasse à nouveau les 600 milliards d'euros, après le repli de 2009 (- 1,8 %). Les services marchands réalisent plus du tiers de la valeur ajoutée<sup>5</sup> de l'ensemble de l'économie (34,6 % en 2010). Sur une tendance haussière, cette part a légèrement fléchi en 2009, comme en 2002 avec la précédente crise. Les services marchands contribuent à un peu plus de la moitié (0,7 point) de la croissance de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie (+ 1,3 % en volume).

### La crise de 2009 faisait suite à deux années de ralentissement

Après une phase d'accélération de l'activité, de 2003 à 2006, se traduisant par une croissance annuelle moyenne de 3,4 %, la

<sup>5</sup> Le PIB, produit intérieur brut, s'obtient en ajoutant à la valeur ajoutée les impôts sur les produits (TVA, impôts sur les importations, taxes sur les tabacs, les alcools, les produits pétroliers, etc.), nets des subventions sur les produits.

production des services marchands avait ralenti en 2007 (+ 2,3 %). Les premières turbulences financières liées à la crise des « subprimes » avaient cette année-là ému le dynamisme de la plupart des services, à l'exception de quelques activités culturelles ou de loisirs (production et distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision, agences de voyages, activités des bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles) qui au contraire avaient renforcé leur rythme de croissance. Le ralentissement des activités informatiques, des télécommunications, de l'intérim, de l'activité des sièges sociaux et du conseil de gestion, et des activités d'architecture, d'ingénierie et de contrôle technique, principaux moteurs de la croissance des services marchands, contribuait à son affaiblissement. Ces activités, toutes caractérisées en 2006 par une croissance exceptionnellement vigoureuse, gardaient cependant un rythme de progression soutenu.

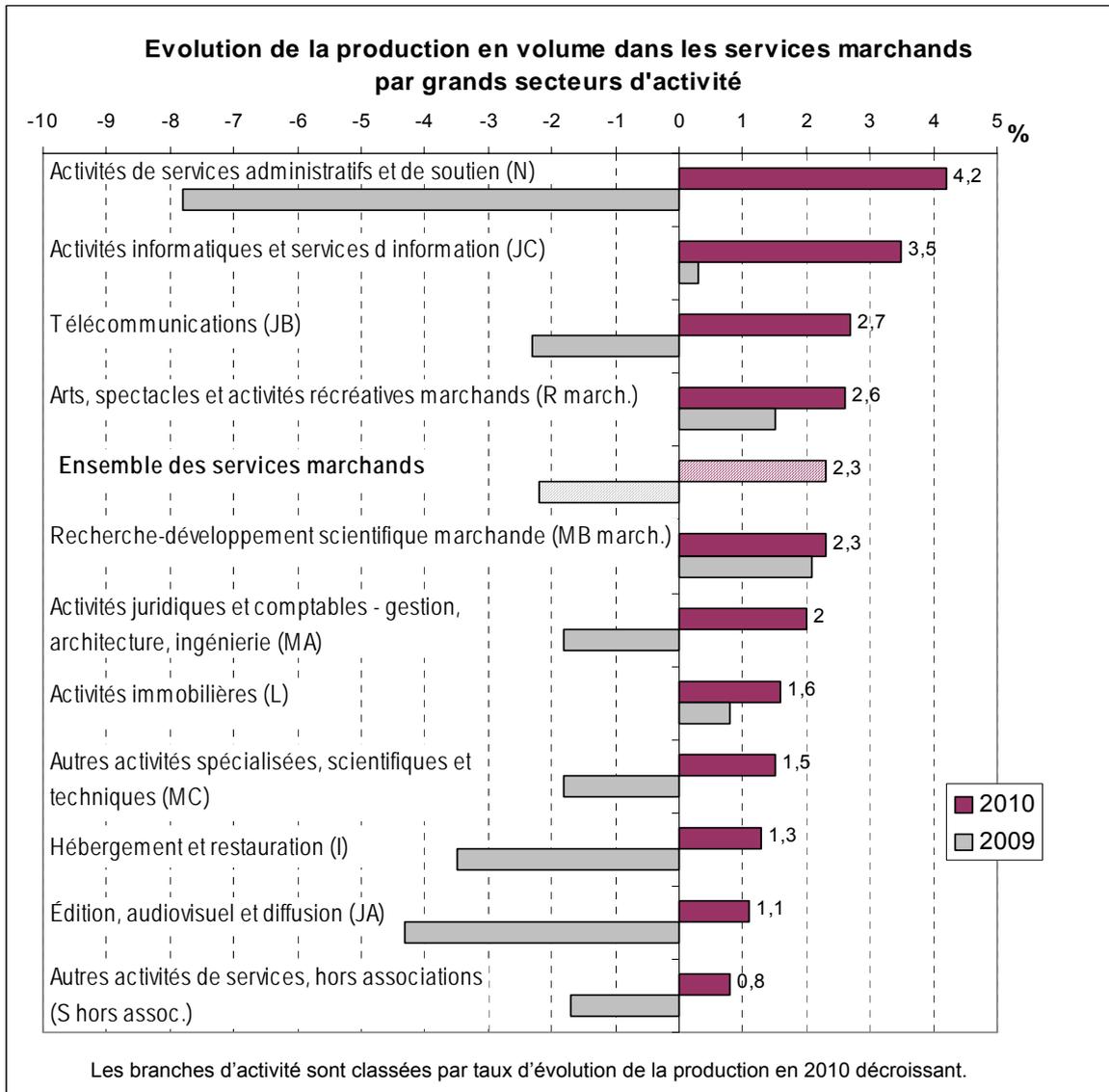
En 2008, avec la crise bancaire et la dégradation de la conjoncture économique, le ralentissement des services marchands s'accroissait. Leur production n'augmentait que de 1,5 %, malgré le soutien ferme de l'informatique ou des télécommunications. Ces activités contribuaient à plus de 0,7 point de la croissance des services marchands, tout comme l'ensemble des activités de la location, des sièges sociaux et du conseil de gestion, et des activités d'architecture, d'ingénierie et de contrôle technique. À l'opposé, parmi les activités entrées en récession, la restauration, les activités immobilières, l'intérim et les activités juridiques et comptables altéraient notablement la croissance des services marchands (avec une contribution de - 0,5 point).

En 2009, la crise économique installée, la production des services marchands régressait (- 2,2 %). Le recul du travail temporaire (- 21,5 %) contribuait largement à la contraction de l'ensemble, mais hors intérim, la production des services marchands baissait aussi (- 1,5 %). La plupart des activités participaient à cette récession, tandis que les bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes, les jeux de hasard et d'argent, les activités vétérinaires, la recherche-développement et la location immobilière, moins sensibles à la conjoncture économique, restaient bien orientés. L'informatique et les activités juridiques et comptables se contentaient d'une croissance ténue.

## L'informatique tire son épingle du jeu

Les activités informatiques (programmation, conseil et autres activités informatiques) retrouvent plus d'allant en 2010, progressant de 3,4 %. Ces activités n'avaient ralenti qu'en 2009, où elles ont connu une faible croissance (+ 0,3 %). Leur progression aura été de 3,4 % en moyenne annuelle de 2006 à 2010. L'évolution de la production des services d'information (qui comprennent entre autres le

traitement et l'hébergement de données et l'activité des portails internet) suit la même tendance, mais en plus accentué. L'activité de ces services augmente de 4,4 % en 2010 après une année atone ; elle représente un cinquième de celle des services informatiques. Soutien fidèle de la croissance des services marchands depuis 2003, les activités informatiques et les services d'information y contribuent en 2010 pour 0,23 point.



Source : comptes des services, INSEE

Quelques autres activités sont elles aussi restées bien orientées en 2009, et continuent de croître en 2010, souvent avec plus d'entrain. Les activités juridiques et comptables progressent de 2,6 %, après une année atone (+ 0,1 % en 2009). Elles avaient baissé en 2008 en raison du net repli des

activités juridiques, lié à la chute des activités immobilières.

La location immobilière (location et exploitation de biens immobiliers) subit peu de fluctuations. Environ 57 % de la production revient aux loyers imputés, loyers que paieraient les propriétaires s'ils étaient locataires de leur

logement. Ces loyers ont un rythme de croissance particulièrement régulier, 1,3 % par an en moyenne depuis 2002, 1,3 % en 2010. L'ensemble des loyers réels (loyers de logements, de terrains ou d'immobilier d'entreprise) progresse de 1,4 % en 2010. Ils avaient franchement ralenti pendant la période sensible (2007 à 2009), les difficultés des entreprises de l'ensemble de l'économie se répercutant sur la location de bureaux, de commerce, ou d'entrepôts (- 0,4 % en 2008 et croissance fragile en 2007 et 2009). En 2010 l'ensemble des loyers, réels et imputés, contribue pour près de 0,4 point à la croissance des services marchands.

La recherche-développement marchande et les jeux de hasard et d'argent n'ont pas connu, eux non plus, de récession et progressent encore en 2010. L'activité des jeux de hasard et d'argent, stimulée par l'ouverture en 2010 du marché des jeux d'argent aux paris sportifs, paris hippiques et poker en ligne, augmente de 5,3 % en volume.

#### **L'intérim, l'immobilier et la location redressent la barre**

Avec une croissance de près de 13 %, les activités liées à l'emploi (composées essentiellement de l'intérim) sont en 2010 les premières contributrices à la croissance des services marchands (+ 0,36 point). Ces mêmes activités chutaient en 2009 (- 21,5 %) et participaient largement (pour - 0,73 point) au recul des services marchands (- 2,2 %). Premiers touchés en période de crise économique, plus de 135 000 emplois intérimaires avaient été supprimés en 2008 ; les activités liées à l'emploi reculaient en conséquence (- 2,8 %). Près de 74 000 emplois ont encore été détruits sur le seul premier trimestre 2009, mais l'activité a repris lentement au cours des mois suivants. En 2010, le travail temporaire a proposé plus de 97 000 nouveaux contrats.

Parmi les principaux moteurs de la croissance des services marchands, la location et location-bail connaît un redressement tonique (+ 3,7 %), après une forte contraction de son activité en 2009 (- 6,8 %).

Les activités des marchands de biens immobiliers et activités immobilières pour compte de tiers connaissent un véritable regain. Sévèrement affaiblies en 2008 (- 6,1 %), puis en 2009 (- 4,1 %) avec la crise économique, elles se redressent énergiquement en 2010 (+ 5,7 %). Avec l'amélioration de la conjoncture économique, les investisseurs sont de retour et privilégient

la pierre, valeur refuge, face à un marché boursier encore baissier et volatile.

Les activités des télécommunications, éminent et fidèle soutien de la croissance des services marchands depuis plus d'une décennie, retrouvent une franche croissance (+ 2,7 %), sans atteindre encore le dynamisme des années précédant la crise. Conjointement avec les activités liées à l'emploi et les activités de location et location-bail, elles apportent 0,75 point à la croissance des services marchands en 2010.

Les activités d'architecture et d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques, les activités des sièges sociaux et du conseil de gestion, ainsi que les activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises, effacent elles aussi une année 2009 de repli en renouant avec la croissance (respectivement + 2,5 %, + 1,5 % et + 2,1 % en 2010). Elles sont aussi des soutiens importants de la croissance des services marchands contribuant ensemble pour 0,38 point à l'évolution de leur production.

#### **La restauration bénéficie de l'embellie du tourisme**

L'hébergement, la restauration et les activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes, retrouvent le chemin de la croissance, après deux années de récession, et témoignent ainsi de l'embellie du tourisme. La reprise est plus fragile pour la restauration (+ 0,8 % après - 2,6 %) que pour l'hébergement (+ 2,9 %) plus affaibli en 2009 (- 6,0 %). Le retournement est très prononcé pour les agences de voyage (+ 7,4 % après - 9,1 %).

La publicité et les études de marché apportent elles aussi leur contribution à la croissance des services marchands, avec une progression de 3,1 % de leur activité en 2010 (après - 1,7 %).

Les autres services personnels (blanchisserie, coiffure, soins de beauté, services funéraires et autres services personnels divers) progressent de 2 %, tirés par le dynamisme des soins de beauté (+ 3,3 % après une année atone) et des autres services personnels divers (+ 7,2 % après deux années de ralentissement, mais une croissance néanmoins soutenue). La production des activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes augmente de 4,7 %, celle des enquêtes et sécurité de 1,4 %. L'audiovisuel se relève lentement : la programmation et diffusion (de télévision ou de radio) progresse de 1,9 % ; la production de films cinématographiques, de vidéo et de

programmes de TV, l'enregistrement sonore et l'édition musicale connaît une évolution atone (+ 0,4 %) après un léger repli (- 0,8 % en 2009).

### Le nettoyage peine à sortir de la crise

Les services relatifs aux bâtiments et l'aménagement paysager (activités de nettoyage, activités combinées de soutien liées aux bâtiments, aménagement paysager) se contractent à nouveau en 2010 (- 1,2 % après - 0,3 %). Ces activités avaient ralenti dès 2007, après une année 2006 très dynamique (+ 5 %). Elles ont été pénalisées par la forte augmentation du nombre de défaillances d'entreprises, clientes potentielles, de 2007 à 2009. Elles freinent très légèrement la croissance des services marchands en 2010.

Les autres activités spécialisées, scientifiques et techniques (design, photographie,

traduction, économie de la construction et activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses), avec une baisse en 2010 (- 1,3 %), les activités sportives, récréatives et de loisirs marchandes (- 0,2 %) et la réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques (- 1 %), présentent le même profil : en récession en 2009, ces activités peinent à sortir de la crise, même si le recul est en 2010 moins prononcé. Elles étaient plutôt dynamiques jusqu'en 2006, + 3,4 % par en moyenne depuis 1999 pour les deux premières, + 2,5 % pour la réparation.

Atypiques, les bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes ainsi que les activités vétérinaires reculent elles aussi en 2010 (- 0,7 %) mais continuaient de croître pendant les années de crise.

Ayant peu de poids dans la production, l'ensemble des activités en recul en 2010 n'affaiblissent que modérément la croissance des services marchands.

Équilibre ressources-emplois des services marchands														
	2006		2007			2008			2009*			2010*		
	valeur		Volume	Prix	valeur									
			Évolution (%)			Évolution (%)			Évolution (%)			Évolution (%)		
Production de la branche (1)	904 268		2,3	2,5	947 942	1,5	2,1	981 811	-2,2	1,3	973 036	2,3	0,9	1 004 477
Transferts** (2)	21 626		5,1	0,1	22 746	1,0	2,4	23 537	2,3	1,5	24 432	0,8	1,1	24 897
Impôts moins subventions (3)	16 044		2,8	-0,1	16 468	-7,0	-0,6	15 218	-18,6	-0,5	12 316	15,8	4,4	14 889
Importations (4)	30 039		8,0	2,2	33 145	2,4	1,9	34 591	-2,1	0,7	34 105	3,3	0,4	35 372
<b>Total des ressources (1)+(2)+(3)+(4)</b>	<b>971 977</b>		<b>2,5</b>	<b>2,4</b>	<b>1 020 301</b>	<b>1,3</b>	<b>2,0</b>	<b>1 055 157</b>	<b>-2,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1 043 889</b>	<b>2,4</b>	<b>1,0</b>	<b>1 079 635</b>
Consommations intermédiaires*** (5)	527 963		2,3	2,2	552 169	1,8	1,9	572 702	-2,9	1,0	561 486	2,6	0,6	579 671
Consommation finale (6)	342 209		1,8	2,6	357 364	0,5	2,1	366 652	-0,4	2,2	373 057	1,2	1,6	383 223
Investissement (7)	72 277		7,2	2,6	79 535	1,5	2,8	82 973	-5,0	-0,6	78 356	7,2	0,9	84 777
Exportations (8)	29 528		3,5	2,2	31 233	3,2	1,9	32 830	-6,4	0,9	30 990	2,6	0,5	31 964
<b>Total des emplois (5)+(6)+(7)+(8)</b>	<b>971 977</b>		<b>2,5</b>	<b>2,4</b>	<b>1 020 301</b>	<b>1,3</b>	<b>2,0</b>	<b>1 055 157</b>	<b>-2,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1 043 889</b>	<b>2,4</b>	<b>1,0</b>	<b>1 079 635</b>

Source : INSEE, comptes des services

Valeur : en millions d'euros - Volume et prix : taux d'évolution

\* Données provisoires

\*\* Comprend les productions marchandes des branches non marchandes.

\*\*\* La ligne consommation intermédiaire inclut ici les variations de stocks.

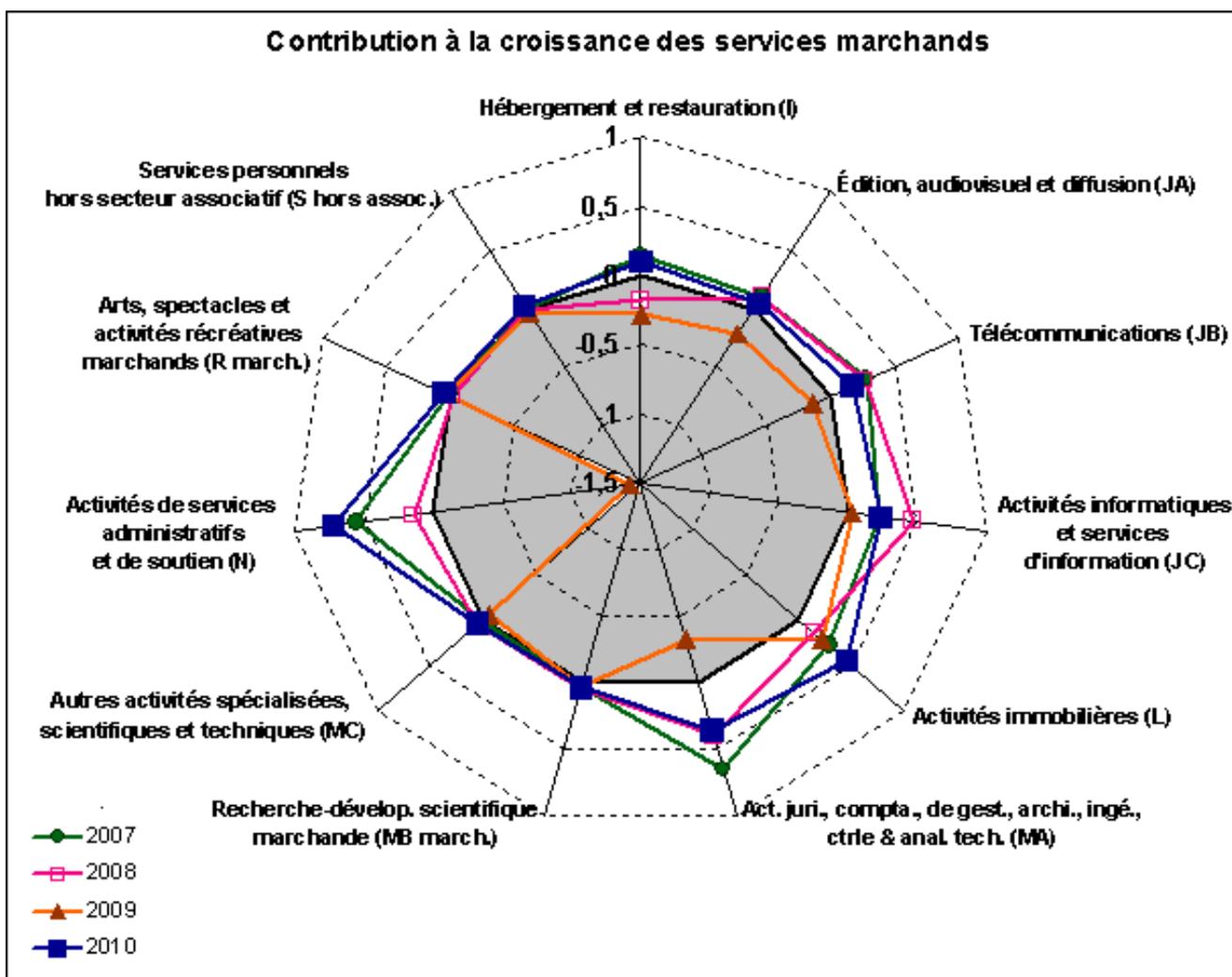
## Taux d'évolution de la production en volume en 2010 - Contribution à l'évolution

Branche		Évolution 2010/2009 %	Contribution
	<b>Ensemble des services marchands</b>	<b>2,3</b>	
<b>I</b>	<b>Hébergement et restauration</b>	<b>1,3</b>	<b>0,11</b>
GI55Z	Hébergement	2,9	0,06
GI56Z	Restauration	0,8	0,05
<b>J</b>	<b>Information et communication</b>	<b>2,5</b>	<b>0,45</b>
<b>JA</b>	<b>Édition, audiovisuel et diffusion</b>	<b>1,1</b>	<b>0,05</b>
GJ58Z	Édition	1,2	0,03
GJ59Z	Prod. films cinémat. vidéo & prog.TV- enrg. sonore & éd. musicale	0,4	0,01
GJ60Z	Programmation et diffusion	1,9	0,02
<b>JB</b>	<b>Télécommunications</b>	<b>2,7</b>	<b>0,17</b>
GJ61Z	Télécommunications	2,7	0,17
<b>JC</b>	<b>Activités informatiques et services d'information</b>	<b>3,5</b>	<b>0,23</b>
GJ62Z	Programmation, conseil et autres activités informatiques	3,4	0,18
GJ63Z	Services d'information	4,4	0,05
<b>L</b>	<b>Activités immobilières</b>	<b>1,6</b>	<b>0,46</b>
GL68A	Act. marchands de biens immo. & act. immo. pour compte de tiers	5,7	0,09
GL68I	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)	1,3	0,20
GL68R	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers réels)	1,4	0,17
<b>M</b>	<b>Activités spécialisées, scientifiques et techniques</b>	<b>2,0</b>	<b>0,47</b>
<b>MA</b>	<b>Act. juri., compta., de gest., archi., ingé., ctrlé &amp; anal. tech.</b>	<b>2,0</b>	<b>0,35</b>
GM69Z	Activités juridiques et comptables	2,6	0,09
GM70Z	Activités des sièges sociaux - conseil de gestion	1,5	0,12
GM71Z	Activ. architecture & ingénierie- contrôle & analyses techniques	2,5	0,14
<b>MB march.</b>	<b>Recherche-développement scientifique (marchande)</b>	<b>2,3</b>	<b>0,07</b>
GM72M	Recherche-développement scientifique (marchande)	2,3	0,07
<b>MC</b>	<b>Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques</b>	<b>1,5</b>	<b>0,05</b>
GM73Z	Publicité et études de marché	3,1	0,06
GM74Z	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	-1,3	-0,01
GM75Z	Activités vétérinaires	-0,7	0,00
<b>N</b>	<b>Activités de services administratifs et de soutien</b>	<b>4,2</b>	<b>0,73</b>
GN77Z	Activités de location et location-bail	3,7	0,22
GN78Z	Activités liées à l'emploi	12,9	0,36
GN79Z	Activ. agences voyage, voyagistes, serv. résa. & activ. connexes	7,4	0,06
GN80Z	Enquêtes et sécurité	1,4	0,01
GN81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	-1,2	-0,02
GN82Z	Activ. administratives & autres activ. de soutien aux entreprises	2,1	0,10
<b>R march.</b>	<b>Arts, spectacles et activités récréatives marchands</b>	<b>2,6</b>	<b>0,05</b>
GR90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	4,7	0,02
GR91M	Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. (marchandes)	-0,7	ε
GR92Z	Organisation de jeux de hasard et d'argent	5,3	0,02
GR93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	-0,2	ε
<b>S hors assoc.</b>	<b>Autres activités de services hors associations</b>	<b>0,8</b>	<b>0,02</b>
GS95Z	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	-1,0	-0,01
GS96Z	Autres services personnels	2,0	0,03

Source : comptes des services, INSEE

ε = valeur négligeable

## Contribution à la croissance des services marchands



Lecture : les activités administratives et de soutien tirent la croissance des services marchands vers le haut en 2010. En 2009 elles contribuaient fortement à son repli. A l'intérieur de la zone grisée, les branches contribuent négativement à la croissance des services marchands. Plus un point s'éloigne du centre du graphique, plus sa contribution est forte.

Source : *comptes des services*, INSEE

## La production

SERVICES MARCHANDS							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
	ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS		2,3	1,5	-2,2	2,3	
I	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56	1,7	-2,1	-3,5	1,3	
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	58 à 63	3,4	4,8	-1,9	2,5	
L	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68	1,0	0,5	0,8	1,6	
M	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	69 à 75	3,1	2,2	-1,3	2,0	
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82	3,1	0,8	-7,8	4,2	
R marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93	0,5	-0,9	1,5	2,6	
S hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96	0,0	0,2	-1,7	0,8	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

SERVICES MARCHANDS							
Niveau de la production en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2006	2007	2008	2009*	2010*
	ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS		904 268	947 942	981 811	973 036	1 004 477
I	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56	75 444	78 980	79 708	79 841	83 328
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	58 à 63	160 250	166 555	175 358	172 842	176 860
L	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68	254 151	266 045	273 691	279 721	287 913
M	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	69 à 75	209 251	221 229	231 665	229 763	234 775
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82	165 054	174 021	179 795	168 798	178 305
R marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93	16 343	16 835	17 024	17 460	18 096
S hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96	23 775	24 277	24 570	24 611	25 200

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

SERVICES MARCHANDS							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
	ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS		2,5	2,1	1,3	0,9	
I	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56	3,0	3,1	3,8	3,0	
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	58 à 63	0,6	0,5	0,5	-0,2	
L	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68	3,6	2,3	1,4	1,3	
M	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	69 à 75	2,6	2,5	0,5	0,2	
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82	2,3	2,5	1,8	1,4	
R marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93	2,5	2,1	1,1	1,0	
S hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96	2,1	1,0	1,9	1,6	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

SERVICES MARCHANDS							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
	<b>ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,4	1,8	-3,0	2,7	
	Demande de consommation finale		1,8	0,5	-0,4	1,2	
	Demande pour investissement		7,2	1,5	-5,0	7,2	
	<i>Dont : entreprises</i>		8,9	4,7	-4,1	6,1	
	<i>ménages</i>		5,4	-8,6	-8,4	15,4	
I	<b>HÉBERGEMENT ET RESTAURATION</b>		55, 56				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,1	-4,0	-3,6	2,3	
	Demande de consommation finale		2,1	-1,7	-3,4	1,1	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
J	<b>INFORMATION ET COMMUNICATION</b>		58 à 63				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,1	4,8	-1,5	2,2	
	Demande de consommation finale		2,8	1,8	-1,3	0,7	
	Demande pour investissement		6,1	9,0	-3,4	6,2	
	<i>Dont : entreprises</i>		6,9	8,9	-2,9	8,0	
	<i>ménages</i>		0,0	0,0	0,0	0,0	
L	<b>ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES</b>		68				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	-0,3	0,4	1,6	
	Demande de consommation finale		1,2	1,2	1,3	1,3	
	Demande pour investissement		0,9	-12,7	-8,1	10,7	
	<i>Dont : entreprises</i>		1,0	-14,7	-8,6	7,5	
	<i>ménages</i>		0,8	-12,3	-8,6	12,1	
M	<b>ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES</b>		69 à 75				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,6	2,7	-1,5	2,3	
	Demande de consommation finale		4,6	-1,1	-5,9	0,6	
	Demande pour investissement		10,6	-2,7	-6,6	8,3	
	<i>Dont : entreprises</i>		14,3	0,6	-6,1	3,6	
	<i>ménages</i>		7,5	-7,0	-8,2	16,8	
N	<b>ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN</b>		77 à 82				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,8	0,6	-7,1	4,0	
	Demande de consommation finale		6,4	2,6	-3,2	2,2	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
R marchand	<b>ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands</b>		90 à 93				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,8	-6,3	0,7	4,0	
	Demande de consommation finale		2,3	-1,9	0,0	2,0	
	Demande pour investissement		-0,8	-2,3	-1,5	2,2	
	<i>Dont : entreprises</i>		2,3	0,0	-2,1	6,3	
	<i>ménages</i>						
S hors assoc.	<b>AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations</b>		95, 96				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,2	3,0	1,1	3,5	
	Demande de consommation finale		0,9	-1,0	-2,7	-0,6	
	Demande pour investissement		0,6	1,1	-0,3	-0,6	
	<i>Dont : entreprises</i>		0,6	0,8	0,5	1,4	
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

SERVICES MARCHANDS							
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2006	2007	2008	2009*	2010*
	ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS						
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	526 943	551 449	572 212	560 609	579 388
		Demande de consommation finale	342 209	357 364	366 652	373 057	383 223
		Demande pour investissement	72 277	79 534	82 973	78 356	84 777
		<i>Dont : entreprises</i>	46 157	51 267	54 584	52 409	55 385
		<i>ménages</i>	18 163	20 042	19 611	17 494	21 224
I	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION		55, 56				
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	12 032	12 522	12 412	12 415	13 060
		Demande de consommation finale	64 000	67 248	68 084	68 266	71 132
		Demande pour investissement					
		<i>Dont : entreprises</i>					
		<i>ménages</i>					
J	INFORMATION ET COMMUNICATION		58 à 63				
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	93 463	96 965	102 268	101 305	103 308
		Demande de consommation finale	41 639	42 787	43 861	43 991	44 567
		Demande pour investissement	31 726	34 010	37 151	35 788	37 678
		<i>Dont : entreprises</i>	26 292	28 382	30 993	29 989	32 108
		<i>ménages</i>	5	5	5	5	5
L	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES		68				
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	61 156	63 753	65 181	66 048	67 700
		Demande de consommation finale	190 085	198 611	205 197	211 561	217 123
		Demande pour investissement	7 282	7 852	7 381	6 482	7 541
		<i>Dont : entreprises</i>	1 454	1 527	1 386	1 194	1 353
		<i>ménages</i>	5 697	6 189	5 868	5 138	6 050
M	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES		69 à 75				
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	186 624	196 325	205 448	202 949	207 835
		Demande de consommation finale	9 894	10 382	10 560	10 419	10 622
		Demande pour investissement	30 174	34 497	35 263	32 932	36 371
		<i>Dont : entreprises</i>	15 764	18 640	19 492	18 514	19 128
		<i>ménages</i>	12 461	13 848	13 738	12 351	15 169
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN		77 à 82				
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	160 467	168 670	173 760	164 349	173 257
		Demande de consommation finale	7 799	8 401	8 897	8 835	9 162
		Demande pour investissement					
		<i>Dont : entreprises</i>					
		<i>ménages</i>					
R marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands		90 à 93				
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	5 593	5 569	5 351	5 515	5 806
		Demande de consommation finale	15 199	15 905	15 801	15 795	16 289
		Demande pour investissement	130	133	134	134	135
		<i>Dont : entreprises</i>	44	47	48	48	50
		<i>ménages</i>					
S hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations		95, 96				
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	7 607	7 644	7 792	8 028	8 422
		Demande de consommation finale	13 593	14 030	14 252	14 190	14 328
		Demande pour investissement	2 965	3 042	3 044	3 020	3 052
		<i>Dont : entreprises</i>	2 603	2 671	2 665	2 664	2 746
		<i>ménages</i>					

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

SERVICES MARCHANDS							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
	<b>ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	1,9	1,0	0,6	
	Demande de consommation finale		2,6	2,1	2,2	1,6	
	Demande pour investissement		2,6	2,8	-0,6	0,9	
	<i>Dont : entreprises</i>		2,0	1,7	0,1	-0,4	
	<i>ménages</i>		4,7	7,1	-2,7	5,1	
I	<b>HÉBERGEMENT ET RESTAURATION</b>		55, 56				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	3,3	3,7	2,8	
	Demande de consommation finale		2,9	3,0	3,8	3,0	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
J	<b>INFORMATION ET COMMUNICATION</b>		58 à 63				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,6	0,7	0,6	-0,2	
	Demande de consommation finale		0,0	0,7	1,6	0,6	
	Demande pour investissement		1,0	0,2	-0,3	-0,9	
	<i>Dont : entreprises</i>		1,0	0,3	-0,3	-0,9	
	<i>ménages</i>		0,0	0,0	0,0	0,0	
L	<b>ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES</b>		68				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,5	2,6	0,9	0,9	
	Demande de consommation finale		3,2	2,0	1,8	1,3	
	Demande pour investissement		6,9	7,7	-4,5	5,1	
	<i>Dont : entreprises</i>		3,9	6,5	-5,8	5,5	
	<i>ménages</i>		7,7	8,2	-4,2	5,0	
M	<b>ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES</b>		69 à 75				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,6	1,9	0,3	0,1	
	Demande de consommation finale		0,3	2,9	4,8	1,3	
	Demande pour investissement		3,4	5,0	0,0	2,0	
	<i>Dont : entreprises</i>		3,4	4,0	1,2	-0,3	
	<i>ménages</i>		3,4	6,6	-2,0	5,1	
N	<b>ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN</b>		77 à 82				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	2,4	1,8	1,4	
	Demande de consommation finale		1,2	3,2	2,5	1,4	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
R marchand	<b>ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands</b>		90 à 93				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	2,6	2,4	1,2	
	Demande de consommation finale		2,3	1,2	-0,1	1,1	
	Demande pour investissement		3,1	3,1	1,5	-1,5	
	<i>Dont : entreprises</i>		4,4	2,1	2,1	-2,0	
	<i>ménages</i>						
S hors assoc.	<b>AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations</b>		95, 96				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,7	-1,0	2,0	1,4	
	Demande de consommation finale		2,3	2,6	2,3	1,6	
	Demande pour investissement		2,0	-1,0	-0,5	1,6	
	<i>Dont : entreprises</i>		2,0	-1,0	-0,5	1,6	
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## DEUXIÈME PARTIE

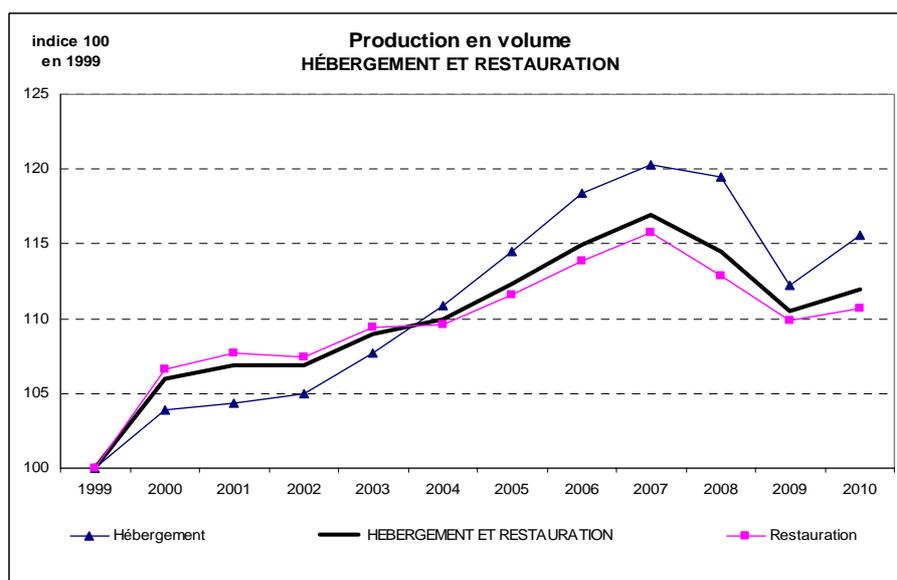
---

# **L'ACTIVITÉ ET LES PRIX PAR BRANCHE DÉTAILLÉE : l'année 2010**



## Les hôtels et les restaurants profitent de l'embellie du tourisme

Avec la reprise économique, les activités d'hébergement et de restauration reprennent en 2010 : + 1,3 % en volume, + 4,4 % en valeur. Les hôtels, en fort recul l'année précédente, renouent avec la croissance (+ 3,4 % en volume en 2010, après - 7,4 %). La restauration se porte également mieux qu'en 2009 (+ 0,8 % en volume), même si l'activité des débits de boissons continue de baisser (- 3,0 % en volume).



Source : comptes des services, INSEE.

L'activité des services d'**hébergement** se relève en 2010. La hausse de la production (+ 2,9 % en volume, et + 4,6 % en valeur) fait suite à une année 2009 très difficile du fait de la crise économique (- 6 % en volume, - 3,3 % en valeur). La croissance en 2010 est particulièrement sensible pour les hôtels.

L'activité des *hôtels, hébergements touristiques et autres hébergements collectifs* se retourne en 2010 : la production augmente de 4,6 % en volume. En valeur, elle augmente de 4,9 %, effaçant la chute observée en 2009 (- 4,6 %), et revient au niveau qu'elle connaissait en 2008. La hausse sensible des prix observées en moyenne annuelle au cours des trois années 2007 à 2009 (+ 3,8 %) ralentit (+ 1,5 % en 2010).

Avec 192,2 millions, les nuitées dans les hôtels ont augmenté de 2,2 % en 2010. C'est 4,3 millions de nuitées de plus qu'en 2009. Leur nombre reste cependant nettement inférieur aux 197,7 millions de nuitées enregistrées en 2008.

Le retournement est un peu plus fort pour la clientèle étrangère dont les nuitées s'accroissent

de 2,8 %, après la chute de 11,1 % observée en 2009. Parmi elles, les augmentations les plus sensibles ont été celles des clientèles les plus lointaines (+ 45 % pour les chinois, + 28 % pour les sud-américains). Les trois quart des nuitées sont toujours européennes, malgré la baisse de fréquentation de nombreux pays voisins (Royaume-Uni, Italie, Belgique).

Les nuitées françaises ont augmenté de 2 %. La durée moyenne de séjour est restée stable : c'est l'augmentation du nombre de séjours qui a poussé la croissance.

Le confort des hôtels est de plus en plus privilégié : la fréquentation augmente dans les 3 étoiles, très fortement dans les 4 et 5 étoiles, et stagne ou diminue dans les 0 à 2 étoiles. Les villes, particulièrement boudées par les touristes en 2009, sont de nouveau une destination prisée (+ 2,4 % en 2010).

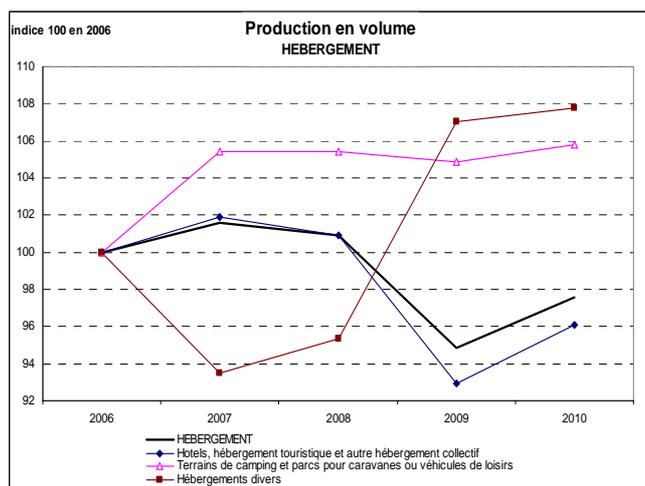
Après une année 2009 mitigée (- 0,5 % en volume, + 2,6 % en valeur), les *terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs* renouent avec la croissance en 2010. La

reprise de l'activité en volume (+0,9 %), conjuguée à une hausse des prix de 2,7 %, permet à la production en valeur d'augmenter de 3,6 %.

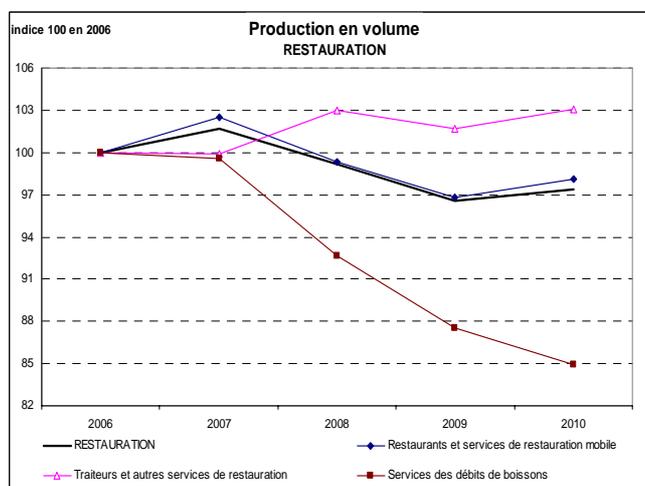
Les nuitées sont en hausse de 0,9 %, grâce notamment à une hausse de la durée des séjours. Cette augmentation est due à la fois aux français (+0,8 %) et aux étrangers (+1 %). Parmi ces derniers, ce sont toujours les campeurs néerlandais qui dominent (42 % des campeurs étrangers), suivis des britanniques et des allemands.

L'essor des habitations légères (chalets, bungalows) se poursuit au détriment des emplacements nus. Le nombre de nuitées des habitations légères augmente de 7,5 %, celui des emplacements nus chute (-3,3 %).

Les hébergements divers, qui comprennent notamment les résidences d'étudiants, les foyers de jeunes travailleurs et les internats, sont en hausse de 0,7 % en volume. L'augmentation des prix, de 1,3 %, permet une croissance en valeur de 2 %.



Source : Comptes des Services, Insee.



Source : Comptes des Services, Insee.

L'activité des services de **restauration** se relève en 2010 (+0,8 % en volume), après deux années délicates : -2,6 % en volume en 2009, mais néanmoins +1,4 % en valeur compte tenu d'une hausse des prix de 4,1 % ; -2,5 % en volume en 2008, et une stagnation en valeur. La consommation intermédiaire des entreprises (qui représente 15 % des débouchés) est plus dynamique (+1,4 %) que la consommation finale des ménages, en hausse de 0,6 % (85 % de la demande). L'augmentation des prix (hors taxe) reste élevée en 2010 (+3,5 %) sur l'ensemble de la restauration, après la forte hausse de 2009 (+4,1 %). La baisse de la TVA est intervenue le 1<sup>er</sup> juillet 2009.

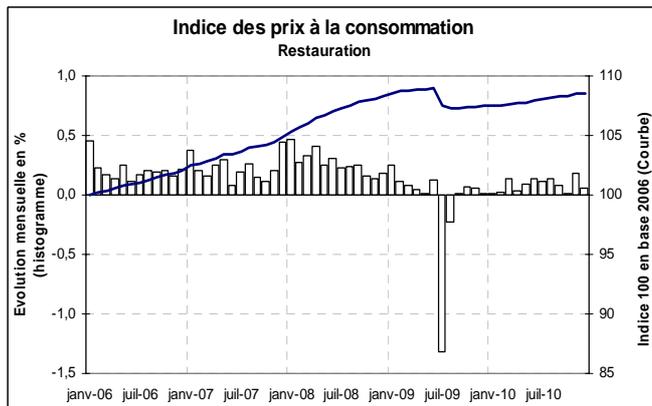
Selon le cabinet NPD, tous types de restaurants confondus, la dépense moyenne par personne et par visite est restée stable (+0,1 %), à 12,60 euros.

Les restaurants et services de restauration mobile, qui représentent les deux tiers de la branche, renouent avec la croissance (+1,3 % en volume), après deux années en négatif. La croissance des prix hors taxe, de 3,5 %, induit une hausse marquée de la production en valeur (+4,8 %).

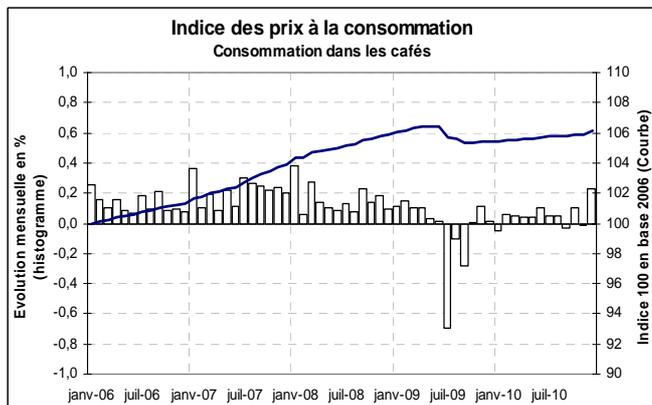
L'activité des traiteurs et autres services de restauration croît de 1,4 % en 2010 en volume. La consommation des entreprises a plus augmenté que la consommation finale des ménages (+3,6 % contre +1,1 %), qui couvre près de 90 % de la demande.

L'activité des débits de boisson, en difficulté depuis plusieurs années, diminue encore en 2010 (-3 % en volume). Les prix augmentent sensiblement (+4,6 %), ce qui permet au chiffre d'affaire de la branche de se relever (+1,5 %), pour la première fois depuis 2007.

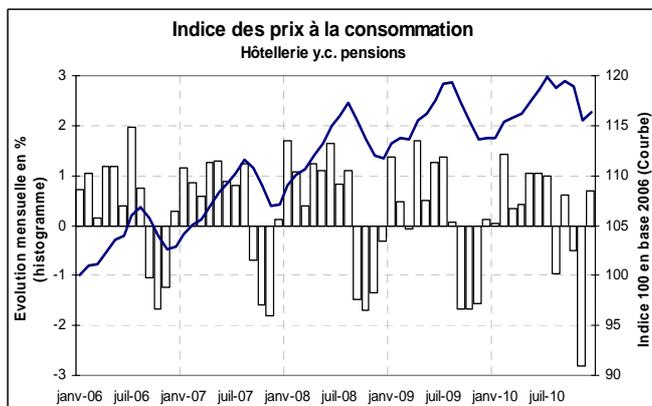
## Indices de prix à la consommation



Source : indice des prix à la consommation, Insee.

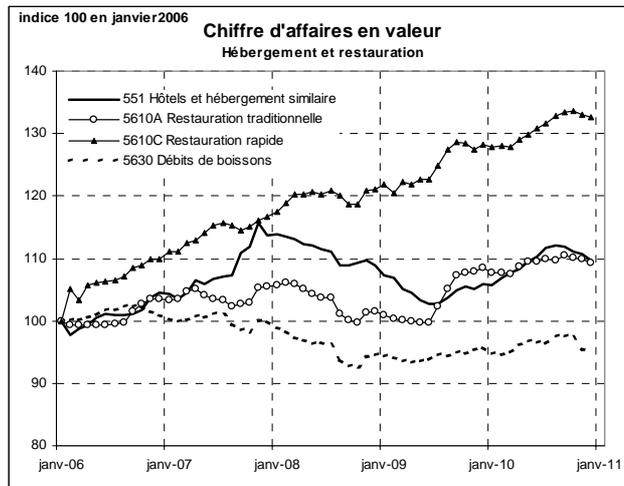


Source : indice des prix à la consommation, Insee.



Source : indice des prix à la consommation, Insee.

## Chiffres d'affaires



Indice de valeur CVS-CJO

Indice 100 en janvier 2006 (moyenne mobile d'ordre 3)

Source : Indices de chiffre d'affaires, Insee.

## La production

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION							
Taux de croissance de la production en VOLUME							en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008		2007	2008	2009*	2010*
IZ	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56		1,7	-2,1	-3,5	1,3
GI55Z	Hébergement	55		1,6	-0,7	-6,0	2,9
HI55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2		1,9	-1,6	-7,4	3,4
HI55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3		5,4	-0,1	-0,5	0,9
HI55Z3	Hébergements divers	55.9		-6,4	10,5	3,6	0,7
GI56Z	Restauration	56		1,7	-2,5	-2,6	0,8
HI56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	56.1		2,5	-3,1	-2,5	1,3
HI56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	56.2		-0,1	3,1	-1,3	1,4
HI56Z3	Services des débits de boissons	56.3		-0,4	-7,0	-5,5	-3,0

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION								
Niveau de la production en VALEUR							en millions d'euros	
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008		2006	2007	2008	2009*	2010*
IZ	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56		75 444	78 980	79 708	79 841	83 328
GI55Z	Hébergement	55		19 315	20 441	21 000	20 316	21 249
HI55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2		16 353	17 382	17 740	16 926	17 761
HI55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3		1 672	1 815	1 857	1 905	1 974
HI55Z3	Hébergements divers	55.9		1 290	1 244	1 403	1 485	1 514
GI56Z	Restauration	56		56 129	58 539	58 708	59 525	62 079
HI56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	56.1		38 501	40 592	40 629	41 322	43 305
HI56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	56.2		10 158	10 356	10 854	11 028	11 493
HI56Z3	Services des débits de boissons	56.3		7 470	7 591	7 225	7 175	7 281

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION							
Taux de croissance du PRIX de la production							en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008		2007	2008	2009*	2010*
IZ	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56		3,0	3,1	3,8	3,0
GI55Z	Hébergement	55		4,1	3,5	2,9	1,6
HI55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2		4,3	3,7	3,0	1,5
HI55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3		3,0	2,4	3,1	2,7
HI55Z3	Hébergements divers	55.9		3,1	2,1	2,2	1,3
GI56Z	Restauration	56		2,6	2,9	4,1	3,5
HI56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	56.1		2,8	3,3	4,3	3,5
HI56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	56.2		2,0	1,7	2,9	2,8
HI56Z3	Services des débits de boissons	56.3		2,0	2,3	5,1	4,6

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION							en %
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
IZ	<b>HÉBERGEMENT ET RESTAURATION</b>	55, 56					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,1	-4,0	-3,6	2,3	
	Demande de consommation finale		2,1	-1,7	-3,4	1,1	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GI55Z	<b>Hébergement</b>	55					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-4,3	-3,5	-6,9	4,2	
	Demande de consommation finale		3,7	-0,1	-5,7	2,6	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,8	-4,3	-7,9	4,9	
	Demande de consommation finale		3,3	-0,8	-7	3	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7,6	-11,4	-0,3	0,8	
	Demande de consommation finale		4,8	3,1	-0,5	0,9	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z3	Hébergements divers	55.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-63,2	100	3,7	-6,9	
	Demande de consommation finale		6,3	4,3	3,7	1,4	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GI56Z	<b>Restauration</b>	56					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,2	-4,3	-1,7	1,4	
	Demande de consommation finale		1,6	-2,2	-2,7	0,6	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	56.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7,7	-4,9	-2,2	1,3	
	Demande de consommation finale		1,7	-2,8	-2,5	1,2	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	56.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-13,8	0,6	0,4	3,6	
	Demande de consommation finale		3,5	3,3	-1,4	1,1	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z3	Services des débits de boissons	56.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		10,7	-7,1	-0,5	-2,1	
	Demande de consommation finale		-1,0	-6,8	-5,7	-3,1	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION							
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2006	2007	2008	2009*	2010*
IZ	<b>HÉBERGEMENT ET RESTAURATION</b>	<b>55, 56</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		12 032	12 522	12 412	12 415	13 060
	Demande de consommation finale		64 000	67 248	68 084	68 266	71 132
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GI55Z	<b>Hébergement</b>	<b>55</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4 452	4 424	4 423	4 238	4 484
	Demande de consommation finale		14 980	16 183	16 729	16 243	16 941
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3 924	3 968	3 930	3 727	3 968
	Demande de consommation finale		12 615	13 610	14 012	13 415	14 022
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		357	394	357	367	380
	Demande de consommation finale		1 356	1 464	1 545	1 586	1 644
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z3	Hébergements divers	55.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		171	62	136	144	136
	Demande de consommation finale		1 009	1 109	1 172	1 242	1 275
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GI56Z	<b>Restauration</b>	<b>56</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 580	8 098	7 989	8 177	8 576
	Demande de consommation finale		49 020	51 065	51 355	52 023	54 191
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	56.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 677	6 300	6 191	6 311	6 617
	Demande de consommation finale		32 905	34 378	34 523	35 103	36 783
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	56.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 313	1 140	1 172	1 211	1 288
	Demande de consommation finale		8 992	9 497	9 977	10 123	10 515
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z3	Services des débits de boissons	56.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		590	658	626	655	671
	Demande de consommation finale		7 123	7 190	6 855	6 797	6 893
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION							en %
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
IZ	<b>HÉBERGEMENT ET RESTAURATION</b>	55, 56					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	3,3	3,7	2,8	
	Demande de consommation finale		2,9	3,0	3,8	3,0	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GI55Z	<b>Hébergement</b>	55					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,8	3,6	3,0	1,6	
	Demande de consommation finale		4,2	3,5	2,9	1,6	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,0	3,5	3,0	1,5	
	Demande de consommation finale		4,4	3,8	3,0	1,5	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,6	2,3	3,1	2,7	
	Demande de consommation finale		3,0	2,4	3,1	2,7	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z3	Hébergements divers	55.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,6	9,7	2,1	1,5	
	Demande de consommation finale		3,4	1,3	2,2	1,3	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GI56Z	<b>Restauration</b>	56					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,5	3,1	4,1	3,5	
	Demande de consommation finale		2,5	2,9	4,1	3,5	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	56.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	3,3	4,3	3,5	
	Demande de consommation finale		2,8	3,3	4,3	3,5	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	56.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	2,2	2,9	2,7	
	Demande de consommation finale		2,0	1,7	2,9	2,8	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z3	Services des débits de boissons	56.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,8	2,5	5,1	4,7	
	Demande de consommation finale		2,0	2,3	5,1	4,6	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

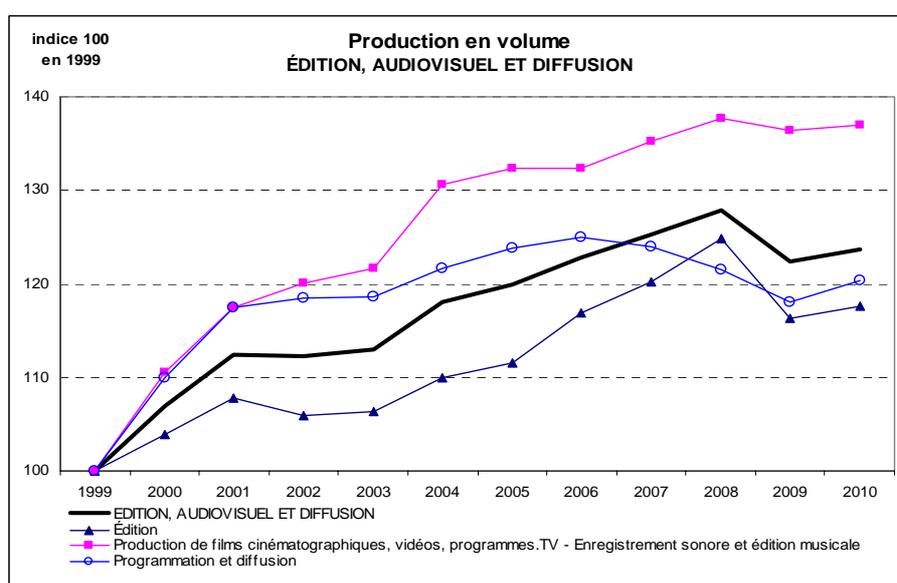
Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires



## La télévision à l'honneur

Les activités d'édition, audiovisuel et diffusion se redressent en 2010. Leur production augmente de 1,1 % en volume, contrastant avec le recul de 2009 (- 4,3 %), seule baisse connue depuis 1999. De manière assez surprenante au vu des dix années précédentes, les activités de programmation et diffusion sont les plus dynamiques (+ 1,9 % en volume), entraînées par la programmation de télévision et la télédiffusion (+ 2,2 % en volume). Elles devancent les activités d'édition (+ 1,2 %). Les activités de production de films cinématographiques, vidéos et programmation TV, d'enregistrement sonore et d'édition musicale stagnent (+ 0,4 %), alors qu'elles suivent habituellement un rythme de croissance soutenu.



Source : comptes des services, INSEE.

En 2010, la production des activités d'édition progresse en volume (+ 1,2 %). Cette évolution contraste avec la baisse de 2009 (- 6,8 %). L'évolution des prix, de + 1,6 % en 2010, redevient comparable à celle de 2007 et 2008, après une forte augmentation en 2009 (+ 3,1 %). La production en valeur augmente en conséquence de 2,8 % en 2010. En dépit d'une consommation des ménages en repli pour la troisième année consécutive, la demande adressée à la branche se ressaisit nettement : l'investissement des entreprises augmente de 5,4 % en volume après une baisse particulièrement marquée en 2009 (- 14,5 %) ; leur consommation se rétablit et augmente de 0,8 %, après un recul en 2009 (- 1,4 %).

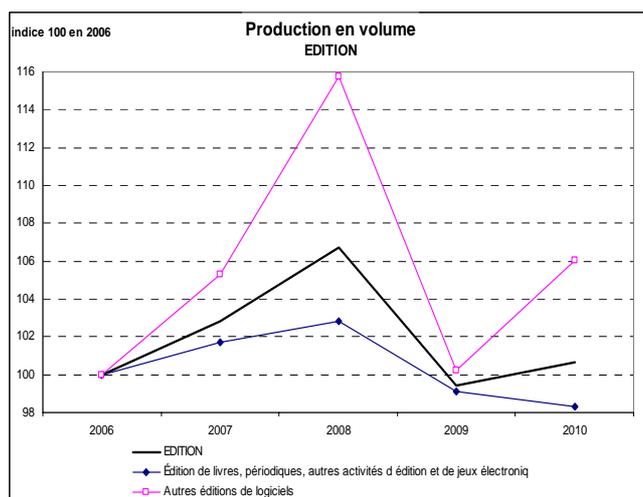
Les activités d'édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques sont encore en récession, même si le recul de leur production (- 0,8 %) est moins prononcé

qu'en 2009 (- 3,6 %). Après une forte hausse en 2009 (+ 4,1 %), les prix reviennent à un rythme de croissance plus modéré (+ 2,3 %) ; en valeur, la production croît de 1,5 %. La demande est stimulée par la consommation des entreprises qui retrouve une tendance à la hausse (+ 0,8 % en volume), comparable à celle de 2007, après une baisse importante en 2009 (- 1,4 %). Les ménages se désintéressent toujours de ces produits d'édition en 2010, même si le phénomène est moins marqué que l'année précédente : leur consommation en volume, qui représente un peu plus de la moitié de la demande, décroît encore (- 2,4 %, après - 4,4 % en 2009).

Le redressement de l'activité des autres éditions de logiciels est manifeste. La production augmente en 2010 (+ 5,8 % en volume) après une baisse massive en 2009 (- 13,4 %). Les prix augmentent peu depuis 2007 (un peu moins de

1 %) et sont stables en 2010 (+ 0,1 %). Dans ce contexte, la production augmente en valeur de 5,9 % en 2010, au même rythme que le volume. En 2010, la croissance des autres éditions de logiciels s'appuie avant tout sur la demande des entreprises : les investissements des entreprises représentent 83 % de la demande totale en logiciels (hors jeux électroniques) et augmentent de 5,4 %. La consommation des ménages est plus dynamique (+ 9,9 %) mais n'a qu'un poids faible (2 % de la demande).

Le Syntec Numérique<sup>1</sup> observe un redressement de l'activité du secteur de l'édition de logiciels (y compris de logiciels de jeux). Ce secteur est en pleine mutation. Il bénéficie notamment du développement du SaaS (Software as a Service) et de la dématérialisation au profit du téléchargement et des portails « on line ».



Source : Comptes des Services, Insee

<sup>1</sup> Point de conjoncture économique - Logiciels, Conseil et Services informatiques - Perspectives 2010 et 2011 - Syntec Numérique

Les activités de **production de films cinématographiques, vidéos et programmes de télévision - enregistrement sonore et édition musicale** se ressaisissent en 2010 : leur production augmente légèrement (+ 0,4 % en volume), sans retrouver le rythme antérieur à la baisse de 2009 (- 0,8 %). Les prix augmentent de 1,4 %, ce qui renforce la croissance du chiffre d'affaires (+ 1,8 %). La demande adressée à la branche d'activité est portée par la consommation des ménages et par celle des entreprises (63,5 % de la demande totale) qui observent toutes deux la même croissance (+ 1,2 % en volume).

Le principal moteur de la reprise est la production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision, dont l'activité croît de 0,6 % en volume et 2,2 % en valeur.

Selon le CNC<sup>2</sup>, l'activité de production de films cinématographiques atteint en 2010 un record historique. 261 films de long métrage obtiennent l'agrément<sup>3</sup>, soit 31 films de plus qu'en 2009 et 21 films de plus qu'en 2005 et 2008, années des précédents records. Cela représente 13,5 % de plus qu'en 2009. Cette nette augmentation concerne surtout les films d'initiative française : 203 films en 2010, contre 182 films en 2009. L'agrément préalable ne concerne que les films faisant appel à un financement encadré ou un soutien financier de l'état. Les films ne sont pas obligatoirement achevés l'année d'obtention de l'agrément, d'investissement ou de production ; ils peuvent avoir été réalisés avant, ou l'être après.

En 2010, les investissements dans les films agréés sont en hausse de 31,0 % et atteignent 1,44 milliard d'euros (M€), soit un niveau proche de celui de 2008 (1,49 M€). Les investissements dans les films d'initiative française progressent de 19,9 % pour atteindre 1 112,2 M€ pour un nombre de films en progression de 11,5 %. Cette hausse s'explique par l'augmentation du nombre de films présentant un devis supérieur à 4 M€ (+ 25 films) et de ceux présentant un budget supérieur à 15 M€ (+ 3 films) ; le devis des trois films les plus onéreux, « Le Marsupilami », « Colombiana » et « Un monstre à Paris », dépasse même les 20 M€. En 2010, le devis moyen des films d'initiative française s'établit à 5,48 M€, contre 5,10 M€ en 2009 et 6,42 M€ en 2008.

En 2010, la production cinématographique française est marquée par une nouvelle augmentation du nombre de films tournés en

<sup>2</sup> La production cinématographique en 2010, Centre National du cinéma et de l'image animée

<sup>3</sup> Les films agréés sont les films qui ont obtenu l'agrément des investissements ou, en l'absence de celui-ci, l'agrément de production. Ces films sont soit des films 100 % français, soit des coproductions avec un ou plusieurs pays étrangers dans lesquelles l'apport français est majoritaire ou minoritaire.

vidéo numérique (92 films, contre 76 en 2009 et 29 en 2008).

La production en volume de la distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision décélère depuis 2007. Elle reste cependant très légèrement positive en 2010 (+ 0,3 %). La hausse des prix (+ 1,6 %) mène la croissance de la production à + 2,0 % en valeur. A l'instar de 2009, la demande est constituée à la fois d'une consommation des entreprises qui décroît (- 3,2 %) et d'une consommation des ménages qui augmente tout aussi fortement (+ 3,6 %).

Selon le CNC<sup>4</sup>, dont les données reflètent partiellement l'activité de la branche, le nombre de supports vidéos commercialisés augmente : 145 millions d'unités ont été vendues en 2010 contre 141 millions en 2009, soit + 2,8 %. Le Blu-Ray, qui représente 12,5 % du marché de la vidéo en 2010, reste le support le plus prometteur, en doublant pratiquement le nombre d'unités vendues qui atteint 9,7 millions, et en augmentant de 62 % son chiffre d'affaires. Selon le baromètre NPA-GfK<sup>5</sup>, le chiffre d'affaires de la vidéo à la demande (VàD)<sup>6</sup> payante en France est estimé à 136 millions d'euros en 2010, soit une augmentation de presque 40 % par rapport à 2009. En 2010, on note un recours croissant à la télévision de rattrapage (TVR)<sup>7</sup>. L'ordinateur est le support de consommation privilégié par les utilisateurs de la TVR. 52,8 % des internautes utilisent la télévision de rattrapage.

Toujours selon le CNC<sup>8</sup>, la fréquentation des salles de cinéma connaît une embellie avec 206,5 millions d'entrées, soit 2,7 % de plus qu'en 2009. Ce résultat constitue un record inégalé depuis 1967, où 211,45 millions d'entrées avaient été

<sup>4</sup> Le marché de la vidéo en 2010, baromètre Vidéo CNC-GfK  
<sup>5</sup> les dossiers du CNC - n° 317 - mars 2011 - le marché de la vidéo

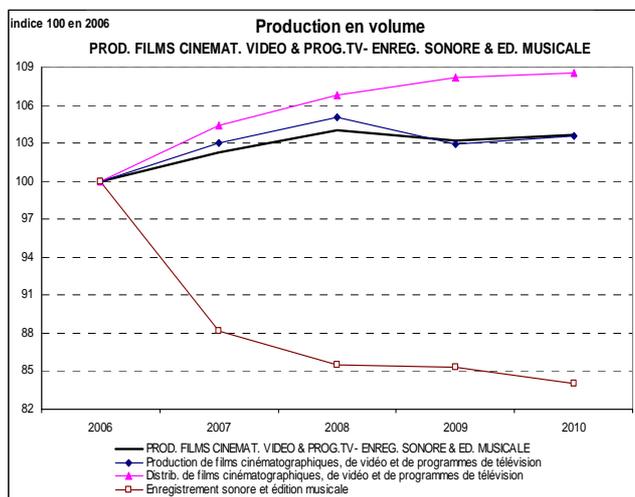
<sup>6</sup>La vidéo à la demande (VàD) souvent abrégée en VoD (de l'anglais *Video on Demand*), est une technique de diffusion de contenus vidéo numériques. Les programmes sont commercialisés par différents acteurs comme des chaînes de télévision, des opérateurs de télécoms, des fournisseurs d'accès à Internet, des distributeurs de biens culturels, des détenteurs de droits cinéma ou audiovisuels, ou des portails Internet.

<sup>7</sup>La télévision de rattrapage (TVR) ou catch up TV correspond à l'ensemble des services permettant de voir ou revoir des programmes après leur diffusion sur une chaîne de télévision, généralement pendant un temps limité, gratuitement ou sans supplément dans le cadre d'un abonnement. Différents supports accueillent les offres de télévision de rattrapage des chaînes : l'ordinateur, la télévision et les écrans mobiles (téléphone ou baladeur multimédia).

<sup>8</sup> Fréquentation des salles de cinéma - Estimations de l'année 2010 - CNC

enregistrées. La Fédération Nationale des Cinémas Français explique ce niveau très élevé par les investissements engagés par la filière de l'exploitation, particulièrement en matière de projection numérique. Toutefois, des disparités importantes subsistent entre grandes salles modernisées attirant de nombreux spectateurs et petites salles pas encore rénovées à la fréquentation stagnante voire en baisse. En 2010, la fréquentation des films français diminue (- 0,9 %) pour atteindre 73,4 millions d'entrées. Ce résultat est toutefois légèrement supérieur à la moyenne des dix dernières années (72,4 millions). La part de marché des films français diminue ; elle est estimée à 35,5 %, contre 36,8 % en 2009. En 2010, huit films français réalisent cependant plus de deux millions d'entrées, contre six en 2009. Les trois films premiers, « Les petits mouchoirs », « Camping 2 » puis « L'Arnacoeur », dépassent chacun les 3,5 millions d'entrées<sup>9</sup>.

Dans l'enregistrement sonore et l'édition musicale accentuent le repli de l'activité s'accroît en 2010 (- 1,5 % en volume, après - 0,2 % en 2009). La production baissait déjà sensiblement en 2008 (- 3,1 %) et plus encore en 2007 (- 11,8 %). En 2010, les prix baissent à nouveau (- 2,2 %) Le recul de la production résulte de la baisse très marquée de la consommation des ménages en volume (- 7,6 %), toutefois amortie par une consommation des entreprises en forte hausse (+ 7,6 %).



Source : Comptes des Services, Insee

<sup>9</sup> Bilan 2010 du CNC - 15/05/2011

Après trois années consécutives de repli, les activités de **programmation et diffusion** relèvent enfin la tête en 2010, avec une croissance de 1,9 % en volume (après - 2,8 %). Les prix restent à la hausse en 2010 mais croissent à un rythme plus modéré qu'en 2009, + 1,4 % après + 2,6 %. Il en résulte une hausse significative du chiffre d'affaires (+ 3,4 %). La croissance de la production est tirée par une consommation dynamique des ménages (+ 2,9 % en volume) et des entreprises (+ 1,3 %).

2010 marque un essoufflement du rythme de croissance des activités de **radiodiffusion** observé depuis 2008 : le volume de production réduit sa progression, + 0,6 % en 2010 après + 1,2 % en 2009. De la forte hausse des prix (+ 2,5 %), découle cependant une croissance renforcée de la production en valeur (+ 3,1 % après + 2,7 % en 2009). La demande des entreprises s'infléchit : - 0,3 % en volume après + 0,9 % ; celle des ménages accélère : + 1,9 % après + 1 %.

D'après le cabinet d'études sur les médias Yacast<sup>10</sup>, les recettes publicitaires de la radio (avant négociations commerciales), 3 421 millions d'euros en 2010, affichent une belle progression de 5,4 %. Les radios FM augmentent de 6 % leur chiffre d'affaires, et les radios généralistes de 5 %.

Le nombre de spots diffusés est en hausse de 5,3 % avec près de 1 250 000 messages diffusés. La durée publicitaire affiche elle aussi une hausse, de 5,3 %. Dans la même lignée, le nombre d'annonceurs actifs (2 105) progresse de 2,1 %.

Selon l'institut Médiamétrie<sup>11</sup>, de septembre 2009 à juin 2010, chaque jour de semaine, la radio a attiré 81,4 % des individus âgés de 13 ans et plus, soit 42,3 millions de personnes, pendant 2h54 par jour soit 6 mn de moins qu'en 2009. Cependant, deux supports pour l'écoute de la radio sont en émergence. L'écoute de la radio via Internet augmente de près de 14 % sur un an : près de 15 millions de personnes âgées de 13 ans et plus ont déjà écouté la radio en « live » ou en « catch up », après la diffusion de l'émission. L'écoute de la radio sur téléphone mobile, dans un contexte de forte croissance des téléphones mobiles ayant une fonction radio, continue également de progresser.

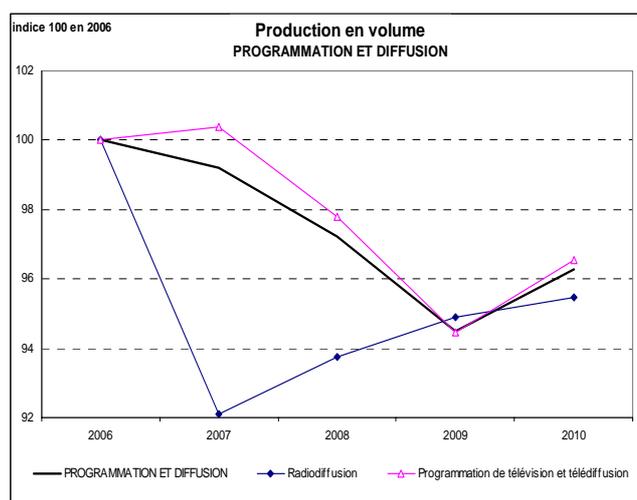
Les activités de **programmation de télévision et télédiffusion** se redressent en 2010, après deux années en repli ; la production croît en volume (+ 2,2 %) et en valeur (+ 3,4 %). Ménages et

entreprises stimulent l'activité de programmation de télévision et télédiffusion par leur consommation (respectivement + 3,1 % et + 1,6 % en volume). La hausse des prix (+ 1,2 % en 2010) porte à 2,8 % la croissance en valeur de la consommation intermédiaire des entreprises et à 4,3 % celle de la consommation des ménages.

Selon Médiamétrie<sup>12</sup>, le poste de télévision classique enregistre en 2010 un record historique : 3h32 par personne et par jour, ce qui constitue un niveau d'audience jamais atteint auparavant. Cette performance est liée aux événements de l'année 2010 : la Coupe du Monde de football, les Jeux Olympiques d'hiver de Vancouver ou encore l'actualité politique et sociale, avec notamment la réforme des retraites. Les Français regardent donc davantage le petit écran, et de plus en plus la TNT. Les chaînes de la TNT émergent en 2005 ; en 2010, elles représentent près d'un cinquième de l'audience de la télévision.

Comme pour la radio, le « catch-up TV », ou télévision de rattrapage (TVR), est en plein essor. D'après l'étude Global TV<sup>13</sup>, en 2010, plus de 11 millions d'individus l'ont déjà expérimenté.

Selon Yacast<sup>14</sup>, les recettes publicitaires obtenues avant négociations commerciales sont de plus de 8 milliards d'euros en 2010 ; elles progressent de 14,7 %. Le chiffre d'affaires des six chaînes hertziennes augmente de 9,4 %, celui des chaînes de la TNT de 38,6 % et celui des chaînes diffusées via le câble et le satellite de 7,5 %.



Source : Comptes des Services, Insee

Médiamétrie

<sup>13</sup> Les dossiers du CNC - n° 317 - Le marché de la vidéo - mars 2011

<sup>14</sup> Bilan publicitaire Télévision - Année 2010 - Yacast

<sup>10</sup> Bilan publicitaire Radio - Année 2010 - Yacast

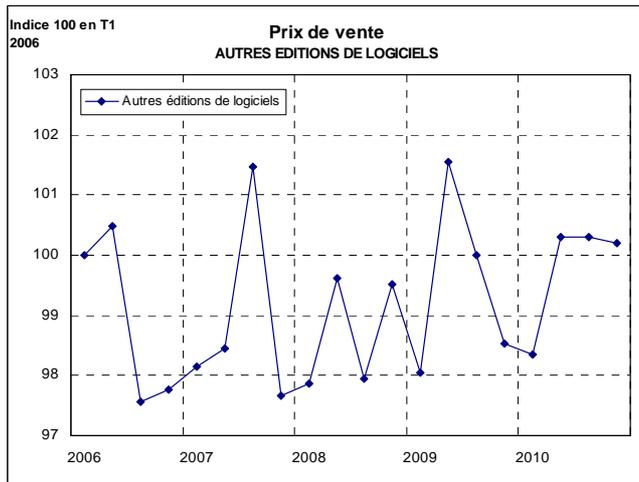
<sup>11</sup> Communiqué de presse - Bilan de l'année radio 2009-2010 - 03/11/2010 - Médiamétrie

## Les prix de vente

ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION																						
Indices de prix de vente																						
Branche	Code NAF	base 100 en	2006				2007				2008				2009				2010			
			T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Autres éditions de logiciels	58.29	T1 06	100,0	100,5	97,6	97,8	98,1	98,4	101,5	97,7	97,9	99,6	98,0	99,5	98,1	101,6	100,0	98,5	98,3	100,3	100,3	100,2

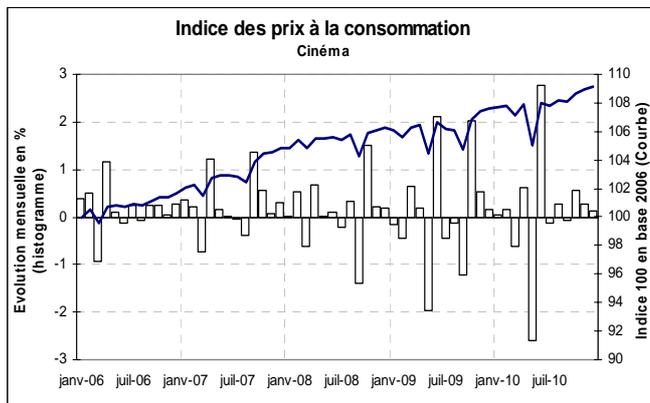
Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

Notices explicatives sur <http://indicespro.insee.fr>

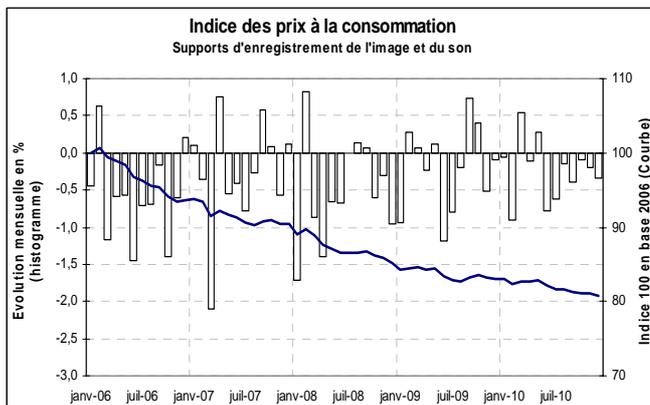


Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

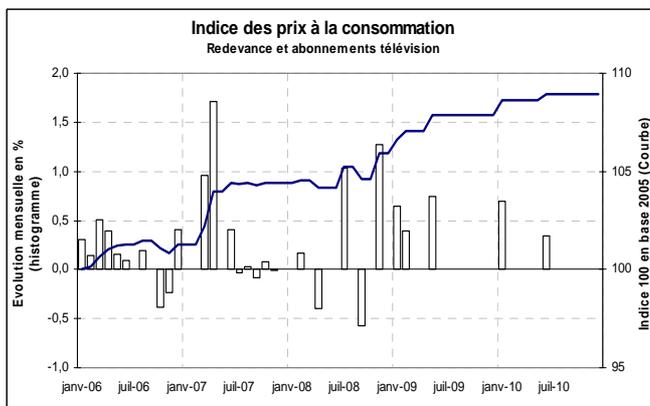
## Indices des prix à la consommation



Source : indice des prix à la consommation, Insee.

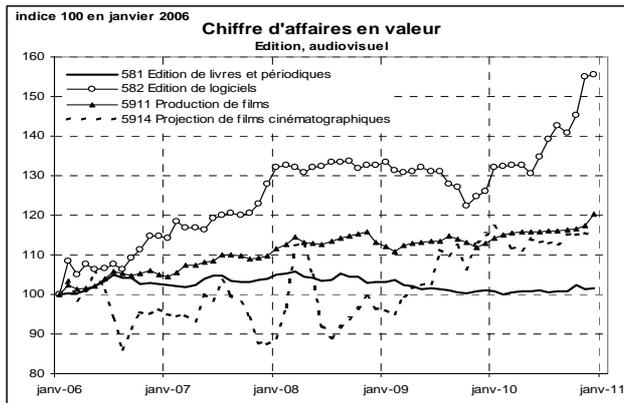


Source : indice des prix à la consommation, Insee.

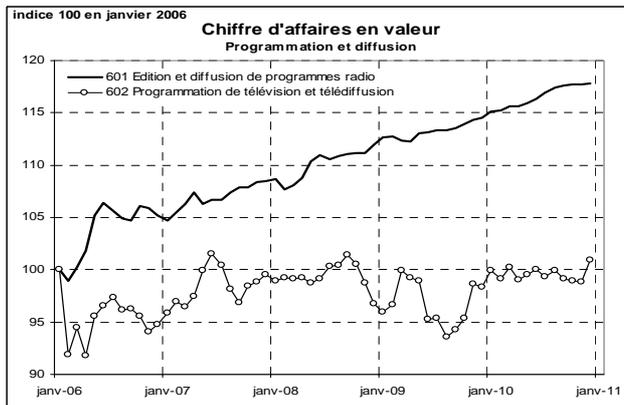


Source : indice des prix à la consommation, Insee.

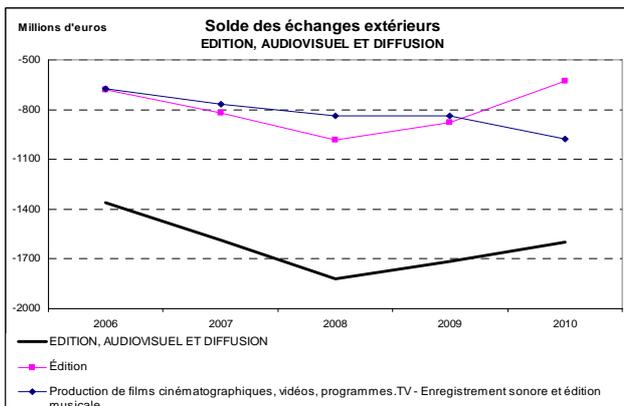
## Chiffres d'affaires et solde des échanges extérieurs



Source : Comptes des Services, Insee.



Source : Comptes des Services, Insee.



Source : Comptes des Services, Insee..

## La production

ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION						
Taux de croissance de la production en VOLUME						
en %						
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*
JA	ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION	58 à 60	2,0	2,1	-4,3	1,1
GJ58Z	Édition	58	2,8	3,8	-6,8	1,2
HJ58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21	1,7	1,1	-3,6	-0,8
HJ58Z2	Autres éditions de logiciels	58.29	5,3	9,9	-13,4	5,8
GJ59Z	Prod. films cinémat. vidéo & prog.TV- enrg. sonore & éd. musicale	59	2,3	1,7	-0,8	0,4
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.11, 59.12	3,0	2,0	-1,9	0,6
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.13, 59.14	4,4	2,3	1,3	0,4
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	59.2	-11,8	-3,1	-0,2	-1,5
GJ60Z	Programmation et diffusion	60	-0,8	-2,0	-2,8	1,9
HJ60Z1	Radiodiffusion	60.1	-7,9	1,8	1,2	0,6
HJ60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	60.2	0,4	-2,6	-3,4	2,2

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION							
Niveau de la production en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2006	2007	2008	2009*	2010*
JA	ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION	58 à 60	46 710	48 212	50 129	49 047	50 322
GJ58Z	Édition	58	23 477	24 393	25 712	24 699	25 393
HJ58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21	16 290	16 757	17 247	17 312	17 573
HJ58Z2	Autres éditions de logiciels	58.29	7 187	7 636	8 465	7 387	7 820
GJ59Z	Prod. films cinémat. vidéo & prog.TV- enrg. sonore & éd. musicale	59	14 507	14 892	15 417	15 374	15 651
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.11, 59.12	8 989	9 417	9 823	9 713	9 926
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.13, 59.14	4 387	4 490	4 688	4 792	4 888
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	59.2	1 131	985	906	869	837
GJ60Z	Programmation et diffusion	60	8 726	8 927	9 000	8 974	9 278
HJ60Z1	Radiodiffusion	60.1	1 254	1 192	1 226	1 259	1 298
HJ60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	60.2	7 472	7 735	7 774	7 715	7 980

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION						
Taux de croissance du PRIX de la production						
en %						
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*
JA	ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION	58 à 60	1,2	1,8	2,2	1,5
GJ58Z	Édition	58	1,1	1,5	3,1	1,6
HJ58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21	1,1	1,8	4,1	2,3
HJ58Z2	Autres éditions de logiciels	58.29	0,9	0,9	0,8	0,1
GJ59Z	Prod. films cinémat. vidéo & prog.TV- enrg. sonore & éd. musicale	59	0,4	1,8	0,6	1,4
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.11, 59.12	1,7	2,3	0,8	1,6
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.13, 59.14	-1,9	2,1	0,9	1,6
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	59.2	-1,3	-5,0	-3,9	-2,2
GJ60Z	Programmation et diffusion	60	3,1	2,9	2,6	1,4
HJ60Z1	Radiodiffusion	60.1	3,2	1,1	1,5	2,5
HJ60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	60.2	3,1	3,2	2,8	1,3

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION						
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME						
en %						
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*
JA	ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION	58 à 60				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,9	2,9	-1,8	1,1
	Demande de consommation finale		-0,2	-0,8	-2,3	-0,5
	Demande pour investissement		7,9	7,8	-12,2	3,0
	<i>Dont : entreprises</i>		8,6	8,4	-12,8	4,3
	<i>ménages</i>		0,0	0,0	0,0	0,0
GJ58Z	Édition	58				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	5,6	-1,4	0,8
	Demande de consommation finale		1,6	-1,7	-4,3	-2,2
	Demande pour investissement		6,8	10,1	-13,5	3,6
	<i>Dont : entreprises</i>		7,5	11,3	-14,5	5,4
	<i>ménages</i>		0,0	0,0	0,0	0,0
HJ58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	5,6	-1,4	0,8
	Demande de consommation finale		1,4	-1,9	-4,4	-2,4
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HJ58Z2	Autres éditions de logiciels	58.29				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations					
	Demande de consommation finale		14,9	11,7	-0,6	9,9
	Demande pour investissement		6,8	10,1	-13,5	3,6
	<i>Dont : entreprises</i>		7,5	11,3	-14,5	5,4
	<i>ménages</i>		0,0	0,0	0,0	0,0
GJ59Z	Prod. films cinémat. vidéo & prog.TV- enrg. sonore & éd. musicale	59				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,3	4,3	-0,9	1,2
	Demande de consommation finale		-8,5	-1,9	3,3	1,2
	Demande pour investissement		13,0	-2,2	-5,8	0,2
	<i>Dont : entreprises</i>		13,0	-2,2	-5,8	0,2
	<i>ménages</i>					
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.11, 59.12				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,0	3,5	-0,4	1,9
	Demande de consommation finale					
	Demande pour investissement		13,0	-2,2	-5,8	0,2
	<i>Dont : entreprises</i>		13,0	-2,2	-5,8	0,2
	<i>ménages</i>					
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.13, 59.14				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		19,4	4,4	-3,4	-3,1
	Demande de consommation finale		-5,8	0,5	5,7	3,6
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	59.2				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8,2	15,5	0,6	7,6
	Demande de consommation finale		-15,4	-9,2	-4,5	-7,6
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
GJ60Z	Programmation et diffusion	60				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-3,0	-5,7	-4,9	1,3
	Demande de consommation finale		2,2	2,7	-0,9	2,9
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HJ60Z1	Radiodiffusion	60.1				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-15,5	0,3	0,9	-0,3
	Demande de consommation finale		2,3	3,8	1,0	1,9
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HJ60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	60.2				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,8	-6,6	-5,8	1,6
	Demande de consommation finale		2,2	2,5	-1,1	3,1
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION							
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2006	2007	2008	2009*	2010*
JA	ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION	58 à 60					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		25 201	26 052	27 528	27 628	28 440
	Demande de consommation finale		19 696	19 792	19 788	19 818	20 007
	Demande pour investissement		9 274	10 113	11 023	9 759	10 089
	<i>Dont : entreprises</i>		7 974	8 762	9 613	8 451	8 853
	<i>ménages</i>		5	5	5	5	5
GJ58Z	Édition	58					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9 837	10 006	10 810	11 025	11 319
	Demande de consommation finale		11 912	12 239	12 196	12 109	12 102
	Demande pour investissement		7 639	8 226	9 136	7 967	8 265
	<i>Dont : entreprises</i>		6 339	6 875	7 726	6 659	7 029
	<i>ménages</i>		5	5	5	5	5
HJ58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9 837	10 006	10 810	11 025	11 319
	Demande de consommation finale		11 764	12 076	12 019	11 938	11 921
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ58Z2	Autres éditions de logiciels	58.29					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		148	163	177	171	181
	Demande pour investissement		7 639	8 226	9 136	7 967	8 265
	<i>Dont : entreprises</i>		6 339	6 875	7 726	6 659	7 029
	<i>ménages</i>		5	5	5	5	5
GJ59Z	Prod. films cinémat. vidéo & prog.TV- enrg. sonore & éd. musicale	59					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		10 361	11 011	11 754	11 766	12 151
	Demande de consommation finale		3 681	3 271	3 156	3 200	3 202
	Demande pour investissement		1 635	1 887	1 887	1 792	1 824
	<i>Dont : entreprises</i>		1 635	1 887	1 887	1 792	1 824
	<i>ménages</i>						
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.11, 59.12					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8 026	8 306	8 784	8 821	9 131
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		1 635	1 887	1 887	1 792	1 824
	<i>Dont : entreprises</i>		1 635	1 887	1 887	1 792	1 824
	<i>ménages</i>						
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.13, 59.14					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 786	2 105	2 326	2 328	2 372
	Demande de consommation finale		2 656	2 441	2 421	2 520	2 572
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	59.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		549	600	644	617	648
	Demande de consommation finale		1 025	830	735	680	630
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GJ60Z	Programmation et diffusion	60					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 003	5 035	4 964	4 837	4 970
	Demande de consommation finale		4 103	4 282	4 436	4 509	4 703
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ60Z1	Radiodiffusion	60.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		743	664	679	693	708
	Demande de consommation finale		566	580	602	618	645
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	60.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4 260	4 371	4 285	4 144	4 262
	Demande de consommation finale		3 537	3 702	3 834	3 891	4 058
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

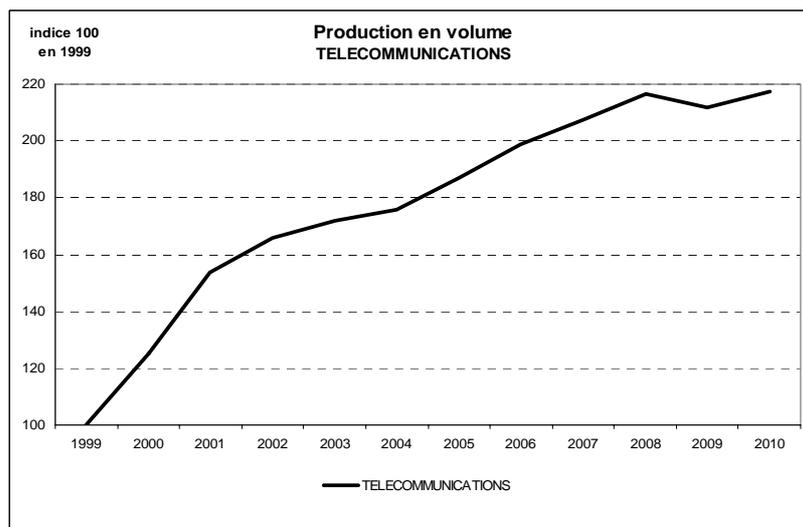
ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION						
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement						
en %						
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*
JA	<b>ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION</b>	<b>58 à 60</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,5	2,7	2,2	1,8
	Demande de consommation finale		0,6	0,8	2,5	1,4
	Demande pour investissement		1,1	1,1	0,8	0,4
	<i>Dont : entreprises</i>		1,2	1,2	0,8	0,4
	<i>ménages</i>		0,0	0,0	0,0	0,0
GJ58Z	<b>Édition</b>	<b>58</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	2,3	3,4	1,8
	Demande de consommation finale		1,1	1,4	3,8	2,2
	Demande pour investissement		0,9	0,9	0,8	0,1
	<i>Dont : entreprises</i>		0,9	1,0	0,8	0,1
	<i>ménages</i>		0,0	0,0	0,0	0,0
HJ58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	2,3	3,4	1,8
	Demande de consommation finale		1,2	1,4	3,9	2,3
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HJ58Z2	Autres éditions de logiciels	58.29				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations					
	Demande de consommation finale		-4,1	-2,7	-2,8	-3,7
	Demande pour investissement		0,9	0,9	0,8	0,1
	<i>Dont : entreprises</i>		0,9	1,0	0,8	0,1
	<i>ménages</i>		0,0	0,0	0,0	0,0
GJ59Z	<b>Prod. films cinémat. vidéo &amp; prog.TV- enrg. sonore &amp; éd. musicale</b>	<b>59</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,9	2,3	1,0	2,0
	Demande de consommation finale		-2,9	-1,6	-1,9	-1,1
	Demande pour investissement		2,2	2,3	0,8	1,6
	<i>Dont : entreprises</i>		2,2	2,3	0,8	1,6
	<i>ménages</i>					
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.11, 59.12				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,5	2,2	0,8	1,5
	Demande de consommation finale					
	Demande pour investissement		2,2	2,3	0,8	1,6
	<i>Dont : entreprises</i>		2,2	2,3	0,8	1,6
	<i>ménages</i>					
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.13, 59.14				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,3	5,8	3,6	5,2
	Demande de consommation finale		-2,4	-1,3	-1,5	-1,5
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	59.2				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	-7,1	-4,8	-2,4
	Demande de consommation finale		-4,3	-2,5	-3,1	0,3
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
GJ60Z	<b>Programmation et diffusion</b>	<b>60</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,8	4,5	2,5	1,4
	Demande de consommation finale		2,1	0,9	2,5	1,4
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HJ60Z1	Radiodiffusion	60.1				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,7	2,0	1,2	2,5
	Demande de consommation finale		0,2	0,0	1,6	2,4
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HJ60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	60.2				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,5	4,9	2,7	1,2
	Demande de consommation finale		2,4	1,0	2,7	1,2
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## Les télécommunications renouent avec la croissance

En 2010, la production des télécommunications augmente de 2,7 % en volume. L'activité ne retrouve cependant pas le rythme de croissance des années précédant la crise économique (+ 5,7 % par an en moyenne de 2005 et 2007). Même si les prix stagnent en 2010 (- 0,1 %), les services de télécommunications affichent une croissance de leurs recettes (+ 2,6 %).



Source : comptes des services, INSEE.

Le redressement de la production des **télécommunications** est tiré par la croissance de la demande intérieure. La consommation des entreprises est la plus dynamique (+ 3,9 %) ; la consommation des ménages redémarre (+ 1,7 %). Par contre, les exportations sont peu vigoureuses (+ 0,7 %), alors que les importations sont très toniques (+ 7,3 %). Le solde des échanges extérieurs reste excédentaire en 2010 (507 millions d'euros en valeur). Mais, il diminue progressivement depuis 2006 (où il dépassait 1,1 milliard d'euros).

En 2010, la téléphonie mobile génère 44 % des revenus des opérateurs perçus auprès du client final (43 % en 2009, source ARCEP<sup>1</sup>). La croissance des revenus sur ce segment atteint + 3,4 %. Elle est dynamisée par la hausse des revenus liés aux « usages data » (+ 19,6 % en 2010 après + 23,1 % en 2009), qui englobent l'envoi de messages interpersonnels et l'accès à l'internet mobile et aux services multimédias. Malgré un poids toujours en recul (77,1 % après 80,2 % en 2009), la voix demeure cependant la

principale source de revenus de la téléphonie mobile.

En 2010, le segment de la téléphonie mobile représente un parc de 65 millions de clients (lignes), soit une croissance annuelle de 5,7 %, après + 6,0 % en 2009.

Ce rythme de croissance est notamment entretenu par le développement des MVNO<sup>2</sup>. En décembre 2010, ces derniers représentent 7,5 % du marché de la téléphonie mobile en France. Le parc des MVNO a augmenté de 32,1 % en glissement annuel en décembre 2010.

Le volume de communications, mesuré en minutes au départ des mobiles, enregistre une hausse (+ 2,3 %) après la baisse de 2009 (- 0,6 %). Le trafic « on-net » (communications émises vers le même réseau mobile) continue sa décélération (- 1,8 %), entamée depuis 2009. Le volume de téléphonie émise sur ce segment représente désormais moins de la moitié du volume total de communications mobiles (49 % en

<sup>1</sup>ARCEP : Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes

<sup>2</sup>Mobile Virtual Network Operators : ces opérateurs virtuels qui ne possèdent pas d'infrastructure de réseau mobile, louent des capacités aux opérateurs mobiles existants afin de commercialiser leurs services sous leur propre marque (Virgin Mobile, Télé2, Breizh Meurs servobile, etc...)

2010, après 51 % en 2009). Le trafic vers les postes fixes continue de décroître, - 1,1 % après - 3,7 % en 2009. A contrario, le volume de communications à destination d'un autre opérateur progresse significativement : + 9,3 % après + 7,1 % en 2009.

La forte croissance de l'usage des messages interpersonnels perdure. Le nombre de messages émis progresse ainsi de 63,0 %, après 80,6 % en 2009. Chaque client (ligne) émet en moyenne 135 SMS chaque mois, ce qui représente une augmentation de 54 % par rapport à 2009, où l'émission moyenne mensuelle était de 88 SMS.

Ces évolutions sont liées au développement d'offres d'« abondance » (appels illimités sur certaines plages horaires ou vers certains numéros, SMS illimités, etc.) qui permettent aux consommateurs de communiquer davantage, tout en maîtrisant leur facture. Le nombre de numéros portés<sup>3</sup> continue son ascension, très dynamique (+ 29,3 % après + 30,7 % en 2009).

A l'instar de 2009, deux usages en fort développement marquent l'année 2010. D'une part, le nombre d'utilisateurs de services multimédia mobile (accès à des services de type « Internet mobile », envoi de MMS, etc.) s'accroît de 20,8 % (+ 22,8 % en 2009), s'établissant ainsi à 28,5 millions en fin d'année 2010. Le nombre d'utilisateurs des réseaux mobiles de troisième génération (3G) augmente de 27,0 %, soit 4,8 millions d'utilisateurs supplémentaires en un an.

D'autre part, l'usage d'objets communicants, notamment de type M2M<sup>4</sup>, est en pleine expansion, se traduisant par une augmentation de 67,5 % du nombre de ces cartes SIM en service, ce qui représente 2,6 millions de cartes à la fin 2010.

Les revenus de la téléphonie fixe diminuent de 0,5 %. La part du fixe dans l'ensemble des communications électroniques continue à se tasser : 35,1 % après 35,7 % en 2009 (source ARCEP). Le nombre d'abonnements à la « VoIP »<sup>5</sup> poursuit sa progression (+ 10,5 %) pour atteindre 18,9 millions d'abonnements fin 2010.

Depuis le début de la décennie, les revenus de communications ne cessent de baisser : - 8,1 % après - 12,5 % en 2009. Ce repli peut s'expliquer par la substitution du volume de minutes émises sur le réseau téléphonique commuté (- 12,2 %)

<sup>3</sup>La portabilité est le fait de conserver le même numéro de téléphone lors d'un changement d'opérateur.

<sup>4</sup>Les solutions M2M (Machine To Machine) permettent l'établissement d'une communication d'une machine ou d'un réseau de machines vers un serveur centralisant les données remontées par ces machines et assurant également le pilotage à distance de ces machines.

<sup>5</sup>Voice over IP : technique qui permet de communiquer par la voix via l'Internet ou tout autre réseau acceptant le protocole TCP/IP

par de la téléphonie sur des accès IP, dont la tarification n'est, la plupart du temps, pas liée au volume consommé. Ces communications IP sont le plus souvent intégrées à la facturation du forfait Internet haut débit.

Grâce au développement rapide des services de téléphonie en voix sur large bande (VLB), le volume de communications depuis les lignes fixes suit sa tendance à la hausse (+ 2,2 % après + 2,0 % en 2009). Le trafic IP représente désormais 57,8 % du trafic total au départ des lignes fixes. Comme pour 2009, cette croissance remarquable s'explique par la diffusion des offres de téléphonie illimitée pour les communications en national et à l'international. Sans frais supplémentaires à ceux de leur abonnement mensuel, les usagers peuvent désormais joindre plus de 40 pays par téléphone.

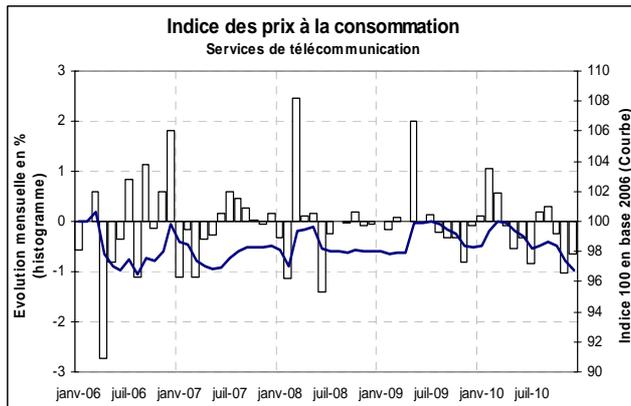
7,8 millions de lignes sont totalement dégroupées fin 2010, soit une progression de 21,5 % en un an. Cet essor a débuté en 2005, avec l'extension des zones ouvertes au dégroupage, et se poursuit au détriment du dégroupage partiel et du bitstream<sup>6</sup>. Les revenus issus du segment Internet haut débit et très haut débit, toujours très toniques, décélèrent : + 8,9 % d'augmentation après + 17,1 % en 2009. Les revenus de l'accès Internet à bas débit continuent à chuter, - 34,8 % après - 39,5 %. De fait, le nombre d'abonnements suit la même tendance : pour l'Internet haut débit et très haut débit, il progresse fortement (+ 7,4 % avec 21,3 millions d'abonnements), alors qu'il devient quasi-inexistant pour l'Internet bas débit (- 25,9 % avec moins de 500 000 abonnements). La hausse des abonnements très haut débit est spectaculaire (+ 59,3 %).

Parmi les autres composantes du marché des télécommunications, les services à valeur ajoutée<sup>7</sup> génèrent un chiffre d'affaires de 2,0 milliards d'euros en 2010 (après 2,1 en 2009). Avec 1,3 milliard d'euros, les revenus des services « voix et télématiques » (numéros débutant par 08, minitels, etc...) chutent de 12,6 %. Les services « données » (achats de contenu, jeux télévisés, etc...) progressent de 1,1 % avec un chiffre d'affaires de 657 millions d'euros.

<sup>6</sup> Le Bitstream est une prestation de gros de France Télécom (de même que le dégroupage) à laquelle les opérateurs alternatifs peuvent recourir dans les zones dans lesquelles ils n'ont pas installé d'équipements (contrairement au dégroupage) pour proposer une offre de détail aux ménages et entreprises pour l'accès haut débit en DSL.

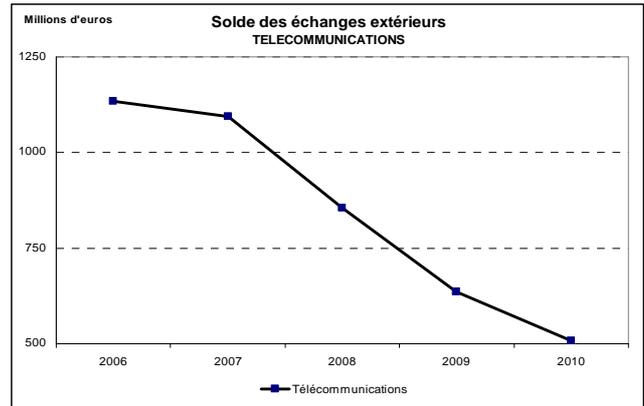
<sup>7</sup> Ils correspondent à l'ensemble des sommes facturées par les opérateurs aux clients, y compris les sommes reversées par les opérateurs aux sociétés fournisseurs de services. Les services à valeur ajoutée de type "donnée" incluent par exemple : services kiosque "Gallery", services d'alerte, de "chat", services de type météo, jeux télévisés, astrologie, téléchargement de sonneries, etc...

## Indices de prix à la consommation



Source : *Indice des prix à la consommation, Insee.*

## Solde des échanges extérieurs



Source : *Comptes des Services, Insee.*

## La production

TÉLÉCOMMUNICATIONS							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008		2007	2008	2009*	2010*
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS	61		4,5	4,4	-2,3	2,7

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

TÉLÉCOMMUNICATIONS								
Niveau de la production en VALEUR								
en millions d'euros								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008		2006	2007	2008	2009*	2010*
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS	61		56 071	58 216	61 149	60 050	61 599

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

TÉLÉCOMMUNICATIONS							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008		2007	2008	2009*	2010*
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS	61		-0,6	0,6	0,5	-0,1

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

TÉLÉCOMMUNICATIONS							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008		2007	2008	2009*	2010*
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS	61					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations			4,1	5,5	-3,0	3,9
	Demande de consommation finale			5,4	4,1	-0,4	1,7
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

TÉLÉCOMMUNICATIONS								
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR								
en millions d'euros								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008		2006	2007	2008	2009*	2010*
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS	61						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations			33 052	34 190	36 285	35 489	36 854
	Demande de consommation finale			21 885	22 933	24 008	24 105	24 489
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

TÉLÉCOMMUNICATIONS							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008		2007	2008	2009*	2010*
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS	61					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations			-0,7	0,6	0,8	-0,1
	Demande de consommation finale			-0,6	0,6	0,8	-0,1
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

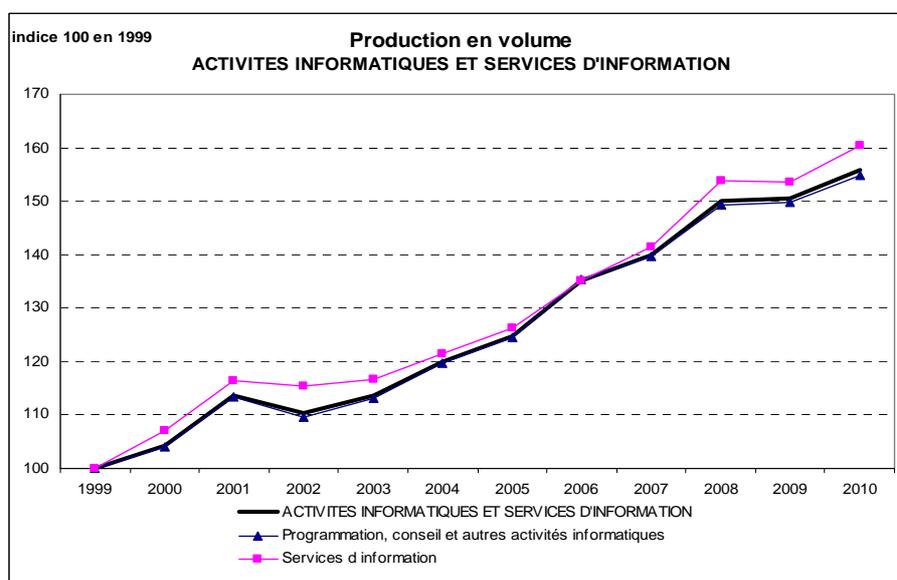
\* : données provisoires



# JC - Activités informatiques et services d'information

## L'informatique, soutien majeur de la croissance des services

En 2010, la production des activités informatiques et des services d'information augmente de 3,5 % en volume. Les services d'information sont plus toniques (+ 4,4 %) mais ne représentent que 16 % de l'activité totale. La programmation, le conseil et les autres activités informatiques progressent de 3,4 %. Cette croissance provient d'une demande intérieure dynamique ; l'investissement des entreprises, en particulier, croît de 9,4 % en volume. Les activités informatiques et les services d'information ont progressé à un rythme soutenu depuis 2003. Ils sont en 2010 l'une des branches d'activité motrices des services marchands, dont l'activité totale augmente de 2,3 % en 2010.



Source : comptes des services, INSEE.

Les activités de **programmation, conseil et autres activités informatiques** se redressent en 2010, après une année 2009 atone. La croissance de la production (+ 3,4 % en volume) est comparable à celle de 2007. Les prix accentuent leur tendance à la baisse amorcée en 2008 : - 1,3 % en 2010. Il en résulte une augmentation de 2 % de la production en valeur, nettement supérieure à celle de 2009 (- 0,4 %), mais en dessous des résultats de 2007 et 2008 (respectivement + 4,5 % et + 6,9 %). La demande en investissement des entreprises, se relève bien du fléchissement de 2009 (+ 7,4 % après + 0,3 %, en volume) ; leur consommation intermédiaire se stabilise (+ 0,2 % après + 0,3 %).

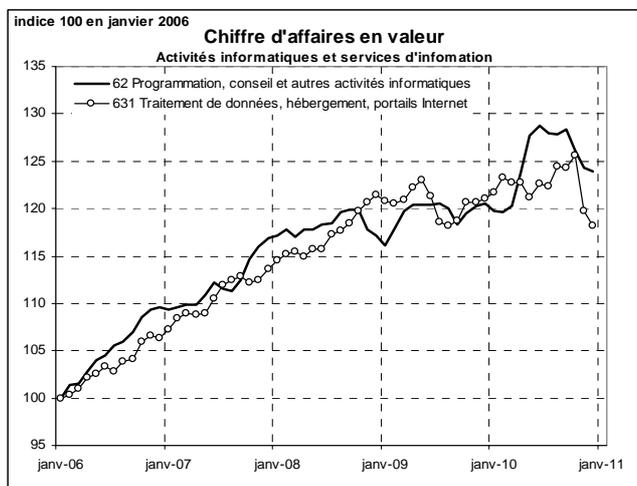
Selon le Syntec Numérique, la production des conseils et services Informatiques augmente de 1 % en valeur en 2010. Les secteurs clients les plus demandeurs en 2010 sont celui de l'énergie, suivi du secteur public puis des banques et assurances. Toujours selon le Syntec Numérique,

la croissance est soutenue par l'externalisation des dépenses de technologies de l'information et de la communication ; elle accélère en fin d'année. L'investissement des entreprises s'est bien maintenu. Le conseil et les services informatiques ont su bénéficier du redémarrage de la demande, et développer des offres orientées vers l'innovation, tels que le cloud computing<sup>1</sup> ou le green IT<sup>2</sup>.

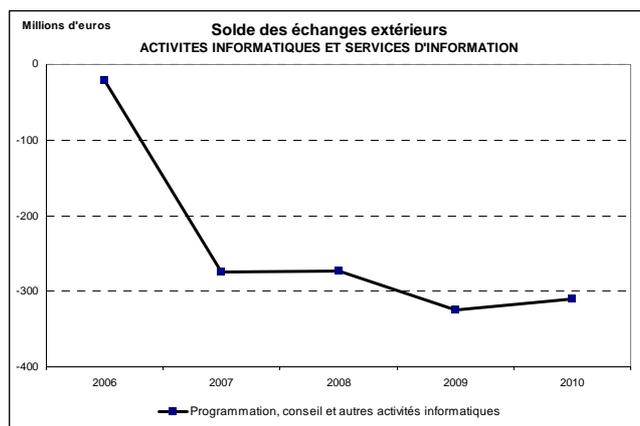
<sup>1</sup>Le cloud computing est un procédé qui consiste à déporter sur des serveurs distants des traitements informatiques traditionnellement localisés sur des serveurs locaux ou sur le poste client de l'utilisateur.

<sup>2</sup>Le green information technology (abréviation green IT) ou green computing (en français informatique éco-responsable) vise à réduire l'empreinte écologique, économique, et sociale des technologies de l'information et de la communication (TIC). Il s'agit à la fois de réduire les nuisances liées à la fabrication et à la fin de vie (pollution, épuisement des ressources non renouvelables) et à la phase d'utilisation (consommation d'énergie).

Toutefois, les taux de croissance restent encore inférieurs à ceux d'avant-crise.



Indice de valeur CVS-CJO  
Indice 100 en janvier 2006 (moyenne mobile d'ordre 3)  
Source : Indices de chiffre d'affaires, Insee

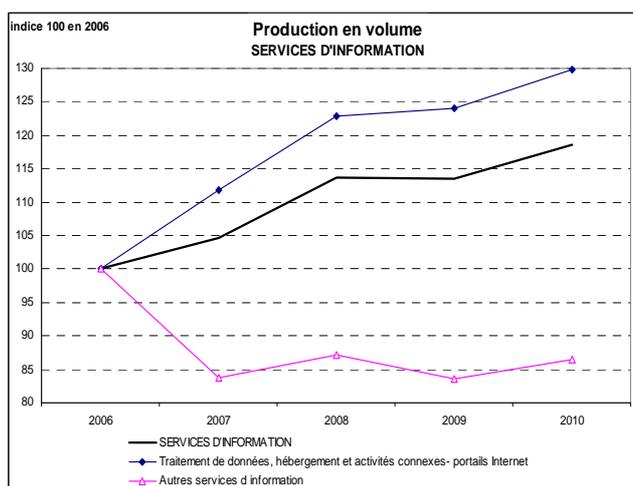


Source : Comptes des Services, Insee.

Les **services d'information** se ressaisissent eux aussi en 2010 (+ 4,4 % en volume), après une année 2009 plate (- 0,1 %). Cette croissance s'appuie sur la consommation intermédiaire des entreprises (+ 4,5 % en volume). Les prix en forte baisse en 2010 (- 2,9 %) réduisent cependant la marge de progression de la production en valeur (+ 1,4 %). Sur la période 1999-2010, la croissance des services d'information n'aura été interrompue qu'à deux reprises, en 2002 (- 0,9 % en volume), et 2009 (- 0,1 %).

Principale contributrice au redressement des services d'information en 2010, la branche des traitements de données, hébergement et activités connexes- portails Internet augmente sa production (+ 4,7 % en volume). Depuis 2007, elle tire vers le haut la production des services d'information. Cependant, la baisse des prix en 2010 (- 3,5 %) limite la hausse des recettes engendrées (+ 1 %). La demande dans cette branche émane essentiellement des entreprises.

En 2010, les autres services d'information se remettent clairement d'une année 2009 très difficile : leur production augmente de 3,4 % en volume, après un recul prononcé (- 4,1 %). En valeur, le ressaisissement est moins marqué (+ 2,7 %), du fait de prix en baisse (- 0,7 %). La demande est exclusivement composée de consommation intermédiaire des entreprises. Les autres services d'information suivent depuis 2007 une progression fluctuante, alternativement à la hausse ou à la baisse.



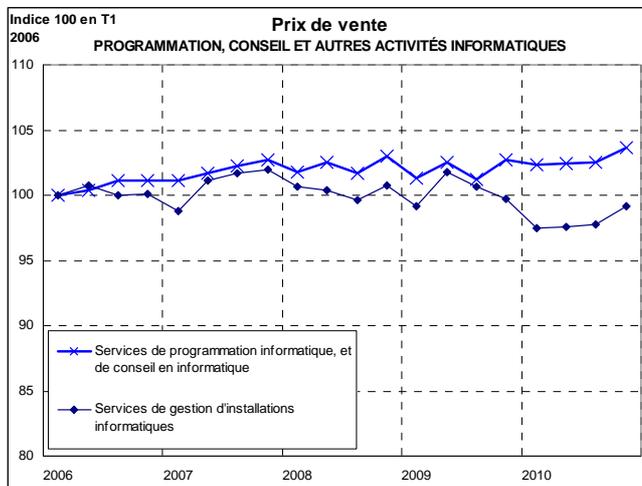
Source : Comptes des Services, Insee.

## Les prix de vente

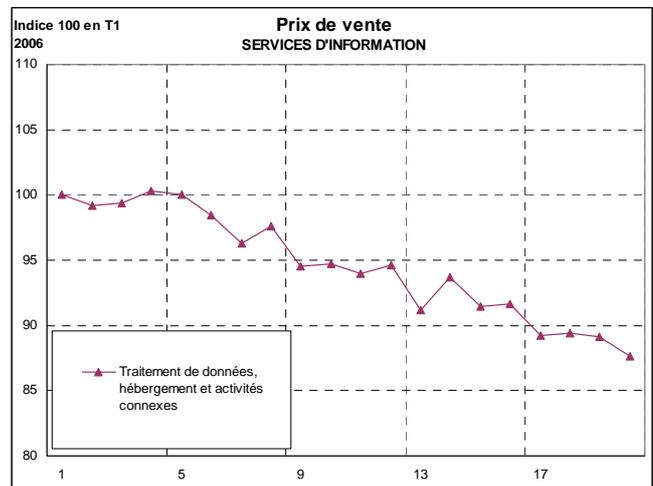
ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION																							
Indices de prix de vente																							
Branche	Code NAF	base 100 en	2006				2007				2008				2009				2010				
			T1	T2	T3	T4																	
Services de programmation informatique, et de conseil en informatique	62.01 62.02	T1 06	100,0	100,4	101,1	101,1	101,1	101,7	102,2	102,7	101,8	102,5	101,7	103,0	101,3	102,5	101,2	102,7	102,3	102,4	102,5	103,6	
Services de gestion d'installations informatiques	62.03	T1 06	100,0	100,7	100,0	100,1	98,7	101,2	101,7	102,0	100,6	100,4	99,6	100,7	99,2	101,8	100,6	99,7	97,5	97,6	97,8	99,2	
Traitement de données, hébergement et activités connexes	63.11	T1 06	100,0	99,2	99,4	100,3	100,0	98,4	96,3	97,6	94,5	94,7	93,9	94,6	91,2	93,7	91,5	91,7	89,2	89,4	89,1	87,6	

Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

Notices explicatives sur <http://indicespro.insee.fr>



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

## La production

ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
JC	ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION	62, 63	3,4	7,3	0,3	3,5	
GJ62Z	Programmation, conseil et autres activités informatiques	62	3,2	7,0	0,3	3,4	
GJ63Z	Services d'information	63	4,6	8,7	-0,1	4,4	
HJ63Z1	Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet	63.1	11,8	10,0	0,9	4,7	
HJ63Z2	Autres services d'information	63.9	-16,2	4,0	-4,1	3,4	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION							
Niveau de la production en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2006	2007	2008	2009*	2010*
JC	ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION	62, 63	57 469	60 127	64 080	63 745	64 939
GJ62Z	Programmation, conseil et autres activités informatiques	62	48 147	50 315	53 787	53 592	54 647
GJ63Z	Services d'information	63	9 322	9 812	10 293	10 153	10 292
HJ63Z1	Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet	63.1	6 936	7 758	8 178	8 097	8 181
HJ63Z2	Autres services d'information	63.9	2 386	2 054	2 115	2 056	2 111

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
JC	ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION	62, 63	1,2	-0,6	-0,8	-1,6	
GJ62Z	Programmation, conseil et autres activités informatiques	62	1,3	-0,1	-0,7	-1,3	
GJ63Z	Services d'information	63	0,6	-3,5	-1,2	-2,9	
HJ63Z1	Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet	63.1	0,1	-4,1	-1,9	-3,5	
HJ63Z2	Autres services d'information	63.9	2,7	-1,0	1,4	-0,7	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
JC	ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION	62, 63					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	5,5	0,2	1,4	
	Demande de consommation finale		6,9	3,2	-1,5	2,9	
	Demande pour investissement		5,4	9,6	0,3	7,4	
	<i>Dont : entreprises</i>		6,1	9,1	1,5	9,4	
	<i>ménages</i>						
GJ62Z	Programmaton, conseil et autres activités informatiques	62					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,4	4,3	0,3	0,2	
	Demande de consommation finale		5,9	0,0	5,6	10,0	
	Demande pour investissement		5,4	9,6	0,3	7,4	
	<i>Dont : entreprises</i>		6,1	9,1	1,5	9,4	
	<i>ménages</i>						
GJ63Z	Services d information	63					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,7	8,7	-0,1	4,5	
	Demande de consommation finale		7,3	4,5	-4,3	0,0	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ63Z1	Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet	63.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		11,9	10,0	0,9	4,8	
	Demande de consommation finale		7,3	4,5	-4,3	0,0	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ63Z2	Autres services d information	63.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-16,1	4,0	-4,1	3,4	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

**ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION**  
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR

en millions d'euros

Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2006	2007	2008	2009*	2010*
JC	<b>ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION</b>	<b>62, 63</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		35 210	36 723	38 455	38 188	38 014
	Demande de consommation finale		58	62	65	68	71
	Demande pour investissement		22 451	23 898	26 128	26 029	27 589
	<i>Dont : entreprises</i>		18 317	19 621	21 380	21 538	23 255
	<i>ménages</i>						
GJ62Z	<b>Programmation, conseil et autres activités informatiques</b>	<b>62</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		25 824	26 836	28 087	27 961	27 643
	Demande de consommation finale		17	18	18	20	22
	Demande pour investissement		22 451	23 898	26 128	26 029	27 589
	<i>Dont : entreprises</i>		18 317	19 621	21 380	21 538	23 255
	<i>ménages</i>						
GJ63Z	<b>Services d'information</b>	<b>63</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9 386	9 887	10 368	10 227	10 371
	Demande de consommation finale		41	44	47	48	49
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ63Z1	<b>Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet</b>	<b>63.1</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6 971	7 808	8 228	8 146	8 234
	Demande de consommation finale		41	44	47	48	49
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ63Z2	<b>Autres services d'information</b>	<b>63.9</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 415	2 079	2 140	2 081	2 137
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

**ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION**  
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement

		en %					
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
JC	<b>ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION</b>	<b>62, 63</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	-0,7	-0,9	-1,8	
	Demande de consommation finale		0,0	1,6	6,3	1,4	
	Demande pour investissement		0,9	-0,2	-0,7	-1,3	
	<i>Dont : entreprises</i>		1,0	-0,1	-0,7	-1,3	
	<i>ménages</i>						
GJ62Z	<b>Programmation, conseil et autres activités informatiques</b>	<b>62</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,5	0,4	-0,7	-1,4	
	Demande de consommation finale		0,0	0,0	5,3	0,0	
	Demande pour investissement		0,9	-0,2	-0,7	-1,3	
	<i>Dont : entreprises</i>		1,0	-0,1	-0,7	-1,3	
	<i>ménages</i>						
GJ63Z	<b>Services d'information</b>	<b>63</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,6	-3,5	-1,3	-2,9	
	Demande de consommation finale		0,0	2,2	6,7	2,1	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ63Z1	<b>Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet</b>	<b>63.1</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,1	-4,2	-1,9	-3,5	
	Demande de consommation finale		0,0	2,2	6,7	2,1	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ63Z2	<b>Autres services d'information</b>	<b>63.9</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,7	-1,0	1,4	-0,7	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

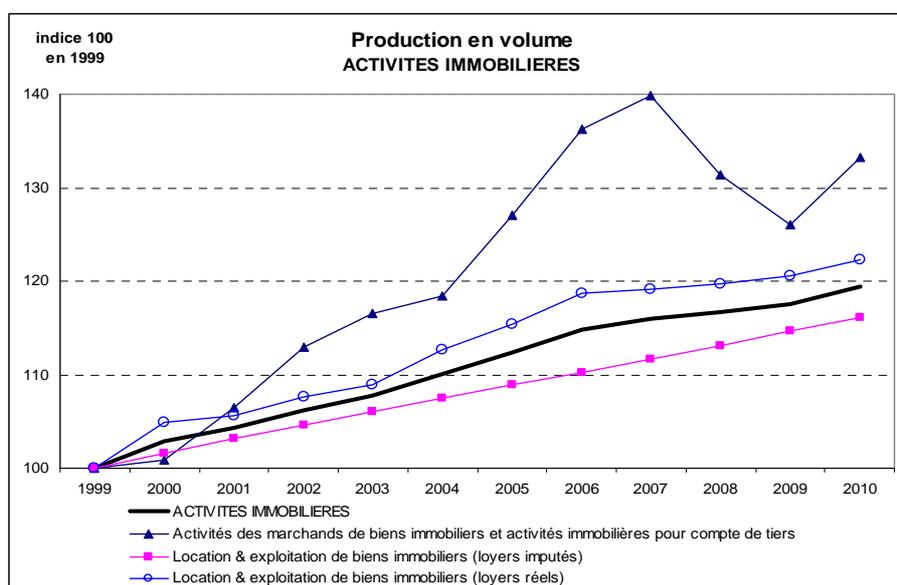
Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires



## L'immobilier valeur refuge

Les activités immobilières, très pénalisées par la crise financière et économique de 2008-2009, connaissent en 2010 un véritable regain. Le rebond d'activité est particulièrement prononcé pour les marchands de biens (+ 6,8 %) et les agences immobilières (+ 8,5 %), après deux années de sévère récession. L'administration de biens et la location immobilière, moins touchées par la crise, participent elles aussi au redressement des activités immobilières. Le contexte économique est encore fragile, avec un chômage élevé, et un marché boursier baissier ; mais signe du redémarrage de l'activité dans le pays, le PIB augmente de 1,5 % en 2010 (après - 2,7 %), et l'emploi se stabilise (+ 0,1 % après - 1,4 %). Ce contexte explique le retour des investisseurs, leur appétence pour la pierre, valeur refuge, et le nouvel entrain du marché locatif. L'emploi total de l'ensemble des activités immobilières progresse de 1,6 % en 2010 (emploi de branche, en équivalents temps plein).



Source : comptes des services, INSEE.

En 2010, les **activités des marchands de biens immobiliers et les activités immobilières pour compte de tiers** (agences immobilières et administration de biens immobiliers), progressent de 5,7 % en volume. Très dynamiques de 2000 à 2007, avec une croissance annuelle moyenne de 4,3 %, ces activités sont affectées dès 2008 par la crise financière et économique ; elles connaissent alors le plus fort recul de production des services marchands (- 6,1 % en volume). L'activité se contracte encore en 2009 (- 4,1 %). Le retour à la croissance en 2010 (+ 5,7 %) est d'autant plus remarquable que les activités immobilières hors location se situent parmi les plus dynamiques des services marchands (qui progressent dans leur ensemble de 2,3 %).

L'ampleur du retournement peut surprendre dans un contexte économique peu favorable aux

ménages : le taux de chômage augmente encore en 2010 ; un peu en dessous de 10 %, il est à son plus haut niveau depuis le début des années 2000 ; le pouvoir d'achat des ménages ralentit, progressant de 1,2 % en 2010, après + 1,6 % en 2009. Or les ménages consomment plus de la moitié (54 %) de la production des marchands de biens, et près des trois quarts (73 %) de celle des agences immobilières. Plusieurs éléments peuvent expliquer le retour des ménages vers les investissements immobiliers. Le manque d'attractivité du marché boursier, très volatil, et concluant sur une baisse du CAC40 au 31 décembre 2010 (- 3,34 % par rapport à la fin décembre 2009), a réveillé l'appétence des ménages pour la pierre, valeur refuge.

Ce contexte boursier morose et peu rémunérateur a également poussé les investisseurs vers l'immobilier d'entreprise, plus rentable. L'indice

IPD<sup>1</sup> mesurant la performance de l'immobilier d'investissement, tous actifs confondus (résidentiel, commerce, bureaux, etc) est remonté à 10 % fin 2010, alors qu'il était négatif les deux années précédentes. La demande des ménages a par ailleurs été encouragée par des taux de crédits bancaires aux particuliers d'un niveau exceptionnellement bas : de 3,4 % fin 2010, contre 3,9 % fin 2009 et 5,2 % fin 2008<sup>2</sup>. Ces conditions ont été soutenues par un taux directeur de la Banque Centrale européenne maintenu à 1 % depuis mai 2009, niveau lui aussi historiquement bas<sup>3</sup>. Les incitations publiques, principalement sous la forme d'avantages fiscaux, semblent elles aussi avoir dynamisé la demande des ménages. Le dispositif Scellier, alternatif en 2009, s'est substitué en 2010 à l'amortissement des régimes Robien et Borloo. Destinée à favoriser l'investissement locatif, il permet une réduction d'impôt sur neuf années consécutives de 25% du montant du bien acheté (dans la limite de 300 000 euros), pouvant aller jusqu'à 37 % en scellier social<sup>4</sup>. Selon les notaires de France, les deux tiers des acquéreurs de logements neufs achètent pour louer. Autre mesure phare du plan gouvernemental de relance pour l'économie, annoncé fin 2008, le doublement du PTZ (prêt à taux zéro)<sup>5</sup>, prêt ouvert aux primo accédants à revenus modestes en quête de leur résidence principale ; ce doublement du PTZ a été prolongé jusqu'au 1er juillet 2010. Les acquéreurs d'un logement neuf, répondant aux critères d'octroi du PTZ, ont pu bénéficier jusqu'à 65 100 euros de prêt à taux zéro.

Pendant les six premiers mois de l'année 2010, le montant du PTZ a même été triplé pour les acquéreurs de biens économes en énergie.

---

<sup>1</sup> Partenaire IPD : Ad Valorem, BNP Paribas Real Estate, Catella Valuation, CB Richard Ellis, Cushman & Wakefield, DTZ Eurexi, FCC Experts, Foncier Expertise, Icade Expertise, Jones Lang LaSalle, The Retail Consulting Group, VIF Expertise

<sup>2</sup> taux moyens des contrats nouveaux, crédit à l'habitat aux ménages durée supérieure à 1 an, Banque de France

<sup>3</sup> permettant à l'Euribor 3 mois, servant d'index de référence aux taux immobiliers variables, de rester en dessous de 1% presque toute l'année (il était compris entre 3,7 et 5,3 % en 2007 et en 2008), et à l'OAT TEC 10, plus représentatif des taux fixes d'intérêt à long terme, d'osciller entre 2,5 et 3,7 % (entre 3,4 et 4,9 % en 2007 et en 2008).

<sup>4</sup> Il concerne les investissements dans des biens immobiliers neufs ou anciens réhabilités, destinés à la location pour une période minimum de neuf ans, respectant un loyer plafond fixé par décret.

<sup>5</sup> Le montant du PTZ est limité à 20 % des dépenses liées à l'investissement immobilier (prix du logement, travaux de rénovation...) et ne peut représenter plus de 50 % du montant total des prêts nécessaires au financement de cet investissement.

La crainte d'ajustements probablement moins favorables, en fin d'année, portant sur des mesures faisant partie du plan de relance pour l'économie (modification du dispositif Scellier en 2011, fin du doublement du PTZ, de l'abaissement du plafond du PASS FONCIER, etc.), a pu aussi diligenter la décision d'investissement des ménages en 2010.

De nombreux indicateurs témoignent du retournement des activités immobilières.

La démographie des entreprises du secteur connaît un rebond en 2010. Après trois années de baisse, le rythme des créations d'entreprises, de près de 36 %, est encore plus vigoureux que pendant les années de forte croissance (environ + 17 % en 2003 et 2004). Les défaillances reculent de 21 % en 2010. Sur une tendance baissière depuis de nombreuses années, les défaillances avaient accéléré pendant la crise immobilière ; en 2009 elle étaient presque deux fois plus nombreuses qu'en 2007.

La production de crédits nouveaux à l'habitat reprend de la vigueur en 2010. Selon la banque de France, elle atteint 158 milliards d'euros, après 89 milliards en 2009, dépassant son niveau antérieur à la crise (155 milliards en 2006). Les encours de crédits immobiliers ont augmenté de 8 % sur l'année 2010.

Le SoeS<sup>6</sup> estime à 8,6 % en 2010 la croissance des ventes de logements neufs en 2010, qui retrouvent un niveau comparable à celui d'avant la crise. La poussée des prix atteint près de 6 % au mètre carré en moyenne pour les appartements, mais le prix des maisons recule (-2,5 % par rapport au prix moyen de 2009). Le marché de l'ancien est plus tonique encore. Les notaires de France ont enregistré 782 000 transactions au cours de l'année 2010, soit 31,4 % de plus qu'en 2009. Le nombre d'actes est lui aussi revenu à un niveau proche de celui des années 2000 à 2007.

Les grands cabinets de conseil en immobilier d'entreprise constatent une reprise énergique des investissements en 2010, en hausse de 41 % selon Cushman & Wakefield et Immostat<sup>7</sup>, après un recul de même ampleur les deux années précédentes. Les bureaux sont les plus prisés, attirant 61 % des montants investis ; mais les locaux commerciaux réalisent la plus forte progression (+ 89 %).

Le rebond des activités immobilières en 2010 touche plus particulièrement les marchands de biens et les agences immobilières.

---

<sup>6</sup> Service de l'Observation et des Statistiques, Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement ; les données proviennent de l'ECLN, Enquête Commercialisation des Logements Neufs

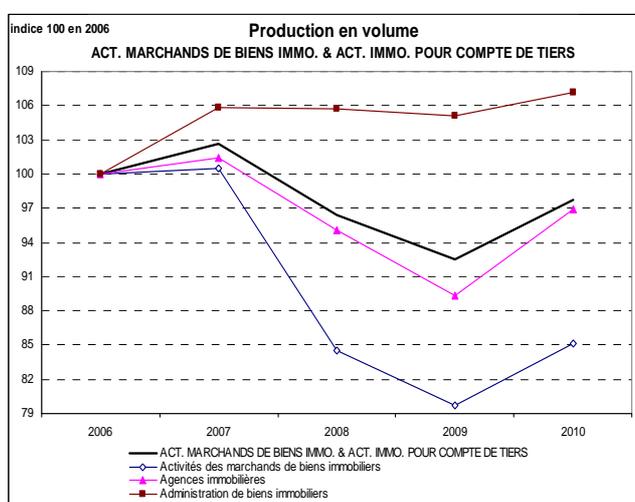
<sup>7</sup> GIE, regroupant de grands cabinets de conseils en immobilier d'entreprise

L'activité des marchands de biens croît de 6,8 % en volume, jugulant deux années de récession (-5,7 % en 2009 et -15,9 % en 2008). Les marchands de biens bénéficient directement de l'envolée des prix des logements anciens, qui grimpent en moyenne de 6,3 % en 2010 (+6,4 % pour les maisons et +6,2 % pour les appartements), alors qu'ils avaient brutalement reculé en 2009 (-7,1 %). Ces prix sont un déterminant majeur du coût de production des marchands de biens. Ils expliquent, conjugués au redressement de l'activité en volume, la croissance de près de 13 % en valeur de leur production en 2010 ; tout comme ils contribuaient au repli de cette production en 2009 (-11,4 %). Le secteur des marchands de biens compte près de 30 % d'entreprises supplémentaires en 2010, par rapport à 2009. Le nombre de créations avait fortement baissé les deux années précédentes.

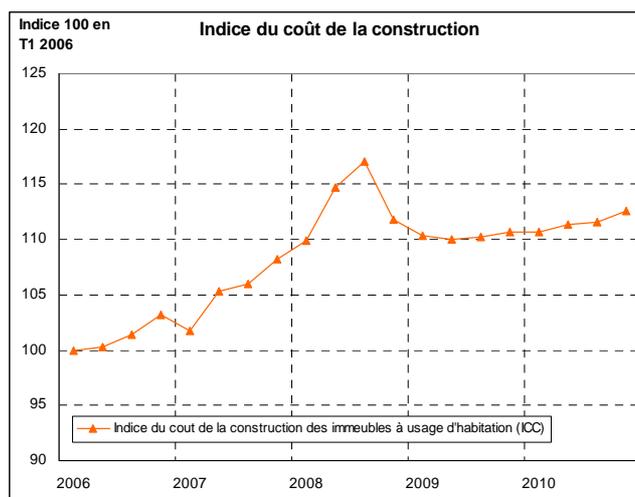
Le redressement de l'activité des agences immobilières est tout aussi ostensible. L'augmentation en 2010 de la production en volume, de 8,5 %, met fin à deux années de régression (-6,1 % en 2009 et -6,2 % en 2008). En 2010, les agences immobilières bénéficient à la fois de l'embellie très marquée du marché du neuf et de celui de l'ancien. Mais opérant aussi sur les segments de la location, du conseil et de l'administration de bien, elles profitent de la reprise de ces activités, notamment celle du marché locatif. Selon CLAMEUR<sup>8</sup>, la part des locataires ayant changé de logement au cours de l'année 2010 se redresse, et s'établit à 26,5 %. Sur une tendance baissière depuis 2004, cette part avait atteint son plus bas niveau, 25,7 %, en 2009. Le regain d'activité sur le marché locatif d'immobilier d'entreprise participe aussi au dynamisme des agences immobilières.

La rémunération des agences immobilières est en partie constituée des commissions perçues sur le montant des transactions réalisées, ventes ou location. La forte croissance des prix des logements, neufs et anciens, et l'augmentation des loyers contribuent à la hausse des prix de production des agences immobilières de 4,8 % (après -3,5 %). Cette augmentation, associée au dynamisme de l'activité, induit un extraordinaire rebond du chiffre d'affaires des agences immobilières en 2010. En valeur, leur production croît de 13,7 % après le profond repli de 2009 (-9,4 %). Le secteur des agences immobilières attire à nouveau les créateurs d'entreprises : plus de 8 000 agences se sont ouvertes en 2010, soit près de 40 % de plus qu'en 2009.

L'administration de biens immobiliers, qui représente plus du tiers des activités immobilières hors location, est elle aussi sensible à la conjoncture économique. Les fluctuations de son activité sont cependant de moindre amplitude que celles des marchands de biens ou des agences immobilières. L'administration de biens immobiliers connaît elle aussi un regain d'activité en 2010, +2,0 % en volume, après deux années médiocres : atonie en 2008, suivie d'un léger recul en 2009 (-0,6 %). Les prix de production continuent de ralentir ; ils augmentent de 0,5 % en 2010 alors qu'ils avançaient au rythme de 2,2 % par an de 2006 à 2008. En valeur, la production des administrateurs de bien progresse de 2,5 % en 2010.



Source : comptes des services, Insee



Source : comptes des services, Insee

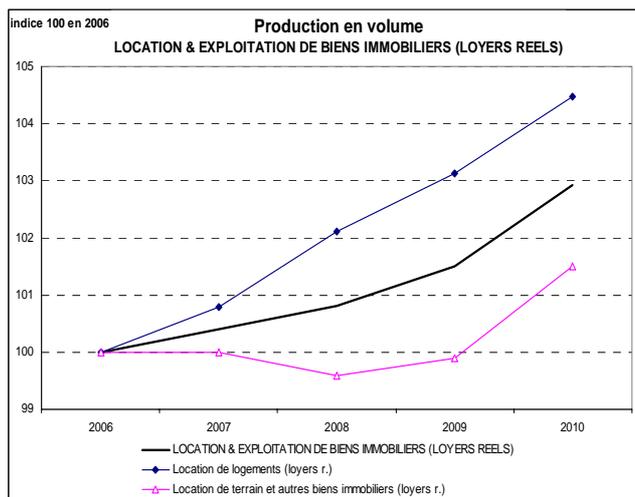
<sup>8</sup> Connaître les Loyers et Analyser les Marchés sur les Espaces Urbains et Ruraux

La croissance de la **location et exploitation de biens immobiliers (loyers réels)** se renforce en 2010. L'activité de la branche augmente de 1,4 % en volume, après + 0,7 % en 2009 et une croissance plus fragile en 2007 et 2008 (+ 0,4 %). Sa production, de 117 milliards d'euros en 2010, provient à parts quasi égales de la location de logements et de location de d'immobilier d'entreprise (terrains, bureaux, espaces commerciaux, halls d'exposition, salles de conférence, de réception ou de réunion, etc.). En nouvelle nomenclature, les loyers imputés (loyers que paieraient les propriétaires s'ils étaient locataires de leur logement) sont comptés à part.

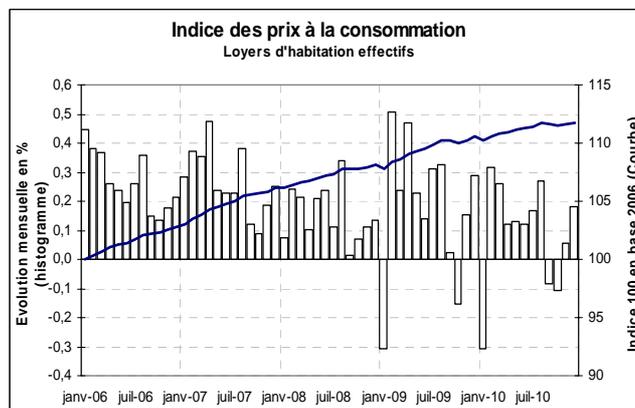
La *location de logements (loyers réels)* croît de 1,3 % en volume en 2010. Elle retrouve le même rythme de progression qu'en 2008, après un léger fléchissement en 2009 (+ 1,0 %). L'augmentation du volume de loyers mesure l'accroissement du parc de logements et/ou l'amélioration de leur qualité. Les prix de la location de logement ralentissent ; ils augmentent de 1,5 % en 2010, après deux années à 2,2 %, et 3,7 % en 2007. L'évolution de l'indice de référence des loyers, qui encadre la progression annuelle des loyers en cours de bail dans le secteur libre, a été la plus faible de la décennie. Lors d'un changement de locataire, les hausses de loyers sont également plus modérées en 2010, selon le compte provisoire du logement du SOeS<sup>9</sup>. L'enquête loyers et charges de l'INSEE montre une progression des loyers plus rapide dans le secteur HLM (+ 2,2 %) que dans le secteur libre (+ 1,3 %), pour la troisième année consécutive, avec une décélération pour les deux secteurs. Selon cette même enquête, une forte proportion des loyers n'ont pas été révisés (35 %, au lieu de 15 % les deux années précédentes). L'activité de la location de logement a pu bénéficier d'un taux de mobilité résidentielle plus élevé.

Avec une croissance de 1,6 % en 2010, la *location de terrains et autres biens immobiliers (loyers réels)* (hors logement) sort lentement de la crise économique qui a durement affecté son activité. Alors qu'elle était particulièrement dynamique au milieu de la décennie (+ 6,0 % en 2004, année la plus performante), la croissance est restée atone pendant trois ans : successivement 0,0 %, - 0,4 % et + 0,3 % en volume de 2007 à 2009. Dans un souci de rationalisation des coûts, les entreprises ont cherché à réduire les surfaces de leurs locaux, parfois en regroupant des effectifs géographiquement dispersés; elles n'ont pas

hésité à renégocier leurs loyers. Les prix de location ralentissent légèrement, progressant de 0,8 % en 2010 (après + 1,1 %). L'indice des loyers des activités tertiaires (ILAT) stagne, tandis que les loyers progressent de 1,6 % pour les commerces selon l'indice des loyers commerciaux (ILC). Mais ces évolutions résument des situations hétérogènes, dépendant du type d'immobilier, neuf, rénové ou de seconde main, et de sa localisation géographique.



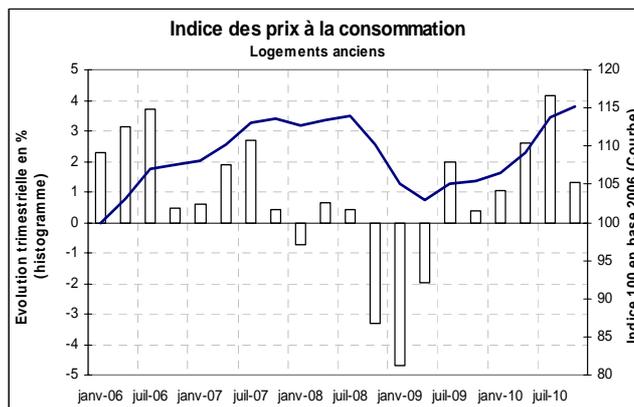
Source : comptes des services, Insee



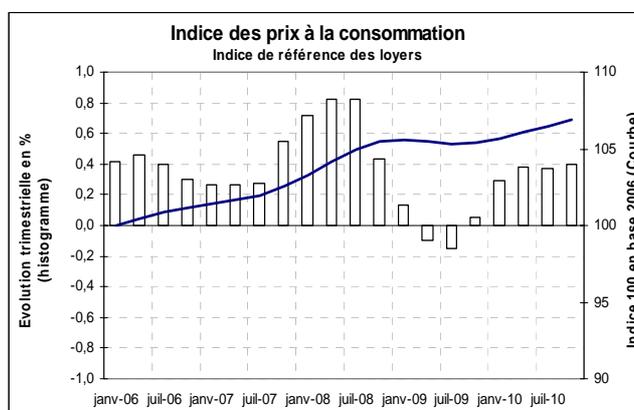
Source : indice des prix à la consommation, Insee

<sup>9</sup> Service de l'Observation et des Statistiques, Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, compte du logement, premiers résultats 2010.

En nouvelle nomenclature, les **loyers imputés** (loyers que paieraient les propriétaires s'ils étaient locataires de leur logement) sont comptés à part. Leur évolution est moins sensible aux aléas de la conjoncture économique que le reste de la location immobilière. Les loyers imputés, 155 milliards d'euros en 2010, sont 2,7 fois plus élevés que les loyers réels de logements. Ils augmentent en volume de 1,3 %, au même rythme annuel depuis 2004.



Source : indice des prix à la consommation, Insee.



Source : indice des prix à la consommation, Insee.

## La production

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008		2007	2008	2009*	2010*
LZ	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68		1,0	0,5	0,8	1,6
GL68A	Act. marchands de biens immo. & act. immo. pour compte de tiers	68.1, 68.3		2,7	-6,1	-4,1	5,7
HL68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	68.1		0,5	-15,9	-5,7	6,8
HL68A2	Agences immobilières	68.31		1,4	-6,2	-6,1	8,5
HL68A3	Administration de biens immobiliers	68.32		5,8	-0,1	-0,6	2,0
GL68I	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)			1,3	1,4	1,3	1,3
GL68R	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers réels)	68.2		0,4	0,4	0,7	1,4
HL68R1	Location de logements (loyers réels)	68.20A		0,8	1,3	1,0	1,3
HL68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20B		0,0	-0,4	0,3	1,6

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES								
Niveau de la production en VALEUR								
en millions d'euros								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008		2006	2007	2008	2009*	2010*
LZ	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68		254 151	266 045	273 691	279 721	287 913
GL68A	Act. marchands de biens immo. & act. immo. pour compte de tiers	68.1, 68.3		14 821	15 664	15 184	14 223	15 538
HL68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	68.1		3 108	3 247	2 923	2 591	2 923
HL68A2	Agences immobilières	68.31		6 772	7 067	6 798	6 161	7 006
HL68A3	Administration de biens immobiliers	68.32		4 941	5 350	5 463	5 471	5 609
GL68I	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)			135 893	142 160	146 938	151 330	155 221
GL68R	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers réels)	68.2		103 437	108 221	111 569	114 168	117 154
HL68R1	Location de logements (loyers réels)	68.20A		50 541	52 835	54 689	56 450	58 064
HL68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20B		52 896	55 386	56 880	57 718	59 090

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008		2007	2008	2009*	2010*
LZ	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68		3,6	2,3	1,4	1,3
GL68A	Act. marchands de biens immo. & act. immo. pour compte de tiers	68.1, 68.3		2,9	3,2	-2,4	3,4
HL68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	68.1		4,0	7,0	-6,0	5,6
HL68A2	Agences immobilières	68.31		3,0	2,5	-3,5	4,8
HL68A3	Administration de biens immobiliers	68.32		2,3	2,2	0,8	0,5
GL68I	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)			3,3	2,0	1,7	1,2
GL68R	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers réels)	68.2		4,2	2,7	1,6	1,2
HL68R1	Location de logements (loyers réels)	68.20A		3,7	2,2	2,2	1,5
HL68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20B		4,7	3,1	1,1	0,8

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
LZ	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	-0,3	0,4	1,6	
	Demande de consommation finale		1,2	1,2	1,3	1,3	
	Demande pour investissement		0,9	-12,7	-8,1	10,7	
	<i>Dont : entreprises</i>		1,0	-14,7	-8,6	7,5	
	<i>ménages</i>		0,8	-12,3	-8,6	12,1	
GL68A	Act. marchands de biens immo. & act. immo. pour compte de tiers	68.1, 68.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,8	0,9	-0,5	1,8	
	Demande de consommation finale		0,2	-2,6	2,8	-1,6	
	Demande pour investissement		0,9	-12,7	-8,1	10,7	
	<i>Dont : entreprises</i>		1,0	-14,7	-8,6	7,5	
	<i>ménages</i>		0,8	-12,3	-8,6	12,1	
HL68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	68.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	-15,7	20,3	7,1	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		0,5	-15,9	-7,0	6,8	
	<i>Dont : entreprises</i>		0,5	-15,9	-8,6	6,9	
	<i>ménages</i>		0,5	-15,9	-5,7	6,8	
HL68A2	Agences immobilières	68.31					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	5,4	-1,8	0,4	
	Demande de consommation finale		0,2	-2,6	2,8	-1,6	
	Demande pour investissement		1,1	-10,7	-8,7	13,0	
	<i>Dont : entreprises</i>		5,3	-6,5	-8,4	11,4	
	<i>ménages</i>		1,0	-11,0	-9,7	14,1	
HL68A3	Administration de biens immobiliers	68.32					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,8	-0,1	-0,6	2,0	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GL68I	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		1,3	1,4	1,3	1,3	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GL68R	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers réels)	68.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,2	-0,5	0,5	1,6	
	Demande de consommation finale		1,0	1,0	1,2	1,3	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HL68R1	Location de logements (loyers réels)	68.20A					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		1,0	1,1	1,2	1,3	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HL68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20B					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,2	-0,5	0,5	1,6	
	Demande de consommation finale		0,5	-1,5	-1,1	0,6	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES								
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR								
en millions d'euros								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2006	2007	2008	2009*	2010*	
LZ	<b>ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES</b>	<b>68</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		61 156	63 753	65 181	66 048	67 700	
	Demande de consommation finale		190 085	198 611	205 197	211 561	217 123	
	Demande pour investissement		7 282	7 852	7 381	6 482	7 541	
	<i>Dont : entreprises</i>		1 454	1 527	1 386	1 194	1 353	
	<i>ménages</i>		5 697	6 189	5 868	5 138	6 050	
GL68A	<b>Act. marchands de biens immo. &amp; act. immo. pour compte de tiers</b>	<b>68.1, 68.3</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6 955	7 207	7 203	7 114	7 372	
	Demande de consommation finale		584	604	600	627	625	
	Demande pour investissement		7 282	7 852	7 381	6 482	7 541	
	<i>Dont : entreprises</i>		1 454	1 527	1 386	1 194	1 353	
	<i>ménages</i>		5 697	6 189	5 868	5 138	6 050	
HL68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	68.1						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		146	153	138	156	176	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement		2 962	3 094	2 785	2 435	2 747	
	<i>Dont : entreprises</i>		1 284	1 341	1 207	1 036	1 169	
	<i>ménages</i>		1 678	1 753	1 578	1 399	1 578	
HL68A2	Agences immobilières	68.31						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 868	1 704	1 602	1 487	1 587	
	Demande de consommation finale		584	604	600	627	625	
	Demande pour investissement		4 320	4 758	4 596	4 047	4 794	
	<i>Dont : entreprises</i>		170	186	179	158	184	
	<i>ménages</i>		4 019	4 436	4 290	3 739	4 472	
HL68A3	Administration de biens immobiliers	68.32						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4 941	5 350	5 463	5 471	5 609	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GL68I	<b>Location &amp; exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)</b>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations							
	Demande de consommation finale		135 893	142 160	146 938	151 330	155 221	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GL68R	<b>Location &amp; exploitation de biens immobiliers (loyers réels)</b>	<b>68.2</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		54 201	56 546	57 978	58 934	60 328	
	Demande de consommation finale		53 608	55 847	57 659	59 604	61 277	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HL68R1	Location de logements (loyers réels)	68.20A						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations							
	Demande de consommation finale		52 942	55 160	56 958	58 890	60 550	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HL68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20B						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		54 201	56 546	57 978	58 934	60 328	
	Demande de consommation finale		666	687	701	714	727	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
LZ	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,5	2,6	0,9	0,9	
	Demande de consommation finale		3,2	2,0	1,8	1,3	
	Demande pour investissement		6,9	7,7	-4,5	5,1	
	<i>Dont : entreprises</i>		3,9	6,5	-5,8	5,5	
	<i>ménages</i>		7,7	8,2	-4,2	5,0	
GL68A	Act. marchands de biens immo. & act. immo. pour compte de tiers	68.1, 68.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,1	-0,9	-0,7	1,8	
	Demande de consommation finale		3,2	2,0	1,6	1,3	
	Demande pour investissement		6,9	7,7	-4,5	5,1	
	<i>Dont : entreprises</i>		3,9	6,5	-5,8	5,5	
	<i>ménages</i>		7,7	8,2	-4,2	5,0	
HL68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	68.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,1	7,0	-6,0	5,4	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		4,0	7,0	-6,0	5,6	
	<i>Dont : entreprises</i>		4,0	7,0	-6,1	5,6	
	<i>ménages</i>		4,0	7,0	-6,0	5,6	
HL68A2	Agences immobilières	68.31					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-10,8	-10,8	-5,5	6,3	
	Demande de consommation finale		3,2	2,0	1,6	1,3	
	Demande pour investissement		8,9	8,2	-3,5	4,8	
	<i>Dont : entreprises</i>		3,9	2,9	-3,7	4,5	
	<i>ménages</i>		9,3	8,6	-3,5	4,8	
HL68A3	Administration de biens immobiliers	68.32					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,3	2,2	0,8	0,5	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GL68I	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		3,3	2,0	1,7	1,2	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GL68R	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers réels)	68.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,1	3,1	1,1	0,8	
	Demande de consommation finale		3,1	2,2	2,1	1,5	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HL68R1	Location de logements (loyers réels)	68.20A					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		3,1	2,2	2,1	1,5	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HL68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20B					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,1	3,1	1,1	0,8	
	Demande de consommation finale		2,7	3,5	3,0	1,3	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

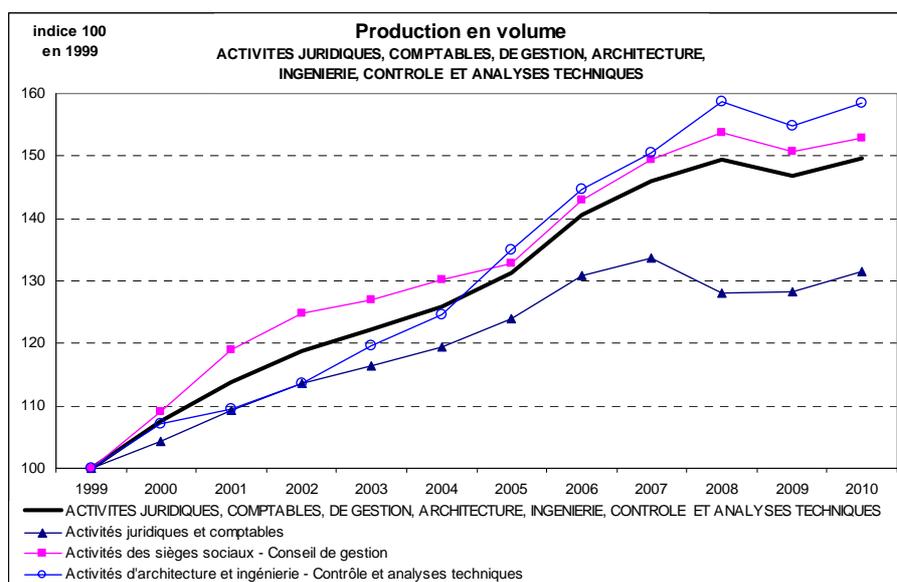
\* : données provisoires



# MA - Activités juridiques, comptables, de gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques

## Année dynamique pour le conseil de gestion

En 2010, les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques renouent avec la croissance. Leur production augmente de 2,0 % en volume après la récession de 2009 (- 1,8 %). Depuis, 1999, ces activités sont parmi les plus dynamiques des services marchands. En 2010, le conseil de gestion et les activités d'architecture et d'ingénierie soutiennent fortement leur croissance.



Source : comptes des services, INSEE.

Permise par l'amélioration de la conjoncture économique générale, la reprise s'affirme en 2010 dans les **activités juridiques et comptables**, dont la production augmente de 2,6 % en volume. Après avoir été particulièrement affectée en 2008 par la crise économique et financière, avec une forte baisse du volume de production (- 4,3 %), l'activité de cette branche était restée atone en 2009 (+ 0,1 %). Dans un contexte de stabilité des prix, la production en valeur, qui avait légèrement fléchi en 2009 (- 0,2 %), renoue avec un rythme de croissance nettement positif (+ 2,7 %).

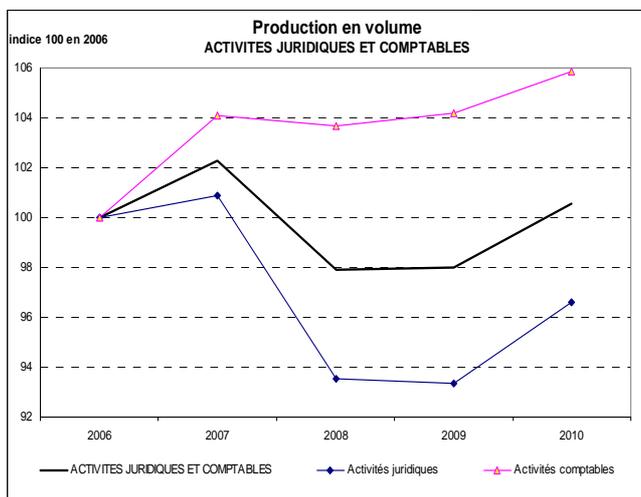
Les activités juridiques, qui ont reculé en volume en 2009 (- 0,2 %) et en 2008 (- 7,3 %), repartent à la hausse en 2010. Elles affichent une croissance de 3,5 % tandis que les prix se stabilisent. Les professions juridiques, en particulier les notaires, ont bénéficié d'un puissant soutien à leur activité, avec la reprise des transactions immobilières. L'activité immobilière a en effet

rebondi en 2010 après s'être contractée au cours des deux années précédentes. Le nombre d'actes s'est fortement accru tandis que les prix des logements anciens, mesurés par l'indice Notaire-INSEE ont renoué avec une croissance élevée (+ 6,2 % après - 7,1 % en 2009). Ainsi, dans le cadre d'investissements immobiliers, la dépense des particuliers en prestations juridiques augmente en valeur en 2010 de 29,2 % (après - 11 % en 2009) ; les droits de mutation affichent une forte progression en valeur (+ 32,3 %), retrouvant un niveau proche de celui atteint en 2008, « effaçant » le repli de 2009 (- 25,6 %).

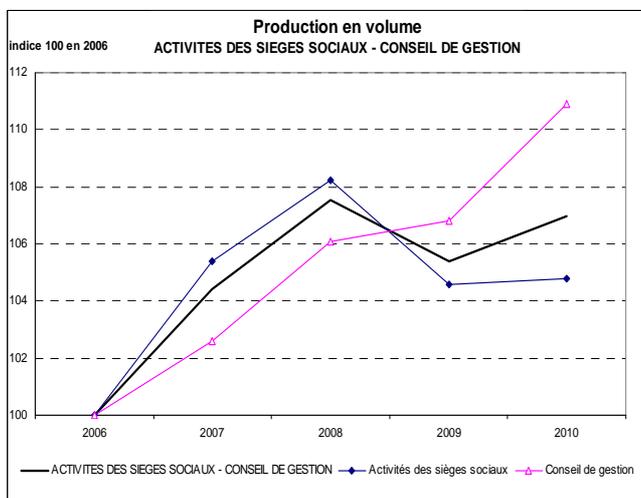
La demande des ménages concernant les autres prestations juridiques (divorces, PACS, succession etc.), se redresse également (+ 3,6 % en valeur après - 3,2 % en 2009). Par ailleurs, avec l'embellie du climat des affaires, les professionnels expriment un besoin accru en prestations juridiques (conseils, contrats, etc.), favorisant ainsi l'activité des cabinets d'affaires.

La reprise se confirme également pour les activités comptables. Après avoir bien résisté à la crise, elles enregistrent en 2010 une accélération: + 1,6 % en volume (après + 0,5 % en 2009 et - 0,4 % en 2008). Néanmoins, la croissance en valeur décélère légèrement (+ 1,6 % après + 2 % en 2009), les prix restant stables en 2010, à l'issue d'une phase de ralentissement (+ 1,5 % en 2009 et + 1,9 % en 2008).

Principal déterminant des activités comptables, la demande des entreprises affiche en 2010 les mêmes évolutions que la production, et progresse en volume de 1,6 %. La demande des ménages en services comptables renoue avec la croissance (+ 0,5 % en volume) après avoir pâti en 2009 de la conjoncture et d'une forte hausse des prix. Dans un contexte de ralentissement sensible des prix (+ 1,1 % après + 6,8 % en 2009), les dépenses des ménages poursuivent leur décélération (1,6 % après + 2,1 % en 2009 et + 2,4 % en 2008, en valeur).



Source : Comptes des Services, Insee



Source : Comptes des Services, Insee.

L'activité du conseil de gestion progresse de 3,8 % en volume en 2010. Après le fléchissement de 2009, se traduisant par une croissance modérée cette année là (+ 0,7 %), l'activité est en 2010 encore plus dynamique qu'avant la crise économique (+ 2,6 % en 2007). Le conseil de gestion réalise un tiers de la production de la branche **sièges sociaux et conseil de gestion**, et se place en 2010 parmi les plus forts contributeurs à la croissance des services marchands, après l'intérim, l'informatique et les télécommunications.

Selon l'APEC (association pour l'emploi des cadres), le conseil de gestion a traversé la crise de façon inégale selon les segments d'activité. La conjoncture économique difficile pour leurs entreprises clientes a profité aux cabinets spécialisés dans l'optimisation des coûts mais a privé de débouchés ceux orientés en conseil en ressources humaines ou en technologies informatiques. La crise n'a par ailleurs pas entamé le processus de concentration qui anime depuis plusieurs années le conseil de gestion, constitué de nombreuses petites unités. Cette concentration permettrait aux entreprises de conseil d'atteindre une taille suffisante pour notamment diversifier la gamme de leurs services.

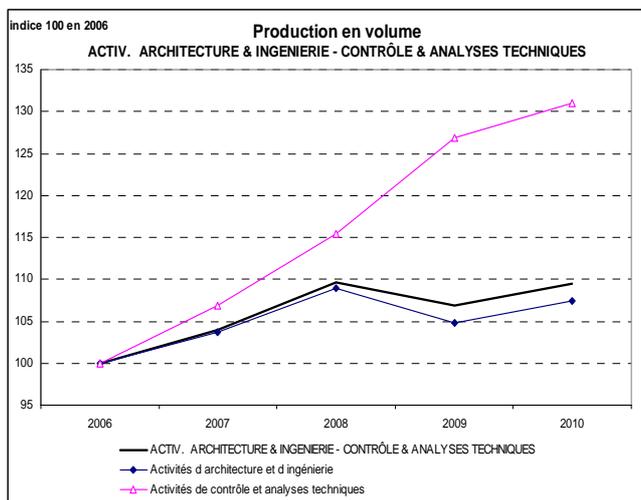
Le rebond de l'activité en 2010 s'est accompagné d'une nouvelle baisse des prix de production dans le conseil de gestion (- 1 %, après - 0,4 % en 2009, première baisse depuis 2001 ; en 2007 et 2008 les prix progressaient au rythme de 1,8 % par an). La croissance du chiffre d'affaires des entreprises du conseil de gestion est donc réduite à 2,8 % en 2010, après avoir stagné en 2009, et n'atteint pas les rythmes de croissance précédant la crise.

L'activité du conseil de gestion repose essentiellement sur la demande intérieure, la consommation des entreprises représentant en moyenne 90 % des débouchés de la branche. Mais ces deux dernières années (2010 et 2009), les fluctuations du commerce extérieur sont d'une amplitude suffisante pour influencer sur l'activité de la branche. Seules les exportations, avec une croissance de 16 % et une demande intérieure en repli, avaient permis au conseil de gestion de rester bien orienté en 2009. En 2010, elles se contractent fortement (- 17,5 %), revenant au niveau des années 2007 et 2008, pendant que la demande des entreprises augmente de 5,4 % et que les importations reculent (- 6,4 %). Le solde des échanges extérieurs poursuivait une baisse tendancielle depuis le début des années 2000, et jusqu'en 2007, sous l'effet de l'amenuisement des exportations.

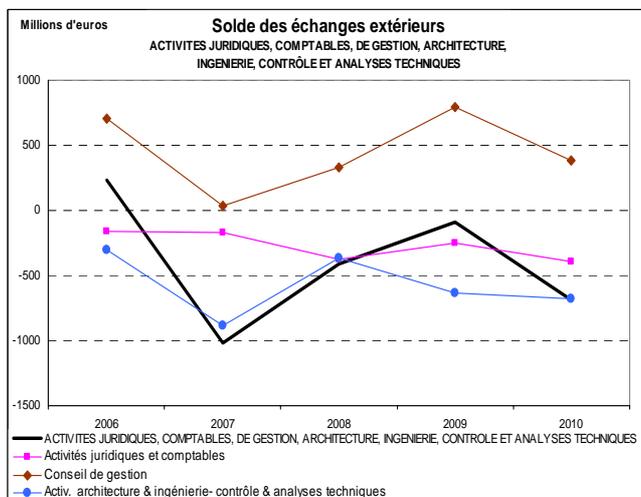
Le conseil de gestion continue en 2010 d'attirer les créateurs d'entreprises. Encouragées par le régime des auto-entrepreneurs mis en place au

1<sup>er</sup> janvier 2009 par la loi de modernisation de l'économie, les créations d'entreprises avaient doublé dans le secteur du conseil de gestion en 2009. Mais hors auto-entrepreneurs, le nombre d'entreprises nouvelles diminuait. Le rythme des créations est particulièrement soutenu en 2010 (+ 12,9 %) par rapport à celui de l'ensemble des services marchands (+ 7,3 %) ; il progresse de 4,0 % sans les auto-entrepreneurs. Environ deux tiers des nouvelles entreprises relèvent, dans le conseil de gestion, du régime des auto-entrepreneurs (58 % dans l'ensemble des services marchands). Parallèlement, les défaillances, en augmentation depuis 2007, ralentissent ; elles ne progressent que de 2,1 % en 2010 (+ 12,1 % en 2007).

Dès le début de la crise financière et économique l'activité des sièges sociaux a fortement ralenti, régressant même en 2009 (- 3,4 %) ; elle stagne en 2010.



Source : Comptes des Services, Insee



Source : Comptes des Services, Insee

Les **activités d'architecture et d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques** renouent avec la croissance. Elles affichent une augmentation de l'activité en volume de 2,5 % en 2010, après un repli de même ampleur en 2009.

Les prix, qui avaient décéléré entre 2007 et 2009, sont en baisse pour la première fois depuis 2000 (- 1 %). La production en valeur affiche ainsi une progression de 1,5 % après avoir reculé en 2009 (- 1,3 %). Cette évolution reste cependant bien en deçà des performances enregistrées en 2006 (+ 8,6 % en valeur) et 2007 (+ 7,7 %)

Après avoir été brutalement stoppées dans leur élan par les effets de la crise, les activités d'architecture et d'ingénierie renouent en 2010 avec la croissance. Elles progressent de 2,4 % en volume après une baisse en 2009 (- 3,8 %). La production en valeur augmente elle aussi (+ 1,4 %) après le déclin de l'année précédente (- 2,2 %). L'activité de la branche a bénéficié de la reprise économique globale. Néanmoins, elle ne retrouve pas son dynamisme d'avant la crise. L'inflexion est plus marquée en valeur (après + 8,8 % en 2008, + 7,5 % en 2007), car les prix, après avoir ralenti depuis 2007, baissent en 2010 (- 1 %).

Plus particulièrement, la demande des ménages en services architecturaux poursuit sa contraction (- 0,4 % en valeur et en volume après respectivement - 6,7 % et - 8,3 % en 2009), résultat des tensions sur le pouvoir d'achat. Les prix des prestations architecturales sont restés stables en 2010.

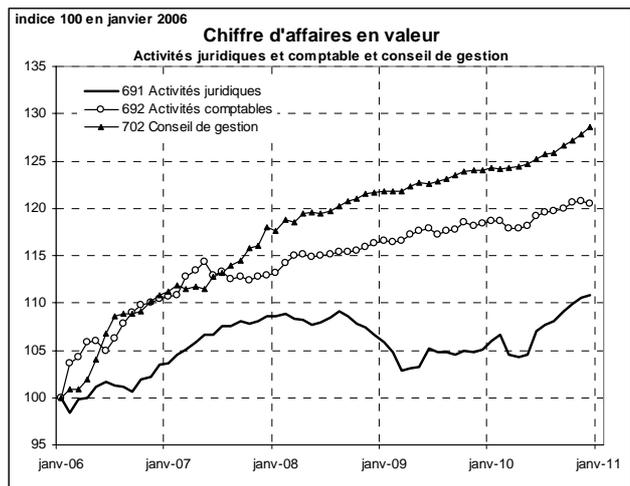
En 2010, le rythme de croissance des activités de contrôle et analyse techniques ralentit après les performances des années précédentes. La production en volume progresse de 3,2 % après + 9,9 % en 2009 et + 8,1 % en 2008. Pour la troisième année consécutive, les tarifs des prestations reculent (- 0,8 % après - 2,9 % en 2009 et - 1 % en 2008). La production en valeur enregistre ainsi en 2010 une croissance de 2,4 % qui fait pâle figure en comparaison des résultats exceptionnels des années précédentes (+ 6,8 % en 2009, + 7,1 % en 2008 et + 9,3 % en 2007).

L'activité des opérateurs en analyses, essais et inspections techniques a subi le contrecoup de la dégradation de la conjoncture économique. L'augmentation du nombre de défaillances d'entreprises sur des marchés clients et la fermeture de sites industriels<sup>1</sup> se sont traduits par des ruptures de contrats et une demande des entreprises moins dynamique. Celle-ci ralentit en

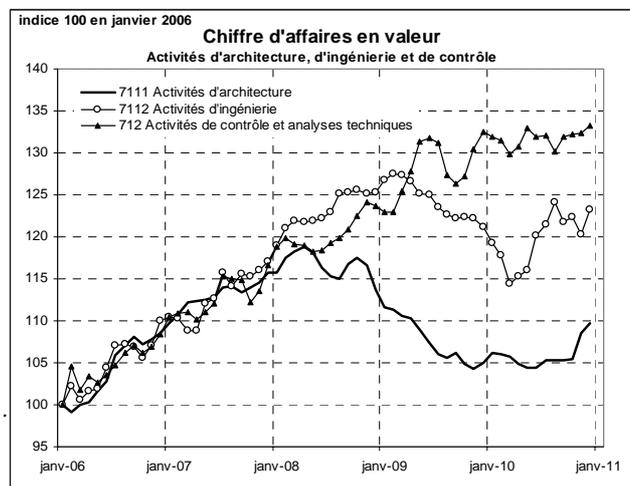
<sup>1</sup> Les défaillances d'entreprises dans le secteur industriel ont augmenté de 12,5 % entre 2008 et 2009. En 2010, leur nombre a diminué mais est resté à un niveau plus élevé qu'avant 2008. Sources : Insee ; Bodacc.

volume passant d'une progression de 11,1 % en 2009 (6,4 % en 2008) à 3,1 % en 2010. Elle augmente en valeur de 2,3 % après 8,2 % en 2009. En effet, dans un contexte moins privilégié et du fait d'une concurrence accrue entre opérateurs, la baisse des prix s'est poursuivie en 2010 (- 0,8 % après - 2,7 % en 2009). Toutefois, le renforcement des réglementations, en particulier sanitaires et environnementales, soutient l'activité de la branche. Le durcissement de réglementations telles que le DPE (Diagnostic de Performance Énergétique des bâtiments, instauré en 2006) et la mise en œuvre du plan « Bâtiment » avec des mesures incitatives comme les éco-prêts à taux zéro<sup>2</sup>, sont de puissants soutiens de croissance pour les activités de diagnostic.

Parallèlement, la consommation des ménages, qui concerne exclusivement les services de contrôle technique automobile, affiche un repli en volume (- 1,3 % contre + 5 % en 2009). En 2010, près de 20 millions de contrôles ont été effectués sur les voitures particulières et les véhicules utilitaires légers, soit une baisse (- 1,2 %) par rapport à 2009. En outre, le taux de prescription de contre-visites pour les véhicules particuliers est en diminution par rapport à 2009. Il s'établit à 20,7% en 2010 alors qu'il était de 21,1 % en 2009. (source UTAC-OTC<sup>3</sup>). Ces évolutions témoignent d'une amélioration générale du parc automobile, imputable en partie à son renouvellement favorisé par la prime à la casse, et qui a pénalisé l'activité des centres de contrôle. Le montant des dépenses des ménages s'est toutefois maintenu en 2010 (+ 0,1 % contre + 5,6 % en 2009) du fait de la hausse des prix (+ 1,5 %).



Indice de valeur CVS-CJO  
Indice 100 en janvier 2006 (moyenne mobile d'ordre 3)  
Source : Indices de chiffre d'affaires, Insee.



Indice de valeur CVS-CJO  
Indice 100 en janvier 2006 (moyenne mobile d'ordre 3)  
Source : Indices de chiffre d'affaires, Insee.

<sup>2</sup> Ils ont été lancés en 2009 pour inciter à la réalisation de travaux d'amélioration de l'efficacité énergétique de l'habitat.

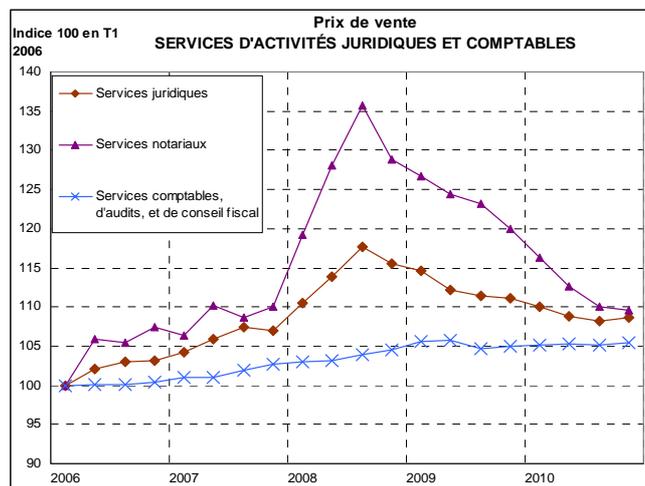
<sup>3</sup> Union Technique de l'Automobile du motocycle et du Cycle - Organisme Technique Central

## Les prix de vente

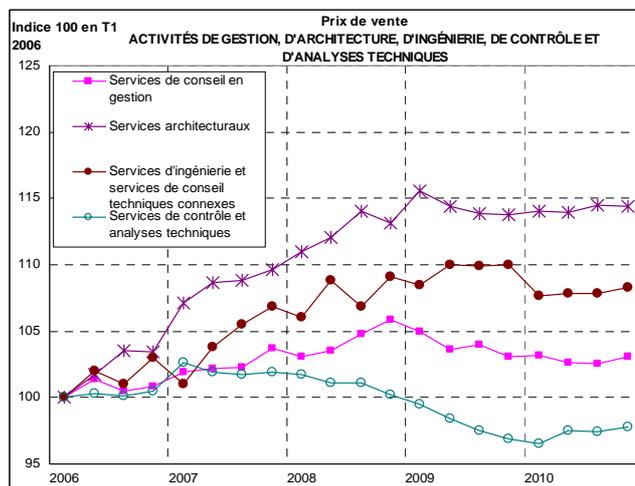
ACTIVITES JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes																						
Indices de prix de vente																						
Branche	Code NAF	base 100 en	2006				2007				2008				2009				2010			
			T1	T2	T3	T4																
Services juridiques	69.10	T1 06	100,0	102,1	103,0	103,2	104,2	105,9	107,4	107,0	110,5	113,9	117,6	115,6	114,6	112,2	111,4	111,1	110,1	108,8	108,2	108,7
dont services notariaux	69.10	T1 06	100,0	105,9	105,4	107,4	106,4	110,2	108,7	110,1	119,2	128,0	135,7	128,8	126,7	124,4	123,2	119,9	116,3	112,7	110,0	109,5
Services comptables, d'audits, et de conseil fiscal	69.20	T1 06	100,0	100,1	100,1	100,4	101,1	101,1	101,9	102,7	103,0	103,1	103,9	104,5	105,6	105,7	104,7	104,9	105,2	105,3	105,1	105,4
Services de conseil en gestion	70.2	T1 06	100,0	101,4	100,5	100,8	101,9	102,2	102,3	103,7	103,1	103,5	104,8	105,9	105,0	103,6	104,0	103,1	103,2	102,6	102,5	103,1
Services d'architecture, d'ingénierie et de conseil technique	71.1	T1 06	100,0	101,9	101,4	103,0	102,0	104,6	106,0	107,3	107,0	109,4	108,2	109,8	109,8	110,8	110,6	110,7	108,8	109,0	109,6	109,4
dont services architecturaux	71.11	T1 06	100,0	101,8	103,5	103,4	107,1	108,7	108,9	109,6	111,0	112,1	114,0	113,1	115,6	114,4	113,8	113,7	114,0	113,9	114,5	114,4
dont: services d'ingénierie et services de conseil techniques connexes	71.12	T1 06	100,0	102,0	101,0	103,0	101,0	103,8	105,5	106,9	106,1	108,9	106,9	109,1	108,5	110,0	109,9	110,0	107,7	107,9	107,9	108,3
Services de contrôle et analyses techniques	71.20	T1 06	100,0	100,3	100,1	100,5	102,6	101,9	101,7	101,9	101,7	101,1	101,1	100,2	99,5	98,4	97,5	96,9	96,5	97,5	97,4	97,8

Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

Notices explicatives sur <http://indicespro.insee.fr>



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

Les tableaux suivants incluent des données sur l'activité de **Recherche et développement marchande, niveau GM72M de la section MB**, qui fait partie des services marchands. Ces données ne sont pas commentées en raison de l'incertitude affectant l'estimation de l'activité en branche de la R&D à partir d'indicateurs de chiffres d'affaires sectoriels pour le compte provisoire

## La production

ACTIVITES JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes						
Taux de croissance de la production en VOLUME						
en %						
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*
<b>MA</b>	<b>ACT. JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE &amp; ANALYSES TECHNIQUES Marchandes</b>	<b>69 à 71</b>	<b>3,8</b>	<b>2,3</b>	<b>-1,8</b>	<b>2,0</b>
<b>GM69Z</b>	<b>Activités juridiques et comptables</b>	<b>69</b>	<b>2,3</b>	<b>-4,3</b>	<b>0,1</b>	<b>2,6</b>
HM69Z1	Activités juridiques	69.1	0,9	-7,3	-0,2	3,5
HM69Z2	Activités comptables	69.2	4,1	-0,4	0,5	1,6
<b>GM70Z</b>	<b>Activités des sièges sociaux - conseil de gestion</b>	<b>70</b>	<b>4,4</b>	<b>3,0</b>	<b>-2,0</b>	<b>1,5</b>
HM70Z1	Activités des sièges sociaux	70.1	5,4	2,7	-3,4	0,2
HM70Z2	Conseil de gestion	70.2	2,6	3,4	0,7	3,8
<b>GM71Z</b>	<b>Activités architecture &amp; ingénierie- contrôle &amp; analyses techniques</b>	<b>71</b>	<b>4,0</b>	<b>5,4</b>	<b>-2,5</b>	<b>2,5</b>
HM71Z1	Activités d architecture et d ingénierie	71.1	3,7	5,1	-3,8	2,4
HM71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques	71.2	6,8	8,1	9,9	3,2
<b>MB (GM72M)</b>	<b>RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE Marchande</b>	<b>72</b>	<b>1,4</b>	<b>2,4</b>	<b>2,1</b>	<b>2,3</b>

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ACTIVITES JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes							
Niveau de la production en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2006	2007	2008	2009*	2010*
<b>MA</b>	<b>ACT. JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE &amp; ANALYSES TECHNIQUES Marchandes</b>	<b>69 à 71</b>	<b>154 539</b>	<b>164 820</b>	<b>173 862</b>	<b>172 106</b>	<b>175 596</b>
<b>GM69Z</b>	<b>Activités juridiques et comptables</b>	<b>69</b>	<b>31 595</b>	<b>33 047</b>	<b>33 264</b>	<b>33 184</b>	<b>34 070</b>
HM69Z1	Activités juridiques	69.1	17 830	18 578	18 570	18 192	18 839
HM69Z2	Activités comptables	69.2	13 765	14 469	14 694	14 992	15 231
<b>GM70Z</b>	<b>Activités des sièges sociaux - conseil de gestion</b>	<b>70</b>	<b>73 533</b>	<b>78 568</b>	<b>82 799</b>	<b>81 862</b>	<b>83 630</b>
HM70Z1	Activités des sièges sociaux	70.1	48 104	52 011	54 850	53 817	54 809
HM70Z2	Conseil de gestion	70.2	25 429	26 557	27 949	28 045	28 821
<b>GM71Z</b>	<b>Activités architecture &amp; ingénierie- contrôle &amp; analyses techniques</b>	<b>71</b>	<b>49 411</b>	<b>53 205</b>	<b>57 799</b>	<b>57 060</b>	<b>57 896</b>
HM71Z1	Activités d architecture et d ingénierie	71.1	44 572	47 915	52 134	51 011	51 703
HM71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques	71.2	4 839	5 290	5 665	6 049	6 193
<b>MB (GM72M)</b>	<b>RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE Marchande</b>	<b>72</b>	<b>25 383</b>	<b>26 270</b>	<b>27 000</b>	<b>28 038</b>	<b>29 379</b>

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ACTIVITES JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes						
Taux de croissance du PRIX de la production						
en %						
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*
<b>MA</b>	<b>ACT. JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE &amp; ANALYSES TECHNIQUES Marchandes</b>	<b>69 à 71</b>	<b>2,7</b>	<b>3,1</b>	<b>0,8</b>	<b>0,0</b>
<b>GM69Z</b>	<b>Activités juridiques et comptables</b>	<b>69</b>	<b>2,3</b>	<b>5,2</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,0</b>
HM69Z1	Activités juridiques	69.1	3,3	7,9	-1,8	0,0
HM69Z2	Activités comptables	69.2	1,0	1,9	1,5	0,0
<b>GM70Z</b>	<b>Activités des sièges sociaux - conseil de gestion</b>	<b>70</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>0,9</b>	<b>0,7</b>
HM70Z1	Activités des sièges sociaux	70.1	2,6	2,6	1,6	1,6
HM70Z2	Conseil de gestion	70.2	1,8	1,8	-0,4	-1,0
<b>GM71Z</b>	<b>Activités architecture &amp; ingénierie- contrôle &amp; analyses techniques</b>	<b>71</b>	<b>3,6</b>	<b>3,1</b>	<b>1,2</b>	<b>-1,0</b>
HM71Z1	Activités d architecture et d ingénierie	71.1	3,7	3,5	1,7	-1,0
HM71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques	71.2	2,4	-1,0	-2,9	-0,8
<b>MB (GM72M)</b>	<b>RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE Marchande</b>	<b>72</b>	<b>2,1</b>	<b>0,4</b>	<b>1,7</b>	<b>2,4</b>

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

ACTIVITES JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
MA	Act. juri, compta., de gest., archi., ingé., ctrlé & anal. tech. marchandes	69 à 71					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,3	2,5	-2,3	2,2	
	Demande de consommation finale		5,4	-1,3	-7,8	2,3	
	Demande pour investissement		10,6	-2,7	-6,6	8,3	
	<i>Dont : entreprises</i>		14,3	0,6	-6,1	3,6	
	<i>ménages</i>	7,5	-7,0	-8,2	16,8		
GM69Z	Activités juridiques et comptables	69					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,5	-3,3	-2,6	1,6	
	Demande de consommation finale		5,8	-1,0	-9,0	2,7	
	Demande pour investissement		5,6	-7,7	-8,4	18,7	
	<i>Dont : entreprises</i>	2,7	-7,0	-11,6	9,0		
	<i>ménages</i>	6,5	-7,9	-8,2	21,5		
HM69Z1	Activités juridiques	69.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-3,1	-6,6	-6,1	1,6	
	Demande de consommation finale		5,8	-1,1	-9,3	2,9	
	Demande pour investissement		5,6	-7,7	-8,4	18,7	
	<i>Dont : entreprises</i>		2,7	-7,0	-11,6	9,0	
	<i>ménages</i>	6,5	-7,9	-8,2	21,5		
HM69Z2	Activités comptables	69.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,1	-0,1	0,7	1,6	
	Demande de consommation finale		5,0	0,5	-4,4	0,5	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM70Z	Activités des sièges sociaux - conseil de gestion	70					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,4	2,6	-2,6	2,0	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM70Z1	Activités des sièges sociaux	70.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,4	2,7	-3,4	0,2	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM70Z2	Conseil de gestion	70.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,4	2,3	-1,0	5,4	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM71Z	Activités architecture & ingénierie- contrôle & analyses techniques	71					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	7,0	-1,6	3,3	
	Demande de consommation finale		1,4	-4,9	5,0	-1,3	
	Demande pour investissement		14,1	0,7	-5,4	2,3	
	<i>Dont : entreprises</i>		16,2	1,7	-5,4	2,9	
	<i>ménages</i>	11,5	-3,4	-8,3	-0,4		
HM71Z1	Activités d architecture et d ingénierie	71.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,7	7,1	-4,0	3,3	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		14,1	0,7	-5,4	2,3	
	<i>Dont : entreprises</i>		16,2	1,7	-5,4	2,9	
	<i>ménages</i>	11,5	-3,4	-8,3	-0,4		
HM71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques	71.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		10,1	6,4	11,1	3,1	
	Demande de consommation finale		1,4	-4,9	5,0	-1,3	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
MB (GM72M)	RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE Marchande	72					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,9	2,5	2,4	2,8	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

**ACTIVITES JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes**  
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR

en millions d'euros

Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2006	2007	2008	2009*	2010*
<b>MA</b>	<b>Act. juri, compta., de gest., archi., ingé., ctrle &amp; anal. tech. marchandes</b>	<b>69 à 71</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		132 187	140 374	147 420	144 781	147 926
	Demande de consommation finale		7 065	7 435	7 561	7 397	7 630
	Demande pour investissement		30 175	34 497	35 263	32 932	36 371
	<i>Dont : entreprises</i>		15 763	18 640	19 492	18 514	19 128
	<i>ménages</i>		12 461	13 848	13 738	12 351	15 169
<b>GM69Z</b>	<b>Activités juridiques et comptables</b>	<b>69</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		26 490	27 390	27 141	26 158	26 284
	Demande de consommation finale		6 490	6 845	6 904	6 703	6 935
	Demande pour investissement		12 537	13 702	13 604	12 093	15 233
	<i>Dont : entreprises</i>		2 226	2 372	2 371	2 034	2 339
	<i>ménages</i>		9 979	10 995	10 885	9 688	12 517
<b>HM69Z1</b>	<b>Activités juridiques</b>	<b>69.1</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		13 172	13 389	12 880	11 608	11 502
	Demande de consommation finale		6 088	6 422	6 471	6 261	6 486
	Demande pour investissement		12 537	13 702	13 604	12 093	15 233
	<i>Dont : entreprises</i>		2 226	2 372	2 371	2 034	2 339
	<i>ménages</i>		9 979	10 995	10 885	9 688	12 517
<b>HM69Z2</b>	<b>Activités comptables</b>	<b>69.2</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		13 318	14 001	14 261	14 550	14 782
	Demande de consommation finale		402	423	433	442	449
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>GM70Z</b>	<b>Activités des sièges sociaux - conseil de gestion</b>	<b>70</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		72 831	78 536	82 473	81 073	83 249
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>HM70Z1</b>	<b>Activités des sièges sociaux</b>	<b>70.1</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		48 103	52 011	54 850	53 817	54 809
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>HM70Z2</b>	<b>Conseil de gestion</b>	<b>70.2</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		24 728	26 525	27 623	27 256	28 440
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>GM71Z</b>	<b>Activités architecture &amp; ingénierie- contrôle &amp; analyses techniques</b>	<b>71</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		32 866	34 448	37 806	37 550	38 393
	Demande de consommation finale		575	590	657	694	695
	Demande pour investissement		17 638	20 795	21 659	20 839	21 138
	<i>Dont : entreprises</i>		13 537	16 268	17 121	16 480	16 789
	<i>ménages</i>		2 482	2 853	2 853	2 663	2 652
<b>HM71Z1</b>	<b>Activités d architecture et d ingénierie</b>	<b>71.1</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		27 656	28 582	31 686	30 931	31 619
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		17 638	20 795	21 659	20 839	21 138
	<i>Dont : entreprises</i>		13 537	16 268	17 121	16 480	16 789
	<i>ménages</i>		2 482	2 853	2 853	2 663	2 652
<b>HM71Z2</b>	<b>Activités de contrôle et analyses techniques</b>	<b>71.2</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 210	5 866	6 120	6 619	6 774
	Demande de consommation finale		575	590	657	694	695
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>MB (GM72M)</b>	<b>RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE Marchande</b>	<b>72</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		26 223	26 945	27 729	28 886	30 397
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

**ACTIVITES JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes**  
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement

		en %					
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
<b>MA</b>	<b>Act. juri, compta., de gest., archi., ingé., ctrle &amp; anal. tech. marchandes</b>	<b>69 à 71</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,8	2,4	0,6	-0,1	
	Demande de consommation finale		-0,2	3,1	6,1	0,8	
	Demande pour investissement		3,4	5,0	0,0	2,0	
	<i>Dont : entreprises</i>		3,4	4,0	1,2	-0,3	
	<i>ménages</i>		3,4	6,6	-2,0	5,1	
<b>GM69Z</b>	<b>Activités juridiques et comptables</b>	<b>69</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,9	2,4	-1,1	-1,1	
	Demande de consommation finale		-0,3	1,9	6,7	0,7	
	Demande pour investissement		3,5	7,6	-3,0	6,2	
	<i>Dont : entreprises</i>		3,7	7,5	-3,0	5,5	
	<i>ménages</i>		3,4	7,5	-3,0	6,3	
<b>HM69Z1</b>	<b>Activités juridiques</b>	<b>69.1</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,9	3,0	-4,0	-2,4	
	Demande de consommation finale		-0,3	1,9	6,7	0,7	
	Demande pour investissement		3,5	7,6	-3,0	6,2	
	<i>Dont : entreprises</i>		3,7	7,5	-3,0	5,5	
	<i>ménages</i>		3,4	7,5	-3,0	6,3	
<b>HM69Z2</b>	<b>Activités comptables</b>	<b>69.2</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	1,9	1,4	0,0	
	Demande de consommation finale		0,2	1,9	6,8	1,1	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>GM70Z</b>	<b>Activités des sièges sociaux - conseil de gestion</b>	<b>70</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,3	2,3	0,9	0,7	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>HM70Z1</b>	<b>Activités des sièges sociaux</b>	<b>70.1</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,6	2,6	1,6	1,6	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>HM70Z2</b>	<b>Conseil de gestion</b>	<b>70.2</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,8	1,8	-0,4	-1,0	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>GM71Z</b>	<b>Activités architecture &amp; ingénierie- contrôle &amp; analyses techniques</b>	<b>71</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,7	2,6	0,9	-1,0	
	Demande de consommation finale		1,2	17,1	0,6	1,5	
	Demande pour investissement		3,3	3,5	1,7	-0,9	
	<i>Dont : entreprises</i>		3,4	3,5	1,7	-1,0	
	<i>ménages</i>		3,1	3,5	1,8	0,0	
<b>HM71Z1</b>	<b>Activités d architecture et d ingénierie</b>	<b>71.1</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,0	3,5	1,7	-1,1	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		3,3	3,5	1,7	-0,9	
	<i>Dont : entreprises</i>		3,4	3,5	1,7	-1,0	
	<i>ménages</i>		3,1	3,5	1,8	0,0	
<b>HM71Z2</b>	<b>Activités de contrôle et analyses techniques</b>	<b>71.2</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	-2,0	-2,7	-0,8	
	Demande de consommation finale		1,2	17,1	0,6	1,5	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>MB (GM72M)</b>	<b>RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE Marchande</b>	<b>72</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,8	0,4	1,7	2,4	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

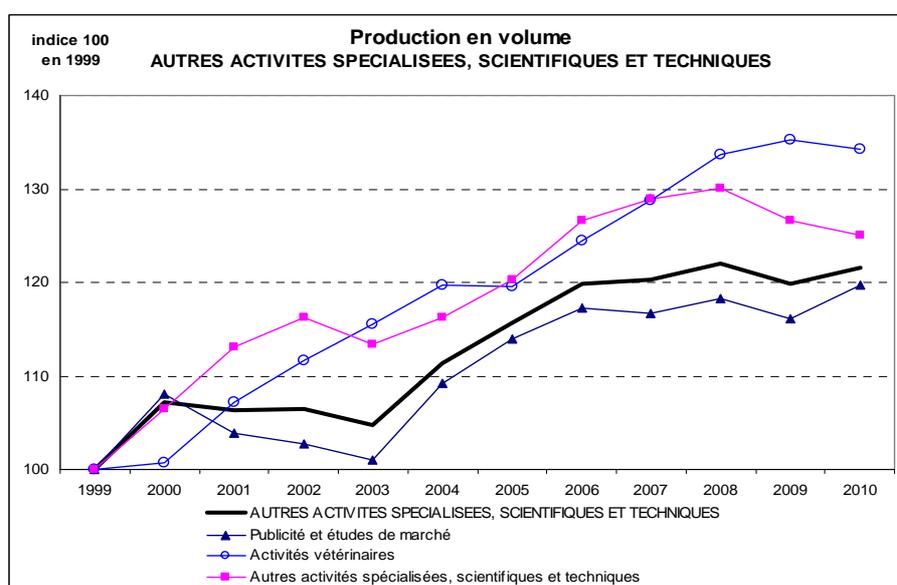
\* : données provisoires



# MC - Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques

## La publicité tire la croissance des autres activités spécialisées, scientifiques et techniques

En 2010, la branche des activités de publicité et études de marché renoue avec la croissance. Sa production augmente de 3,1 % après une baisse en 2009 (- 1,7 %). En revanche, les autres activités spécialisées, scientifiques et techniques reculent à nouveau (- 1,3 % en volume), tandis que les activités vétérinaires, moins affectées par la crise, affichent elles aussi un repli (- 0,7 %).



Source : comptes des services, INSEE.

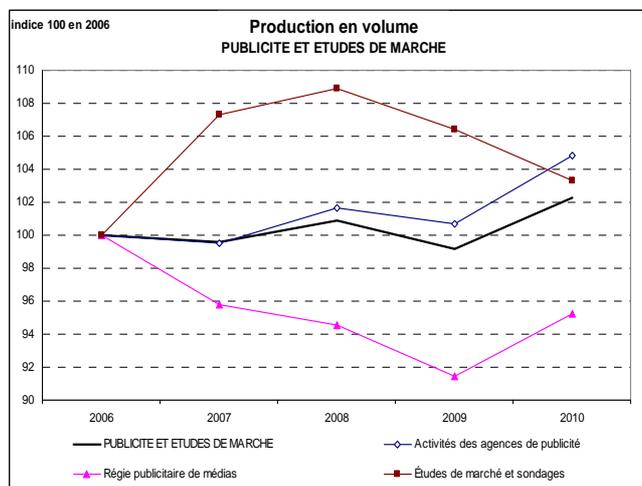
Après une année en berne, l'activité de la **publicité et des études de marché** repart à la hausse en 2010. Elle enregistre une augmentation de 3,1 % de la production en volume (- 1,7 % en 2009). Cette progression s'explique par le dynamisme des branches publicitaires qui renouent avec la croissance. Les prix poursuivent quant à eux leur baisse (- 2,5 % après - 4,1%) absorbant la majeure partie de la hausse du volume. La production en valeur affiche ainsi une croissance ténue mais néanmoins positive (+ 0,5 % contre - 5,7 %).

L'activité des agences de publicité renoue avec la croissance et augmente de 4 % en volume en 2010 après - 1 % en 2009. Cette embellie est contrebalancée par la poursuite de la baisse des prix. (- 3 % après - 4,7 % en 2009). Néanmoins, après un recul spectaculaire de 5,7 % en 2009, la production en valeur augmente de 1 % en 2010. Dans la continuité du second semestre 2009, la reprise se confirme également pour les activités

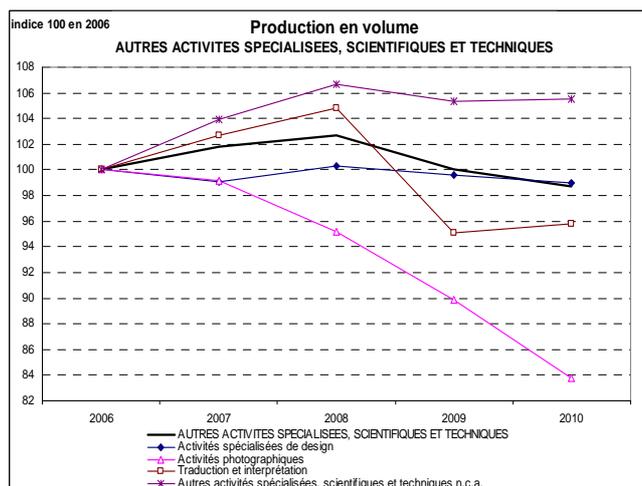
des régies publicitaires des médias. Après plusieurs années de baisse, la production en volume progresse de 4,2 % en 2010 (- 3,3 % en 2009). Cependant, à l'instar des agences de publicité, la pression à la baisse sur les prix se poursuit (- 3,9% après - 6,6 % en 2009 et - 0,2 % en 2008). Au total, la production en valeur stagne en 2010, (+ 0,1 %) après trois années de baisse. Ce retournement à la hausse dans la publicité s'explique essentiellement par l'amélioration de la conjoncture économique et un effet de rattrapage. Après la baisse exceptionnelle des investissements publicitaires enregistrée en 2009 (- 12 % dans les grands médias et - 8,6 % dans l'ensemble), les dépenses de communication des annonceurs progressent de 2,9 %. Néanmoins, la situation varie selon les moyens de communication. La principale contribution à la hausse provient de la télévision. Avec 13,3 % des parts de marché, elle est en tête des supports de communication et enregistre un rebond de 11,2 % des dépenses de communication des

annonceurs, tandis que le cinéma affiche la plus forte progression de ces dépenses (+ 16,2 %), suivi de l'Internet (+ 8,6 %), en particulier le display<sup>1</sup> (+ 12 %). Ces trois médias retrouvent ainsi des niveaux comparables à ceux d'avant la crise. La presse reste quant elle à l'écart de cette reprise (- 1 %), notamment la presse gratuite d'annonces qui enregistre à nouveau une baisse importante des investissements (- 12,7 % après - 17,2 % en 2009). (Source IREP – France Pub 2010)

En 2010, le repli de l'activité de la branche études de marché et sondages s'amplifie (- 2,9 % après - 2,3 % en 2009). Cette contraction intervient à après une quasi stagnation depuis la mi 2008 (+ 1,5 % en 2008, + 7,3 % en 2007). La poursuite de la hausse des prix (+ 2,1 % après + 2,8 % en 2009) ne compense pas la baisse d'activité et la production en valeur recule (- 0,8 %).



Source : Comptes des Services, Insee



Source : Comptes des Services, Insee.

<sup>1</sup> Le **display** désigne la publicité sur Internet associant l'achat d'espace et l'utilisation d'éléments graphiques ou visuels.

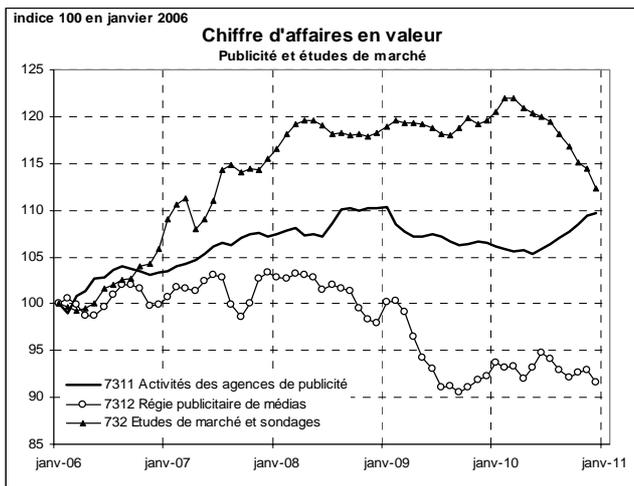
Les **autres activités spécialisées, scientifiques et techniques** régressent encore en 2010 (- 1,3 % en volume), mais moins qu'en 2009 (- 2,6 %). Comme en 2009, le volume de l'activité pâtit de la chute de la consommation des ménages en services photographiques (- 6,6 %), tandis que la demande des entreprises en consommations intermédiaires, pour l'ensemble de la branche, reste stable (+ 0,3 %, comme en 2009). Soutenue par la hausse des prix (+ 1,9 %), la production en valeur de cette branche renoue toutefois avec la croissance (+ 0,6%), après le recul enregistré en 2009 (- 1,2 %). La reprise dans les branches de la traduction et l'interprétariat, et des activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses, n'est pas très marquée ; mais elle a contribué à limiter le recul de l'activité de l'ensemble de la branche.

Comme en 2009, les activités spécialisées de design enregistrent un léger repli des volumes produits (- 0,6 %) tandis que la production en valeur progresse de 1 % du fait de la hausse des prix (+ 1,6 %).

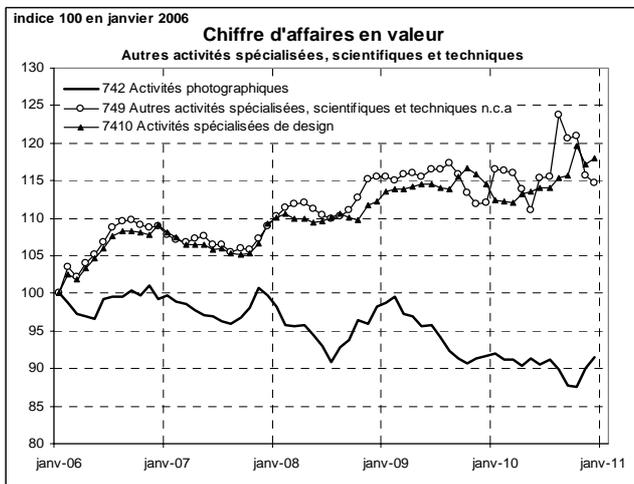
En 2010, la production en volume des activités photographiques accélère sa contraction : - 6,8 % après - 5,5 % en 2009. En revanche, après deux années de hausse modérée, les prix augmentent sensiblement (+ 3,3 %). Mais cette progression ne compense pas la forte diminution des volumes produits : la production en valeur enregistre à nouveau une baisse notable (- 3,7 % après - 4,3 % en 2009).

La production de la branche traduction et interprétariat progresse légèrement en volume (+ 0,7 %) après avoir fortement baissé en 2009 (- 9,3 %). Confortée par une hausse des prix de 1,6 %, la production en valeur renoue également avec la croissance (+ 2,3%, après - 7,9 % en 2009).

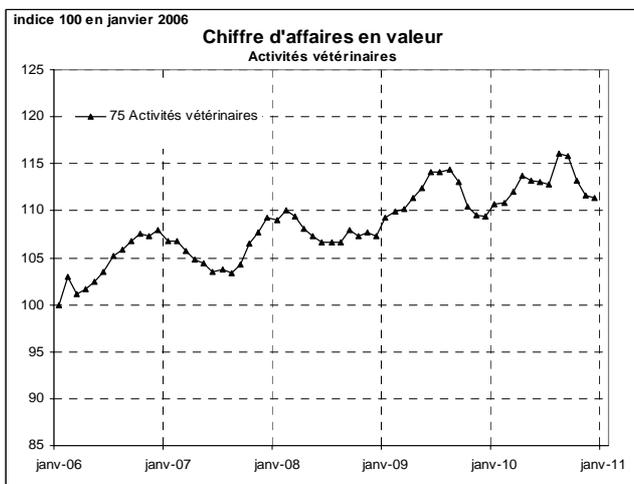
Après avoir reculé en 2009 (- 1,3 %), la production en volume des activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses stagne en 2010 (+ 0,2 %). Les prix progressent quant à eux au même rythme qu'en 2009 (+ 1,6 en 2010, + 1,5 % en 2009). Ainsi, la production en valeur enregistre une hausse de 1,8 % après l'atonie de 2009 (+ 0,2 %). Mais elle est loin de retrouver son dynamisme d'avant la crise (+ 5,3 % en 2008, + 7,3 % en 2007).



Indice de valeur CVS-CJO  
Indice 100 en janvier 2006 (moyenne mobile d'ordre 3)  
Source : Indices de chiffre d'affaires, Insee



Indice de valeur CVS-CJO  
Indice 100 en janvier 2006 (moyenne mobile d'ordre 3)  
Source : Indices de chiffre d'affaires, Insee

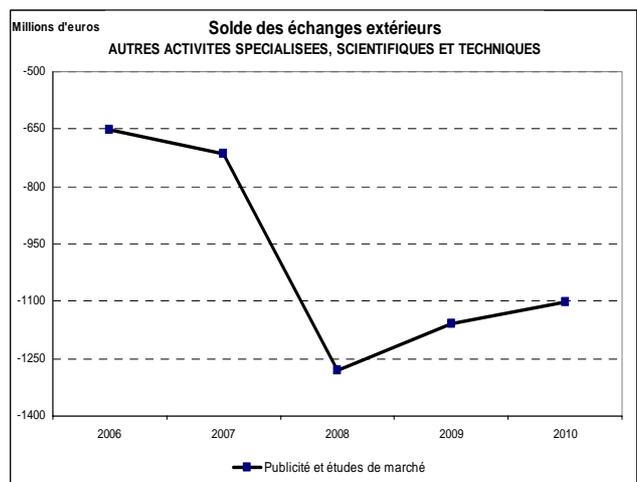


Indice de valeur CVS-CJO  
Indice 100 en janvier 2006 (moyenne mobile d'ordre 3)  
Source : Indices de chiffre d'affaires, Insee

En 2010, pour la première fois depuis 2005, le volume d'activité des **services vétérinaires** régresse (- 0,7 % après + 1,2 % en 2009 et + 3,7 % en 2008). La progression des prix (+ 2,2 %) permet à la production en valeur de maintenir une croissance (+ 1,5 %), à un rythme sensiblement plus lent toutefois qu'au cours des années précédentes (+ 3,5 % en 2009, + 6,6 % en 2008).

L'évolution des dépenses des ménages en services vétérinaires explique l'essentiel des fluctuations de l'activité de cette branche. La consommation des ménages en services vétérinaires, a connu une forte hausse ces dix dernières années avec la médicalisation croissante des animaux de compagnie. Elle n'a cessé d'augmenter malgré la crise économique et les tensions sur le pouvoir d'achat. Néanmoins, elle connaît un net ralentissement depuis 2008. En 2010, la consommation des ménages croît encore en valeur (+ 0,7 %) mais pour la première fois, se contracte en volume (- 1,5 %).

Parallèlement, après le bond enregistré en 2008 (+ 16,5 % contre 4,5 % en 2007) du fait de la mise en œuvre de la campagne de vaccination contre la fièvre catarrhale ovine, les dépenses en services vétérinaires des professionnels ont progressé à un rythme moins soutenu mais toujours élevé en 2009 (+ 7,6 %). Cette dynamique s'est maintenue en 2010 (+ 5,1 %), mais la fin de la campagne de vaccination obligatoire et gratuite des cheptels, en mars 2010, a contribué au ralentissement des dépenses des éleveurs. Depuis avril 2010, la vaccination des troupeaux s'effectue sur la base du volontariat.



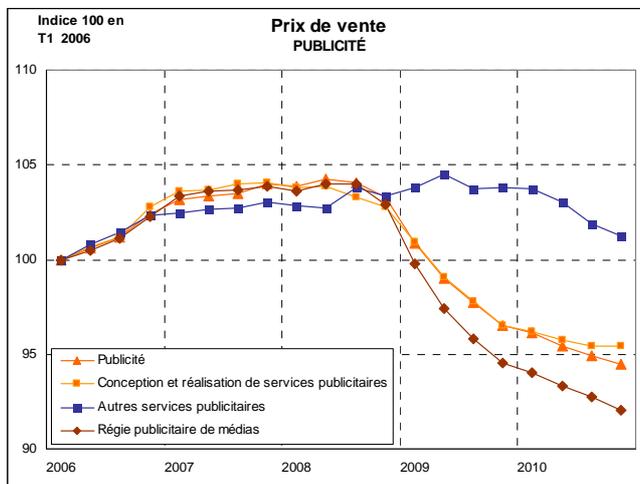
Source : Comptes des Services, Insee.

## Les prix de vente

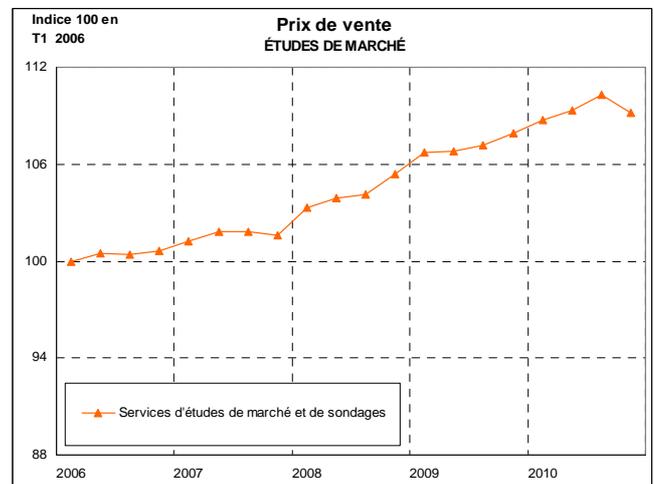
AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES																						
Indices de prix de vente																						
Branche	Code NAF	base 100 en	2006				2007				2008				2009				2010			
			T1	T2	T3	T4																
Publicité	73.1	T1 06	100,0	100,6	101,2	102,4	103,2	103,4	103,5	104,0	103,9	104,3	104,1	103,3	100,9	99,0	97,7	96,5	96,1	95,4	94,9	94,4
Dont Conception et réalisation de services publicitaires	73.11	T1 06	100,0	100,7	101,2	102,8	103,6	103,7	104,0	104,1	103,6	103,9	103,3	102,8	100,9	99,1	97,8	96,5	96,2	95,7	95,4	95,4
Dont Autres services publicitaires	73.11	T1 06	100,0	100,8	101,5	102,3	102,4	102,6	102,7	103,0	102,6	102,7	103,8	103,3	103,8	104,5	103,7	103,8	103,7	103,0	101,9	101,3
Dont Régie publicitaire de médias	73.12	T1 06	100,0	100,5	101,1	102,3	103,4	103,6	103,7	103,9	103,6	104,0	104,0	102,9	99,8	97,4	95,8	94,5	94,0	93,3	92,7	92,0
Services d'études de marché et de sondages	73.2	T1 06	100,0	100,5	100,4	100,6	101,2	101,8	101,8	101,6	103,3	103,9	104,1	105,4	106,7	106,8	107,2	107,9	108,7	109,3	110,3	109,2

Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

Notices explicatives sur <http://indicespro.insee.fr>



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

## La production

AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008		2007	2008	2009*	2010*
MC	AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	73 à 75		0,4	1,3	-1,8	1,5
GM73Z	Publicité et études de marché	73		-0,4	1,3	-1,7	3,1
HM73Z1	Activités des agences de publicité	73.11		-0,5	2,2	-1,0	4,1
HM73Z2	Régie publicitaire de médias	73.12		-4,2	-1,3	-3,3	4,2
HM73Z3	Études de marché et sondages	73.2		7,3	1,5	-2,3	-2,9
GM74Z	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	74		1,8	0,9	-2,6	-1,3
HM74Z1	Activités spécialisées de design	74.1		-0,9	1,2	-0,7	-0,6
HM74Z2	Activités photographiques	74.2		-0,8	-4,1	-5,5	-6,8
HM74Z3	Traduction et interprétation	74.3		2,7	2,1	-9,3	0,7
HM74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	74.9		3,9	2,7	-1,3	0,2
GM75Z	Activités vétérinaires	75		3,5	3,7	1,2	-0,7

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES								
Niveau de la production en VALEUR								
en millions d'euros								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008		2006	2007	2008	2009*	2010*
MC	AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	73 à 75		29 329	30 139	30 803	29 619	29 800
GM73Z	Publicité et études de marché	73		19 530	19 872	20 124	18 968	19 067
HM73Z1	Activités des agences de publicité	73.11		12 342	12 583	12 799	12 074	12 189
HM73Z2	Régie publicitaire de médias	73.12		4 760	4 657	4 585	4 140	4 146
HM73Z3	Études de marché et sondages	73.2		2 428	2 632	2 740	2 754	2 732
GM74Z	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	74		7 893	8 237	8 516	8 413	8 462
HM74Z1	Activités spécialisées de design	74.1		1 477	1 507	1 565	1 578	1 593
HM74Z2	Activités photographiques	74.2		1 785	1 770	1 731	1 656	1 594
HM74Z3	Traduction et interprétation	74.3		592	625	655	603	617
HM74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	74.9		4 039	4 335	4 565	4 576	4 658
GM75Z	Activités vétérinaires	75		1 906	2 030	2 163	2 238	2 271

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008		2007	2008	2009*	2010*
MC	AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	73 à 75		2,3	0,8	-2,1	-0,9
GM73Z	Publicité et études de marché	73		2,2	0,0	-4,1	-2,5
HM73Z1	Activités des agences de publicité	73.11		2,4	-0,5	-4,7	-3,0
HM73Z2	Régie publicitaire de médias	73.12		2,1	-0,2	-6,6	-3,9
HM73Z3	Études de marché et sondages	73.2		1,0	2,5	2,8	2,1
GM74Z	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	74		2,5	2,5	1,5	1,9
HM74Z1	Activités spécialisées de design	74.1		2,9	2,6	1,5	1,6
HM74Z2	Activités photographiques	74.2		0,0	1,9	1,2	3,3
HM74Z3	Traduction et interprétation	74.3		2,8	2,7	1,5	1,6
HM74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	74.9		3,3	2,6	1,5	1,6
GM75Z	Activités vétérinaires	75		2,9	2,7	2,2	2,2

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
MC	<b>AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES</b>	<b>73 à 75</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,5	3,6	-0,9	2,1	
	Demande de consommation finale		2,5	-0,6	-1,0	-3,5	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM73Z	<b>Publicité et études de marché</b>	<b>73</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,3	4,0	-1,5	2,8	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM73Z1	Activités des agences de publicité	73.11					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,2	6,4	-1,1	3,5	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM73Z2	Régie publicitaire de médias	73.12					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-4,4	-1,3	-2,2	4,2	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM73Z3	Études de marché et sondages	73.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7,3	1,5	-2,3	-2,9	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM74Z	<b>Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques</b>	<b>74</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,7	2,3	0,3	0,3	
	Demande de consommation finale		0,6	-4,0	-3,1	-6,6	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z1	Activités spécialisées de design	74.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,8	1,2	1,6	-0,4	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z2	Activités photographiques	74.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-12,7	-6,1	-2,6	-6,9	
	Demande de consommation finale		0,6	-4,0	-3,1	-6,6	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z3	Traduction et interprétation	74.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,1	3,1	-6,0	2,5	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	74.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,2	3,3	1,1	0,8	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM75Z	<b>Activités vétérinaires</b>	<b>75</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	13,4	5,0	2,9	
	Demande de consommation finale		3,9	1,9	0,4	-1,5	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

**AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES**  
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR

en millions d'euros

Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2006	2007	2008	2009*	2010*
MC	<b>AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES</b>	<b>73 à 75</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		28 214	29 007	30 299	29 282	29 512
	Demande de consommation finale		2 829	2 947	2 999	3 022	2 992
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM73Z	<b>Publicité et études de marché</b>	<b>73</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		20 247	20 628	21 466	20 277	20 321
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM73Z1	Activités des agences de publicité	73.11					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		13 032	13 320	14 113	13 302	13 368
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM73Z2	Régie publicitaire de médias	73.12					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4 787	4 676	4 613	4 221	4 221
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM73Z3	Études de marché et sondages	73.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 428	2 632	2 740	2 754	2 732
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM74Z	<b>Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques</b>	<b>74</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 653	8 051	8 451	8 594	8 759
	Demande de consommation finale		1 237	1 245	1 218	1 195	1 153
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z1	Activités spécialisées de design	74.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 438	1 469	1 526	1 575	1 593
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z2	Activités photographiques	74.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		545	477	458	451	434
	Demande de consommation finale		1 237	1 245	1 218	1 195	1 153
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z3	Traduction et interprétation	74.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		709	754	795	757	787
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	74.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4 961	5 351	5 672	5 811	5 945
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM75Z	<b>Activités vétérinaires</b>	<b>75</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		314	328	382	411	432
	Demande de consommation finale		1 592	1 702	1 781	1 827	1 839
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

**AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES**  
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement

		en %					
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
MC	<b>AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES</b>	<b>73 à 75</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,3	0,8	-2,5	-1,3	
	Demande de consommation finale		1,7	2,4	1,8	2,6	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM73Z	<b>Publicité et études de marché</b>	<b>73</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	0,1	-4,1	-2,5	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM73Z1	Activités des agences de publicité	73.11					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,4	-0,4	-4,7	-2,9	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM73Z2	Régie publicitaire de médias	73.12					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	0,0	-6,5	-4,0	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM73Z3	Études de marché et sondages	73.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	2,5	2,8	2,1	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM74Z	<b>Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques</b>	<b>74</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,5	2,6	1,4	1,6	
	Demande de consommation finale		0,0	1,9	1,3	3,3	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z1	Activités spécialisées de design	74.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	2,7	1,5	1,6	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z2	Activités photographiques	74.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,2	2,2	1,1	3,3	
	Demande de consommation finale		0,0	1,9	1,3	3,3	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z3	Traduction et interprétation	74.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	2,3	1,3	1,4	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	74.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,5	2,6	1,4	1,5	
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM75Z	<b>Activités vétérinaires</b>	<b>75</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,8	2,7	2,5	2,1	
	Demande de consommation finale		2,9	2,7	2,2	2,2	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

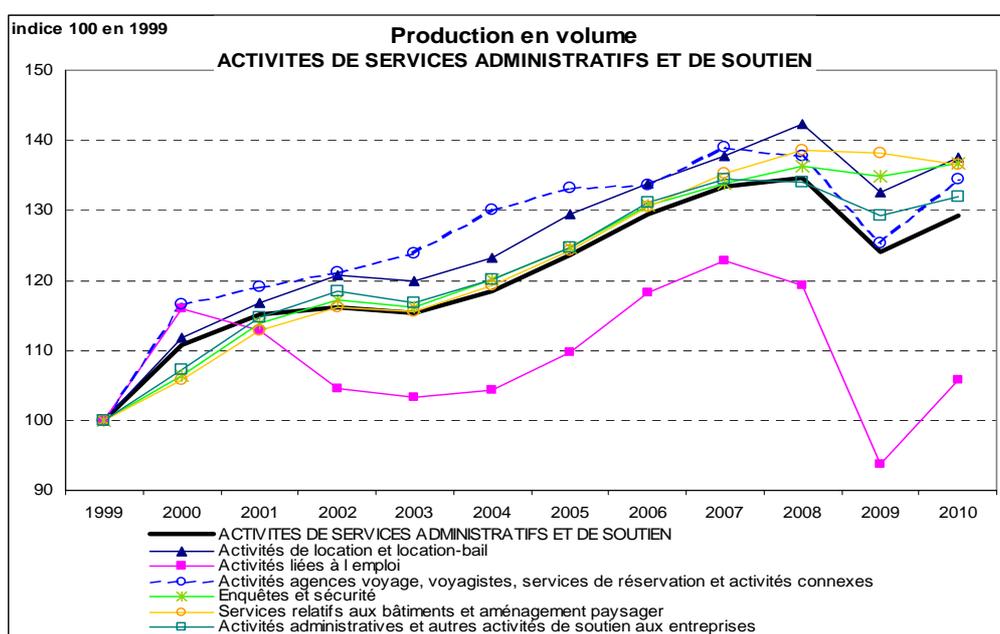
Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

# NZ - Activités de services administratifs et de soutien

## Le nettoyage peine à sortir de la crise

Les activités administratives et de soutien progressent de 4,2 % en 2010 (en volume), après le recul très prononcé de 2009 (- 7,8 %). Le travail temporaire, dont l'activité est une des premières touchées en période de conjoncture économique défavorable, a largement impulsé ces évolutions contrastées : l'intérim progresse de près de 13 % en 2010, alors qu'il connaissait une profonde récession en 2009 (- 21,5 %). Hors intérim, les activités administratives et de soutien se redressent aussi. Leur production augmente de 2,5 % en volume (- 4,7 % en 2009). Seuls les services relatifs aux bâtiments et à l'aménagement paysager connaissent une baisse de leur activité (- 1,2 % en volume).



Source : comptes des services, INSEE.

En 2010, la production de la location et location-bail augmente en volume de 3,7 %. La reprise de cette branche est sensible après la baisse importante de son activité en 2009 (- 6,8 %) ; la location et location-bail est même légèrement plus dynamique en 2010 que pendant les trois années précédant la crise. Avec une augmentation des prix de 1,2 %, la production augmente en valeur de 5 % en 2010, rythme comparable à celui des années 2007 (+ 5 %) et 2008 (+ 4,6 %). En valeur, la production de la branche location et location-bail dépasse les 61 milliards d'euros.

La production de la location et location-bail de véhicules automobiles ne renoue pas encore avec la croissance : son activité stagne en 2010 (- 0,1 % en volume), après la forte baisse de 2009

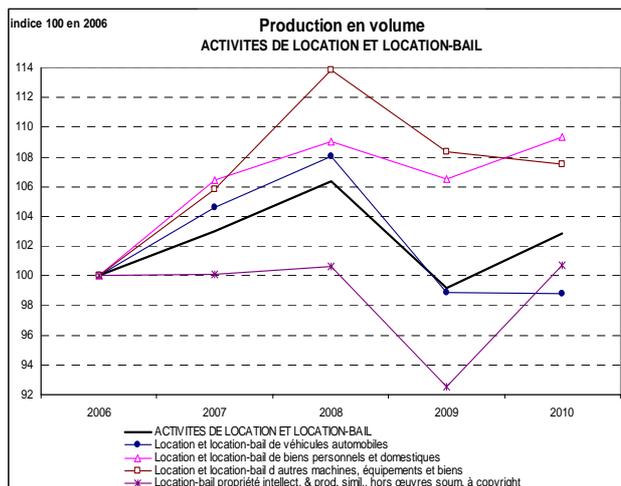
(- 8,5 %), la plus importante parmi les quatre composantes de la branche location et location-bail. Le recul de la consommation finale des ménages (- 2 %) explique la légère baisse de l'activité, alors que la consommation des entreprises s'est stabilisée (+ 0,1 %). Après avoir augmenté de 3,1 % en 2009, les prix progressent lentement en 2010 (+ 1,1 %), comme les années précédentes. Cela entraîne une hausse de la production en valeur de 1 %, production qui atteint près de 11 milliards d'euros (soit 18 % de la branche location et location-bail).

L'activité de la location et location-bail de biens personnels et domestiques progresse de 2,6 % en volume en 2010. Cette hausse est comparable à celle de 2008 et fait suite à une baisse en 2009 (- 2,3 %). C'est l'activité de la location et location-

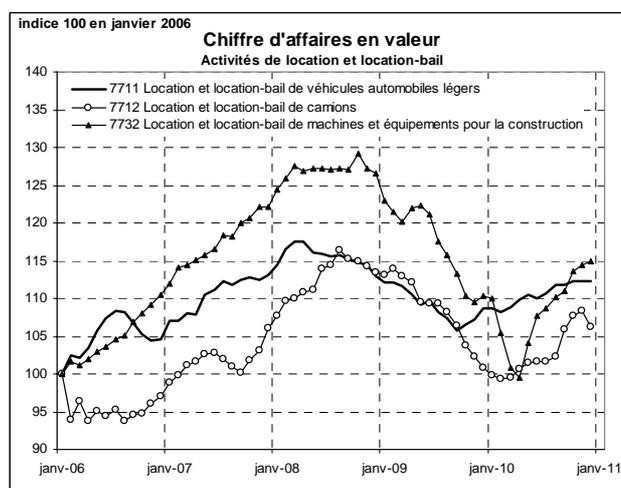
bail la moins touchée par la crise. La demande provient essentiellement de la consommation des ménages (94 % des emplois). Cette dernière augmente de 3,5 % en volume, après avoir baissé en 2009 (- 1,9 %). En revanche la demande des entreprises continue de baisser fortement (- 10 %). Les prix ralentissent par rapport à 2008 et 2009 (+ 1,3 % après respectivement + 2,6 % et + 2,5 %). La production en valeur, de 3,7 milliards d'euros, progresse de 3,9 % alors qu'elle stagnait en 2009 (+ 0,1 %).

La production en volume de la location et location-bail d'autres machines, équipements et biens continue de baisser en 2010 (- 0,8 % après - 4,8 % en 2009), alors que c'était l'activité de la location la plus dynamique en 2008 (+ 7,6 %). La demande des entreprises constitue l'essentiel des débouchés de la branche. Mais en 2010, la faible progression de la consommation des entreprises (+ 0,4 % en volume) ne compense pas la forte baisse des exportations (- 10,9 %). Les exportations diminuent pour la troisième année consécutive. En revanche les importations progressent beaucoup en 2010 (+ 12,8 %) Le déficit du commerce extérieur augmente depuis 2006, et dépasse 1,1 milliards d'euros (en valeur) en 2010 (0,87 milliards en 2009). Les prix sont peu dynamiques (+ 0,5 % en 2010) comme en 2009, et ne permettent pas à la production en valeur de croître (- 0,3 %). Celle-ci est estimée à plus de 18 milliards d'euros.

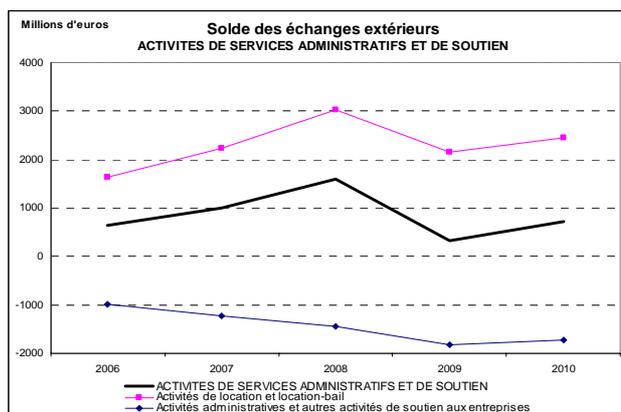
La location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires, à l'exception des œuvres soumises à copyright est l'activité qui pèse le plus dans la location et location-bail. Sa production en valeur, de 28,4 milliards d'euros, représente 46 % de l'ensemble de la branche. C'est aussi l'activité qui progresse le plus en volume en 2010 (+ 8,8 %). Cette hausse efface la baisse importante de 2009 (- 8 %) après la stagnation des années 2007 et 2008. La consommation des entreprises se redresse de façon importante (+ 7,9 % après trois années de baisse, dont - 5,5 % en 2009). Mais ce sont surtout les exportations qui augmentent fortement (+ 11,7 % après - 12,4 %). Le solde du commerce extérieur, après un repli en 2009, s'améliore à nouveau en 2010 et dépasse 3,5 milliards d'euros (en valeur). En 2010 les prix progressent au même rythme que l'année précédente (+ 1,6 % après + 1,5 %) entraînant une hausse de la production en valeur de 10,6 %.



Source : Comptes des Services, Insee



Indice de valeur CVS-CJO  
Indice 100 en janvier 2006 (moyenne mobile d'ordre 3)  
Source : Indices de chiffre d'affaires, Insee



Source : Comptes des Services, Insee

En 2010 la production en volume des **activités liées à l'emploi** progresse énergiquement (+ 12,9 %) après s'être durement contractée pendant la crise économique (- 21,5 % en 2009 et - 2,8 % en 2008). Cette croissance est la plus forte depuis 2001. Les prix progressent de + 1,9 % en 2010. À l'exception de 2005, c'est la hausse des prix la plus faible depuis 2000. Le ralentissement des prix survenu pendant la crise économique s'est poursuivi en 2010 avec la reprise de l'activité. Il en résulte une croissance de la production en valeur de 15 % en 2010, qui n'efface pas entièrement la chute de l'année précédente (- 19,7 %).

L'essentiel de l'activité de cette branche provient de l'intérim. Au quatrième trimestre 2010, la DARES<sup>1</sup> dénombre 554 000 intérimaires en équivalents-emplois à temps plein, soit 97 000 emplois supplémentaires par rapport au quatrième trimestre 2009. C'est surtout au deuxième trimestre 2010 que cette hausse a eu lieu (+ 44 000 embauches). Le nombre d'intérimaires est en croissance depuis le troisième trimestre 2009. Mais en 2009 la hausse des deux derniers trimestres n'avait pas suffi à compenser la forte baisse des deux premiers. Au total, près de 64 000 emplois avaient été supprimés au cours de l'année 2009.

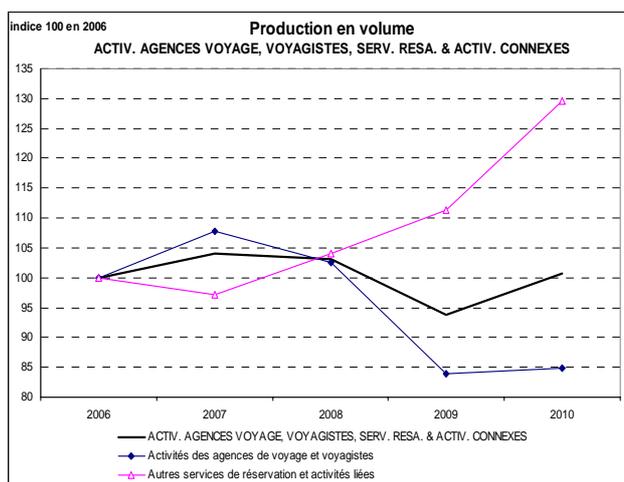
Premier utilisateur d'intérimaires, avec 43 % des effectifs en 2010, le secteur de l'industrie a fortement contribué à la reprise de l'activité du travail temporaire : il concentre 69 % des créations d'emplois intérimaires de 2010. Le secteur était aussi le premier touché par les suppressions d'emplois des années précédentes. Le secteur de la construction emploie 20 % des intérimaires, mais avec un taux d'emploi de 7,5 % en moyenne en 2010, contre 6,7 % dans l'industrie et 3 % pour l'ensemble des secteurs. La reprise des embauches d'intérimaires dans la construction, de 7 000 emplois entre le quatrième trimestre 2009 et quatrième trimestre 2010, est plus hésitante que dans l'industrie.

<sup>1</sup> Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé

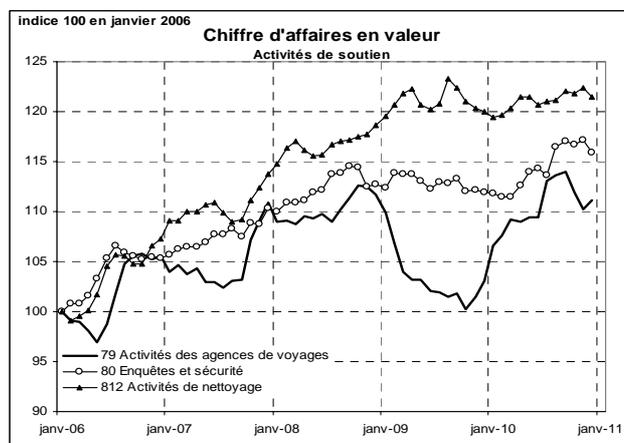
La branche des **agences de voyages, voyagistes services de réservation et autres activités connexes** renoue avec la croissance en 2010 : la production en volume augmente de 7,4 %, après la très forte baisse de 2009 (- 9,1 %). En valeur, l'activité revient au niveau de 2008. En effet les prix sont stables (+ 0,1 %), après une hausse de 2,4 % l'année précédente.

La production des agences de voyages et voyagistes est en hausse de 1 % en 2010. La consommation des ménages a augmenté de 3 %, mais ne représente que 20 % des emplois, contre 80 % pour la consommation des entreprises (+ 0,6 %). Les prix sont en légère baisse : - 0,6 %.

Les autres services de réservation et activités connexes, déjà très dynamiques les années précédentes (+ 7,1 % d'activité en volume en 2008 et en 2009) ont augmenté leur production de 16,4 % en 2010 en volume. Les ménages (+ 16,9 %) aussi bien que les entreprises (+ 16,3 %) ont poussé cette croissance.



Source : Comptes des Services, Insee.



Indice de valeur CVS-CJO  
Indice 100 en janvier 2006 (moyenne mobile d'ordre 3)  
Source : Indices de chiffre d'affaires, Insee.

La production des services d'**enquête et de sécurité** progresse légèrement en 2010 (+ 1,4% en volume), après le recul lui aussi limité de 2009 (- 1,2 %). L'activité a souffert des défaillances des entreprises clientes, victimes de la crise économique. Les prix ralentissent depuis trois ans. Ils augmentent de 0,8 % en 2010, permettant une hausse de 2,2 % de la production en valeur, après une année 2009 atone (- 0,1 %). Les pressions concurrentielles et la passivité de la demande expliquent sans doute cette modération sur la hausse des prix, facilitée par l'augmentation limitée du SMIC (+ 0,5 % en 2010), et l'absence de revalorisation des salaires<sup>2</sup> ; dans ce secteur, les frais de personnel représentent plus des deux tiers du chiffre d'affaires.

L'activité des **services relatifs aux bâtiments et à l'aménagement paysager** baisse en 2010 (- 1,2 % en volume), après une année 2009 atone (- 0,3 %). En dehors des années de conjoncture défavorable, comme en 2003, l'activité de cette branche progressait à un rythme soutenu depuis dix ans (+ 4,0 % en moyenne de 2003 à 2007). Depuis 2007 les défaillances des entreprises, clients potentiels, ont atteint des niveaux record (+ 7,5 % en moyenne en 2007 et 2009, près de + 13 % en 2008). Les créations d'entreprises ont ralenti en 2008 (+ 1,7 % après + 14,1 %) ; elles augmentent de 75 % en 2009 encouragées par la mise en place du régime des auto-entrepreneurs. Mais les entreprises créées dans le cadre de ce dispositif ne sont pas consommatrices des services relatifs aux bâtiments. Hors auto-entrepreneurs, les créations d'entreprises baissent fortement en 2009 (- 21,5 %). Ainsi, malgré une conjoncture économique plus propice, l'activité de la branche pâtit d'une démographie des entreprises défavorable sur les trois dernières années, et n'a pas pu renouer avec le dynamisme précédent. Les prix ont ralenti ces deux dernières années ; le durcissement de la concurrence a entraîné une modération des prix pour conserver les contrats actuels. En 2010, les prix augmentent de 1,8 %, ce qui permet une très légère croissance des revenus de la branche, de 0,5 % (après + 2,1 % en 2009).

Certaines analyses soulignent l'inégale capacité des entreprises à faire face à ce contexte plus difficile<sup>3</sup> : les plus importantes peuvent chercher à se dégager des prestations de base à faible valeur ajoutée et proposent des activités connexes au nettoyage des locaux : gestion des espaces verts, accueil, tri de courrier, manutention, entretien des machines et même sécurité. Ils peuvent ainsi devenir des opérateurs multiservices et pratiquer le « facility management »<sup>4</sup>. Ces stratégies semblent hors de portée de la grande majorité des autres acteurs du secteur qui compte une part importante de petites et moyennes unités (sur l'ensemble des sociétés, les 10 % les plus importantes réalisent 77 % du chiffre d'affaires contre 85 % pour l'ensemble des services).

---

<sup>2</sup> selon le SNES, syndicat national des entreprises de sécurité

---

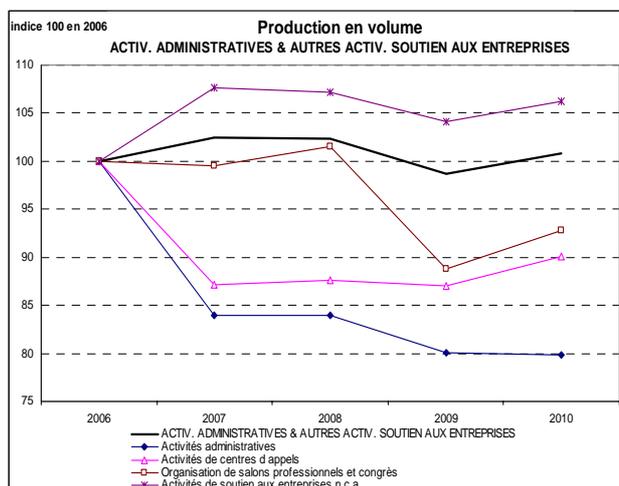
<sup>3</sup> Xerfi 700 Nettoyage industriel septembre 2010

<sup>4</sup> offre de management des services englobant la gestion des prestations multitechniques ( services aux bâtiments ) et des prestations multiservices (services aux occupants et à l'environnement).

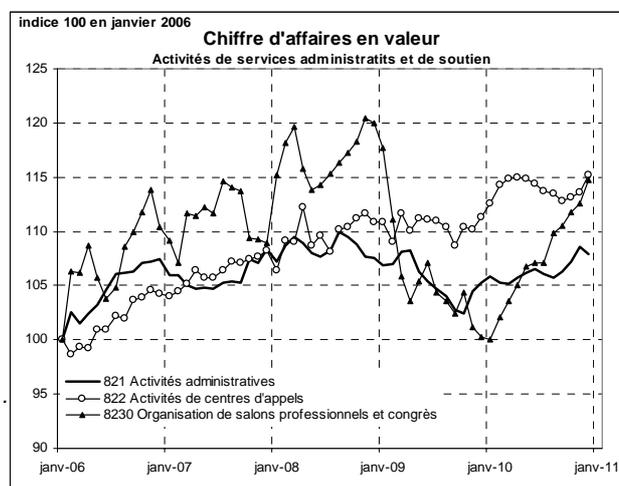
**Les activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises se redressent en 2010.** La production augmente de 2,1 % en volume, après les deux années de repli (- 3,5 % en 2009, - 0,2 % en 2008) qui avaient mis fin à quatre années consécutives de croissance. Seules les activités administratives sont encore en difficulté, avec un léger recul (- 0,3 % en volume); elles représentent 11 % de l'activité totale de la branche. Tous les autres segments connaissent une franche reprise : + 3,6 % pour activités de centre d'appels; + 4,5 % pour l'organisation de salons professionnels et congrès; + 2,1 % pour les activités de soutien aux entreprises, qui couvrent 77 % de la production totale de la branche. Tous les segments d'activité étaient en récession en 2009. Le rebond est particulièrement remarquable pour l'organisation de salons professionnels et congrès (- 12,5 % en 2009).

Les prix ralentissent depuis le début de la crise, et progressent en moyenne de 1,5 % en 2010, comme en 2009. Le ralentissement est plus fort pour les centres d'appel (- 0,1 % en 2010) et l'organisation de salons professionnels et congrès (+ 0,3 %). Mais le dynamisme de l'activité de ces deux segments leur permet toutefois une forte augmentation de leur production en valeur. La croissance des prix (+1,6 %) permet aux activités administratives de croître, elles aussi, en valeur (+ 1,3 %), malgré une activité vacillante (en volume).

Le déficit des échanges extérieurs en valeur est toujours important, - 1,7 milliards d'euros en 2010 après - 1,8 de 2009; mais il s'améliore, grâce au redressement des exportations (+ 18,4 % en valeur). Le solde du commerce extérieur était quasiment équilibré au début des années 2000. Depuis 2003, jusqu'en 2009, les importations ont augmenté plus vite que les exportations, creusant le déficit des échanges extérieurs. L'essentiel de ces transactions concerne les activités de soutien aux entreprises qui incluent les agences de recouvrements de factures et les sociétés d'information financière sur la clientèle dont beaucoup travaillent au niveau international.



Source : Comptes des Services, Insee.



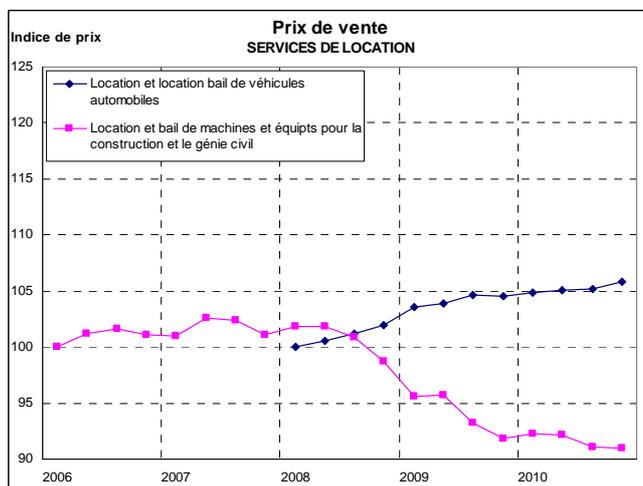
Indice de valeur CVS-CJO  
Indice 100 en janvier 2006 (moyenne mobile d'ordre 3)  
Source : Indices de chiffre d'affaires, Insee.

## Les prix de vente

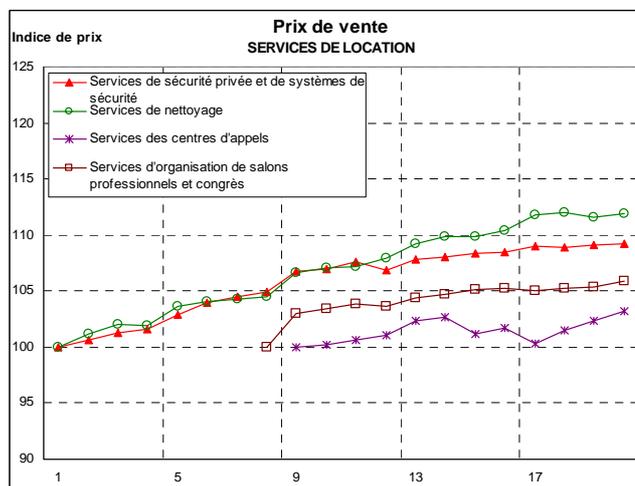
ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN																							
Indices de prix de vente																							
Branche	Code NAF	base 100 en	2006				2007				2008				2009				2010				
			T1	T2	T3	T4																	
Location et location bail de véhicules automobiles	77.1	T1 08									100,0	100,6	101,2	101,9	103,6	103,9	104,6	104,5	104,9	105,1	105,2	105,8	
Location et bail de machines et équipements pour la construction et le génie civil	77.32	T1 06	100,0	101,2	101,6	101,1	101,0	102,6	102,4	101,1	101,8	101,9	100,9	98,7	95,6	95,7	93,2	91,8	92,2	92,1	91,1	90,9	
Services de sécurité privée et de systèmes de sécurité	80.1, 80.2	T1 06	100,0	100,6	101,3	101,6	102,9	103,9	104,5	104,9	106,7	107,0	107,6	106,9	107,8	108,1	108,4	108,5	109,0	108,9	109,2	109,3	
Services de nettoyage	81.2	T1 06	100,0	101,2	102,1	102,0	103,6	104,0	104,2	104,5	106,6	107,1	107,2	108,0	109,3	109,9	109,9	110,4	111,8	112,0	111,5	111,9	
Services des centres d'appels	82.20	T1 08									100,0	100,2	100,6	101,1	102,4	102,7	101,2	101,7	100,3	101,5	102,4	103,2	
Services d'organisation de salons professionnels et congrès	82.30	T4 07								100,0	103,0	103,4	103,9	103,6	104,4	104,7	105,1	105,2	105,0	105,2	105,4	105,9	

Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

Notices explicatives sur <http://indicespro.insee.fr>



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

## La production

ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN						
Taux de croissance de la production en VOLUME						
en %						
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*
NZ	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82	3,1	0,8	-7,8	4,2
GN77Z	Activités de location et location-bail	77	3,0	3,3	-6,8	3,7
HN77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1	4,6	3,3	-8,5	-0,1
HN77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2	6,4	2,5	-2,3	2,6
HN77Z3	Location et location-bail d autres machines, équipements et biens	77.3	5,8	7,6	-4,8	-0,8
HN77Z4	Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soum. à copyright	77.4	0,1	0,5	-8,0	8,8
GN78Z	Activités liées à l emploi	78	3,9	-2,8	-21,5	12,9
GN79Z	Activ. agences voyage, voyagistes, serv. résa. & activ. connexes	79	4,0	-0,8	-9,1	7,4
HN79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	79.1	7,8	-4,9	-18,1	1,0
HN79Z2	Autres services de réservation et activités liées	79.9	-2,9	7,1	7,1	16,4
GN80Z	Enquêtes et sécurité	80	2,4	1,9	-1,2	1,4
GN81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81	3,6	2,5	-0,3	-1,2
GN82Z	Activ. administratives & autres activ. soutien aux entreprises	82	2,5	-0,2	-3,5	2,1
HN82Z1	Activités administratives	82.1	-16,0	0,1	-4,6	-0,3
HN82Z2	Activités de centres d appels	82.2	-12,9	0,6	-0,7	3,6
HN82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	82.3	-0,5	2,0	-12,5	4,5
HN82Z4	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	82.9	7,7	-0,5	-2,9	2,1

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN							
Niveau de la production en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2006	2007	2008	2009*	2010*
NZ	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82	165 054	174 021	179 795	168 798	178 305
GN77Z	Activités de location et location-bail	77	56 075	58 866	61 598	58 376	61 277
HN77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1	10 299	10 921	11 459	10 816	10 919
HN77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2	3 211	3 410	3 585	3 589	3 729
HN77Z3	Location et location-bail d autres machines, équipements et biens	77.3	16 538	17 876	19 047	18 282	18 227
HN77Z4	Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soum. à copyright	77.4	26 027	26 659	27 507	25 689	28 402
GN78Z	Activités liées à l emploi	78	31 325	33 490	33 561	26 952	30 995
GN79Z	Activ. agences voyage, voyagistes, serv. résa. & activ. connexes	79	7 292	7 612	8 013	7 457	8 018
HN79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	79.1	4 720	5 039	5 175	4 361	4 378
HN79Z2	Autres services de réservation et activités liées	79.9	2 572	2 573	2 838	3 096	3 640
GN80Z	Enquêtes et sécurité	80	7 534	7 954	8 336	8 327	8 511
GN81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81	17 018	18 148	19 154	19 565	19 671
GN82Z	Activ. administratives & autres activ. soutien aux entreprises	82	45 810	47 951	49 133	48 121	49 833
HN82Z1	Activités administratives	82.1	6 569	5 634	5 787	5 604	5 678
HN82Z2	Activités de centres d appels	82.2	3 034	2 701	2 787	2 810	2 909
HN82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	82.3	2 798	2 845	3 004	2 663	2 791
HN82Z4	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	82.9	33 409	36 771	37 555	37 044	38 455

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN						
Taux de croissance du PRIX de la production						
en %						
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*
NZ	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82	2,3	2,5	1,8	1,4
GN77Z	Activités de location et location-bail	77	2,0	1,3	1,7	1,2
HN77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1	1,4	1,6	3,1	1,1
HN77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2	-0,2	2,6	2,5	1,3
HN77Z3	Location et location-bail d autres machines, équipements et biens	77.3	2,2	-0,9	0,8	0,5
HN77Z4	Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soum. à copyright	77.4	2,3	2,6	1,5	1,6
GN78Z	Activités liées à l emploi	78	2,9	3,1	2,3	1,9
GN79Z	Activ. agences voyage, voyagistes, serv. résa. & activ. connexes	79	0,3	6,2	2,4	0,1
HN79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	79.1	-1,0	8,0	2,9	-0,6
HN79Z2	Autres services de réservation et activités liées	79.9	3,0	3,0	1,8	1,0
GN80Z	Enquêtes et sécurité	80	3,1	2,9	1,1	0,8
GN81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81	2,9	3,0	2,5	1,8
GN82Z	Activ. administratives & autres activ. soutien aux entreprises	82	2,2	2,7	1,5	1,5
HN82Z1	Activités administratives	82.1	2,2	2,6	1,5	1,6
HN82Z2	Activités de centres d appels	82.2	2,2	2,6	1,5	-0,1
HN82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	82.3	2,2	3,5	1,4	0,3
HN82Z4	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	82.9	2,2	2,6	1,5	1,6

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN						
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME						
en %						
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*
NZ	<b>ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN</b>	<b>77 à 82</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,8	0,6	-7,1	4,0
	Demande de consommation finale		6,4	2,6	-3,2	2,2
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
GN77Z	<b>Activités de location et location-bail</b>	<b>77</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	2,2	-5,7	3,6
	Demande de consommation finale		8,6	2,8	-3,2	2,1
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HN77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,5	3,4	-8,6	0,1
	Demande de consommation finale		5,7	2,4	-6,9	-2,0
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HN77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-23,2	-2,7	-8,6	-10,0
	Demande de consommation finale		9,9	2,9	-1,9	3,5
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HN77Z3	Location et location-bail d autres machines, équipements et biens	77.3				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6,3	7,6	-4,5	0,4
	Demande de consommation finale		1,4	2,8	-5,3	0,0
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HN77Z4	Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soum. à copyright	77.4				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,8	-2,6	-5,5	7,9
	Demande de consommation finale					
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
GN78Z	<b>Activités liées à l'emploi</b>	<b>78</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,8	-2,8	-20,1	12,3
	Demande de consommation finale		84,3	29,8	-5,1	0,8
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
GN79Z	<b>Activ. Agences voyage, voyagistes, serv. résa. &amp; activ. connexes</b>	<b>79</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,1	-0,9	-9,5	7,2
	Demande de consommation finale		3,8	-0,4	-7,6	8,3
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HN79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	79.1				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8,8	-5,1	-18,8	0,6
	Demande de consommation finale		3,1	-3,9	-14,8	3,0
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HN79Z2	Autres services de réservation et activités liées	79.9				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-4,3	7,1	7,2	16,3
	Demande de consommation finale		5,6	7,1	6,9	16,9
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					

**ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN**  
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME

		en %				
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*
GN80Z	Enquêtes et sécurité	80				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,4	1,9	-1,1	1,4
	Demande de consommation finale		2,0	2,0	-5,6	0,0
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>					
GN81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,0	2,5	-0,3	-1,3
	Demande de consommation finale		0,8	1,9	-0,4	-0,7
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>					
GN82Z	Activ. administratives & autres activ. soutien aux entreprises	82				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	0,6	-2,6	1,7
	Demande de consommation finale		-0,8	-2,3	-1,9	3,8
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>					
HN82Z1	Activités administratives	82.1				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-15,8	0,5	-3,9	-0,6
	Demande de consommation finale		0,0	0,0	-5,3	0,0
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>					
HN82Z2	Activités de centres d appels	82.2				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-12,5	0,9	0,2	3,2
	Demande de consommation finale					
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>					
HN82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	82.3				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	2,8	-12,7	4,2
	Demande de consommation finale		-0,8	-2,4	-1,6	4,0
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>					
HN82Z4	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	82.9				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8,0	0,4	-2,0	1,8
	Demande de consommation finale					
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>					

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

**ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN**  
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR

en millions d'euros

Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2006	2007	2008	2009*	2010*
<b>NZ</b>	<b>ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN</b>	<b>77 à 82</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		160 467	168 670	173 760	164 349	173 257
	Demande de consommation finale		7 799	8 401	8 897	8 835	9 162
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>GN77Z</b>	<b>Activités de location et location-bail</b>	<b>77</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		50 849	52 711	54 455	52 158	54 601
	Demande de consommation finale		3 981	4 334	4 570	4 523	4 695
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>HN77Z1</b>	<b>Location et location-bail de véhicules automobiles</b>	<b>77.1</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9 263	9 811	10 293	9 716	9 808
	Demande de consommation finale		1 036	1 110	1 166	1 100	1 111
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>HN77Z2</b>	<b>Location et location-bail de biens personnels et domestiques</b>	<b>77.2</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		336	257	256	240	220
	Demande de consommation finale		2 875	3 153	3 329	3 349	3 509
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>HN77Z3</b>	<b>Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens</b>	<b>77.3</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		17 521	19 030	20 292	19 532	19 717
	Demande de consommation finale		70	71	75	74	75
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>HN77Z4</b>	<b>Location-bail propriété intellect. &amp; prod. simil., hors œuvres soum. à copyright</b>	<b>77.4</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		23 729	23 613	23 614	22 670	24 856
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>GN78Z</b>	<b>Activités liées à l'emploi</b>	<b>78</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		32 490	34 652	34 718	28 360	32 442
	Demande de consommation finale		108	205	274	263	268
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>GN79Z</b>	<b>Activ. Agences voyage, voyagistes, serv. résa. &amp; activ. connexes</b>	<b>79</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6 070	6 333	6 659	6 175	6 628
	Demande de consommation finale		1 222	1 279	1 354	1 282	1 390
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>HN79Z1</b>	<b>Activités des agences de voyage et voyagistes</b>	<b>79.1</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3 873	4 168	4 271	3 569	3 567
	Demande de consommation finale		847	871	904	792	811
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>HN79Z2</b>	<b>Autres services de réservation et activités liées</b>	<b>79.9</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 197	2 165	2 388	2 606	3 061
	Demande de consommation finale		375	408	450	490	579
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

**ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN**  
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR

en millions d'euros

Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2006	2007	2008	2009*	2010*
GN80Z	Enquêtes et sécurité	80					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 484	7 903	8 282	8 273	8 456
	Demande de consommation finale		50	51	54	54	55
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		15 082	16 130	17 025	17 377	17 462
	Demande de consommation finale		2 179	2 266	2 381	2 448	2 478
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN82Z	Activ. administratives & autres activ. soutien aux entreprises	82					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		48 492	50 941	52 621	52 006	53 668
	Demande de consommation finale		259	266	264	265	276
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z1	Activités administratives	82.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6 694	5 760	5 938	5 798	5 855
	Demande de consommation finale		18	19	19	18	18
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z2	Activités de centres d appels	82.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3 100	2 770	2 869	2 917	3 008
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	82.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 617	2 671	2 847	2 517	2 629
	Demande de consommation finale		241	247	245	247	258
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z4	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	82.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		36 081	39 740	40 967	40 774	42 176
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

**ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN**  
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement

en %						
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*
NZ	<b>ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN</b>	<b>77 à 82</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	2,4	1,8	1,4
	Demande de consommation finale		1,2	3,2	2,5	1,4
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
GN77Z	<b>Activités de location et location-bail</b>	<b>77</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	1,1	1,6	1,1
	Demande de consommation finale		0,2	2,6	2,3	1,7
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HN77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,4	1,4	3,3	0,9
	Demande de consommation finale		1,4	2,6	1,4	3,1
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HN77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,4	2,4	2,6	1,9
	Demande de consommation finale		-0,2	2,6	2,5	1,2
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HN77Z3	Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens	77.3				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	-0,9	0,8	0,5
	Demande de consommation finale		0,0	2,7	4,2	1,4
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HN77Z4	Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soum. à copyright	77.4				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,3	2,6	1,5	1,6
	Demande de consommation finale					
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
GN78Z	<b>Activités liées à l'emploi</b>	<b>78</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,7	3,1	2,3	1,9
	Demande de consommation finale		3,0	3,0	1,2	1,1
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
GN79Z	<b>Activ. Agences voyage, voyagistes, serv. résa. &amp; activ. connexes</b>	<b>79</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,3	6,1	2,4	0,1
	Demande de consommation finale		0,8	6,3	2,5	0,1
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HN79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	79.1				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,1	8,0	2,9	-0,6
	Demande de consommation finale		-0,2	8,0	2,9	-0,6
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					
HN79Z2	Autres services de réservation et activités liées	79.9				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	3,0	1,8	1,0
	Demande de consommation finale		3,0	3,0	1,9	1,0
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises</i>					
	<i>ménages</i>					

**ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN**  
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement

		en %				
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*
GN80Z	Enquêtes et sécurité	80				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,1	2,9	1,0	0,8
	Demande de consommation finale		0,0	3,8	5,9	1,9
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises ménages</i>					
GN81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,8	3,0	2,4	1,8
	Demande de consommation finale		3,1	3,1	3,2	1,9
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises ménages</i>					
GN82Z	Activ. administratives & autres activ. soutien aux entreprises	82				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,0	2,7	1,5	1,4
	Demande de consommation finale		3,5	1,5	2,3	0,4
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises ménages</i>					
HN82Z1	Activités administratives	82.1				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	2,6	1,6	1,6
	Demande de consommation finale		5,6	0,0	0,0	0,0
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises ménages</i>					
HN82Z2	Activités de centres d appels	82.2				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	2,6	1,5	-0,1
	Demande de consommation finale					
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises ménages</i>					
HN82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	82.3				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	3,6	1,2	0,3
	Demande de consommation finale		3,3	1,7	2,5	0,4
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises ménages</i>					
HN82Z4	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	82.9				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,0	2,6	1,5	1,6
	Demande de consommation finale					
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises ménages</i>					

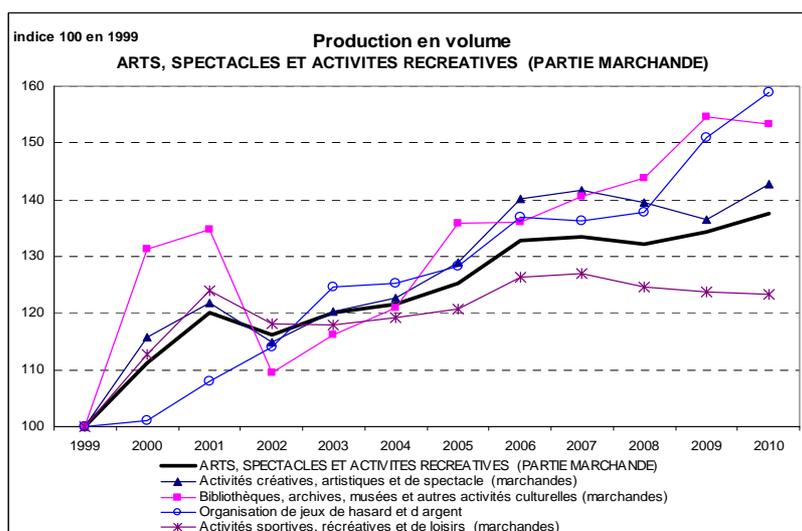
Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

# RZ - Arts, spectacles et activités récréatives

## Regain pour les activités créatives, artistiques et de spectacle.

Peu impactés dans leur ensemble par la crise économique de 2009, les arts, spectacles et activités récréatives marchandes continuent de croître en 2010 (+ 2,6 % en volume, + 3,6 % en valeur). Les jeux de hasard ainsi que les activités créatives et de spectacles poussent cette croissance, tandis que les musées et les activités sportives et de loisirs ne doivent la croissance de leur production qu'à une hausse de leurs tarifs.



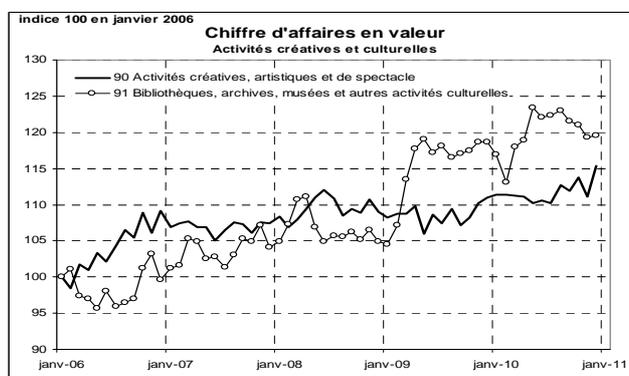
Source : comptes des services, INSEE.

Après une récession en 2009 (- 2,2 %), les **activités créatives, artistiques et de spectacle** marchandes augmentent leur production en volume de 4,7 % en 2010.

Ce dynamisme est surtout le fait de la création artistique, et dans une moindre mesure des activités de soutien au spectacle vivant. La SACD (Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques), qui reçoit et répartit les droits d'auteurs, annonce une hausse de 25 % de ses perceptions : + 15 % pour le spectacle vivant et + 29 % pour l'audiovisuel. De même la reprise de l'activité économique a permis aux entreprises de communication événementielle de rebondir en 2010.

La gestion de salles de spectacle et les arts du spectacle vivant ont en revanche vécu une année en demi-teinte, avec une légère baisse en volume (respectivement - 0,3 % et - 1,3 %) et une légère hausse en valeur (respectivement + 0,5 % et + 0,4 %). Sur l'ensemble de la branche, la hausse de la production est moins sensible en valeur (3,4 %) qu'en volume, les prix baissant (- 1,2 %) en 2010.

L'activité (marchande) des **bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles** baisse en 2010 (- 0,7 % en volume), après plusieurs années de croissance, et notamment une très bonne année 2009 (+ 7,5 % en volume). La société d'exploitation de la tour Eiffel, acteur majeur du secteur, a enregistré une hausse de fréquentation (+ 1,5 %), principalement due aux bons résultats du printemps-été 2010. L'augmentation des prix (+ 3,2 %) permet une croissance de la production en valeur de 2,5 %.



Indice de valeur CVS-CJO (moyenne mobile d'ordre 3)

Source : indices de chiffre d'affaires, Insee.

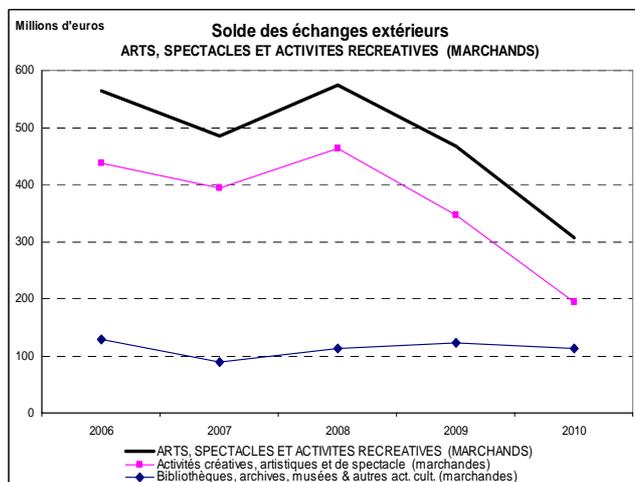
2010 est une bonne année pour les **jeux de hasard et d'argent**, puisque la production augmente en volume de 5,3 %, et de 6,7 % en valeur, après une très bonne année 2009 (+ 9,5 % en volume et + 7,1 % en valeur). La performance de 2009 s'explique par la baisse des prélèvements sur les produits des jeux dans les casinos.

Mise en place en juin 2010, la loi d'ouverture du marché des jeux d'argent en ligne autorise de nouveaux acteurs<sup>1</sup> à commercialiser les paris sportifs, paris hippiques et poker en ligne. Jugés plus addictifs, les machines à sous et jeux de tables (roulette, blackjack) n'ont en revanche pas été autorisés sur internet, et les jeux de grattage et de tirage restent un monopole de la Française des jeux. Vingt-neuf opérateurs agréés ont débuté leur activité en 2010, dont douze dans les paris sportifs, vingt-deux dans les jeux de cercle et sept dans les paris hippiques. Le bilan 2010 de l'ARJEL (Autorité de Régulation des Jeux En Ligne) fait état de 2,1 millions de comptes-joueurs actifs. Les cinq milliards d'euros misés en ligne se répartissent à 9 % dans les paris sportifs (en très grande majorité football et tennis), 9 % dans les paris hippiques et 82 % dans les jeux de cercle. Ces données ne correspondent cependant pas directement au chiffre d'affaires des entreprises du secteur. En effet la somme mise par un joueur diffère de la somme qu'il a déposée sur son compte, puisqu'il faut ajouter à cette dernière les sommes gagnées. Il faut donc pondérer les mises par le taux de recyclage des gains. Ce taux est très différent selon les types de paris :

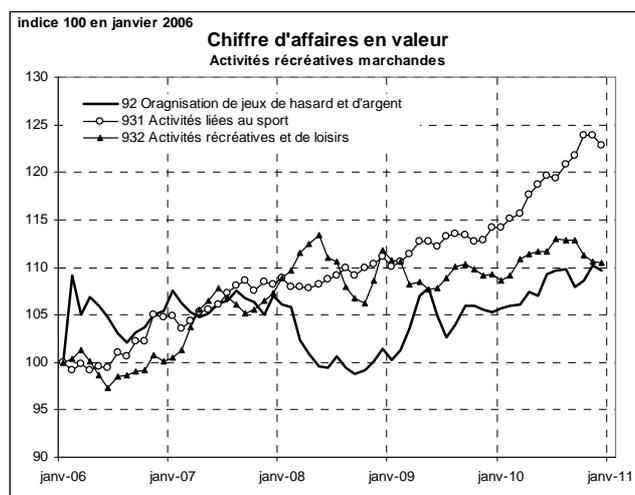
<sup>1</sup> 200 % POKER SA (Jeux de cercle), 888 Regulated markets Ltd (Jeux de cercle), AD ASTRA (Jeux de cercle), B.E.S. SAS (Jeux de cercle, Paris sportifs), Betclie Entreprises Limited (Paris hippiques, Jeux de cercle, Paris sportifs), BETNET (Paris hippiques), Beturf (Paris hippiques), CASINO DU GOLFE (Jeux de cercle), ELECTRAWORKS SAS (Paris sportifs, Jeux de cercle), Everest Gaming Limited (Jeux de cercle), France Pari (Paris Sportifs), FULLFUN (Jeux de cercle), GENY INFOS (Paris hippiques), Iliad Gaming (Jeux de cercle, Paris sportifs), INTRALOT France (Paris sportifs), JEUX 365 (Paris sportifs), JOAONLINE (Jeux de cercle, paris sportifs), La Française des Jeux (Paris Sportifs), LB POKER (Jeux de cercle), LIL Managers limited (Paris sportifs), MICROGAME FRANCE SAS (Paris sportifs), Pari Mutuel Urbain (Jeux de cercle, paris sportifs, paris hippiques), Partouche Gaming France SAS (Jeux de cercle), PKR France SAS (Jeux de cercle), Reel Malta Limited (Jeux de cercle), REKOP Limited (Jeux de cercle), Sajoo (Paris sportifs, Jeux de cercle), SCALE (Jeux de cercle), SPS Betting France (Paris sportifs, Jeux de cercle, paris hippiques), Table 14 (Jeux de cercle), THE NATION TRAFFIC SAS (Jeux de cercle, Paris sportifs), TRANCHANT INTERACTIVE GAMING (Jeux de cercle), UNIBET France Limited (Jeux de cercle, paris sportifs, paris hippiques), WINGA (Jeux de cercle), ZETURF France Limited (Paris hippiques) ont été à ce jour autorisés par l'ARJEL, sachant que tous n'ont pas débuté leur activité.

de 1 à 4 pour les paris sportifs, de 1 à 23 pour les jeux de poker en cash-game.

Parmi les acteurs du secteur, la Française des jeux enregistre en 2010 une hausse de 5,5 % de son chiffre d'affaires total (mises des joueurs moins gains redistribués). Dix milliards d'euros de mises ont été dépensés par 27,8 millions de joueurs, répartis entre les jeux de tirage (48,5 %), les jeux de grattage (40,7 %), et les paris sportifs (10,8 %). Bien que la part des paris via internet ait augmenté en 2010, le canal physique de distribution représente encore 96,4 % des mises. Autre entreprise majeure du secteur, le PMU (Pari Mutuel Urbain) augmente son produit brut des paris (enjeux moins retour aux joueurs) de 1 % en 2010. Comme pour la Française des jeux, une grande majorité des enjeux (90 %) est encore réalisée dans les points de vente.



Source : Comptes des Services, Insee



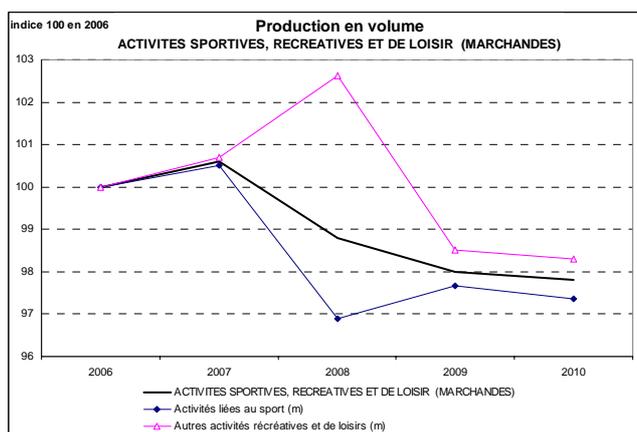
Indice de valeur CVS-CJO  
Indice 100 en janvier 2006 (moyenne mobile d'ordre 3)  
Source : Indices de chiffre d'affaires, Insee.

En 2010, la production des **activités sportives, récréatives et de loisir** marchandes stagne (- 0,2 % en volume).

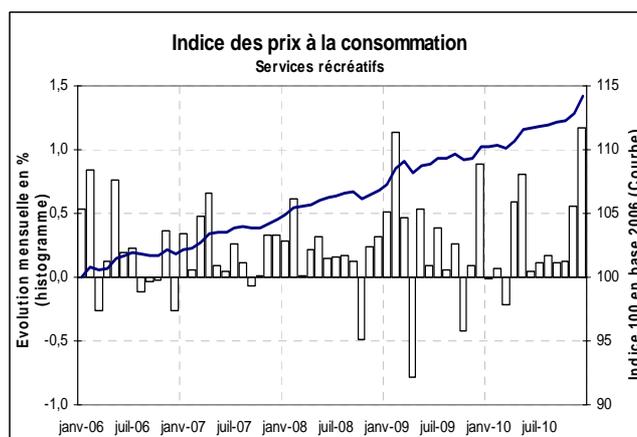
Les activités liées au sport subissent une très légère baisse d'activité en 2010, (- 0,3 % en volume) D'après les professionnels du secteur, la suppression en juillet 2010 du DIC (Droit à l'Image Collective, qui permettait aux clubs de football, rugby, basketball, handball et volleyball de bénéficier d'une exonération de charges correspondant à la commercialisation de l'image de leur équipe), a affecté les clubs de sport ainsi que la gestion d'installations sportives. Conséquence de la conjoncture économique morose de 2009, le budget loisir des ménages et des comités d'entreprises ainsi que les dépenses de communication des entreprises ont diminué, entraînant une contraction des recettes de billetterie, loges et parrainage (sponsoring). En revanche, la libéralisation des paris en ligne a permis de renforcer les recettes, en créant une nouvelle source de sponsoring. En croissance ininterrompue depuis 2002 (+ 4,5 % par an en moyenne), l'activité des centres de culture physique et autres services liés au sport est restée dynamique en volume en 2010. Les prix continuent à progresser en 2010 (+ 2,2 %), ce qui donne lieu à une évolution du chiffre d'affaires en valeur de 2,0 %.

Après une année 2009 difficile (- 4,0 % en volume), les autres activités récréatives et de loisirs restent stables en 2010 (- 0,2 %). Alors que l'année avait mal commencé, en raison notamment de la conjoncture économique et d'un taux de change livre sterling/euro désavantageux, l'activité s'est sensiblement redressée au second semestre. La météo défavorable du mois d'août a pénalisé la branche, et en particulier les parcs en plein air. Acteur majeur du secteur, Eurodisney constate en 2010 une baisse de la fréquentation des parcs à thèmes et du taux d'occupation des hôtels, en partie compensée par une hausse de la dépense moyenne par visiteur et par chambre, due à une hausse du prix des entrées et des chambres.

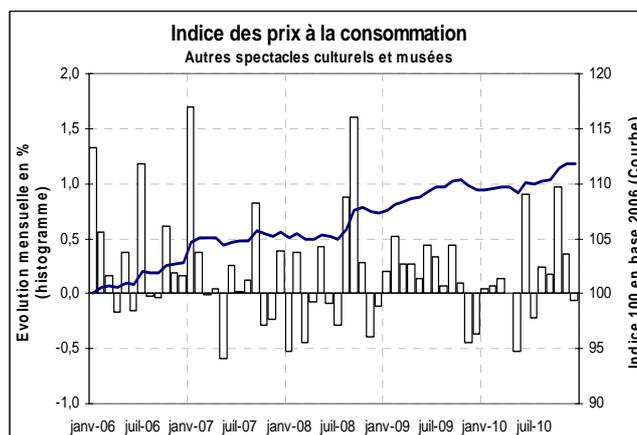
Sur l'ensemble de la branche, la croissance des prix, à 2,6 %, permet à la production d'augmenter de 2,4 % en valeur.



Source : Comptes des Services, Insee



Source : indice des prix à la consommation, Insee



Source : indice des prix à la consommation, Insee

## La production

ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands							
Taux de croissance de la production en VOLUME							en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008		2007	2008	2009*	2010*
RZ marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93		0,5	-0,9	1,5	2,6
GR90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	90		1,0	-1,6	-2,2	4,7
GR91M	Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. (marchandes)	91		3,4	2,2	7,5	-0,7
GR92Z	Organisation de jeux de hasard et d argent	92		-0,4	1,1	9,5	5,3
GR93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	93		0,6	-1,8	-0,8	-0,2
HR93M1	Activités liées au sport (m)	93.1		0,5	-3,6	0,8	-0,3
HR93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (m)	93.2		0,7	1,9	-4,0	-0,2

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands								
Niveau de la production en VALEUR							en millions d'euros	
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008		2006	2007	2008	2009*	2010*
RZ marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93		16 343	16 835	17 024	17 460	18 096
GR90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	90		4 656	4 892	4 989	4 969	5 137
GR91M	Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. (marchandes)	91		348	369	373	407	417
GR92Z	Organisation de jeux de hasard et d argent	92		4 062	4 110	4 157	4 453	4 752
GR93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	93		7 277	7 464	7 505	7 631	7 790
HR93M1	Activités liées au sport (m)	93.1		4 971	5 048	4 982	5 157	5 258
HR93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (m)	93.2		2 306	2 416	2 523	2 474	2 532

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands							
Taux de croissance du PRIX de la production							en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008		2007	2008	2009*	2010*
RZ marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93		2,5	2,1	1,1	1,0
GR90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	90		4,0	3,6	1,8	-1,2
GR91M	Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. (marchandes)	91		2,5	-1,1	1,5	3,2
GR92Z	Organisation de jeux de hasard et d argent	92		1,6	0,0	-2,2	1,3
GR93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	93		2,0	2,4	2,5	2,3
HR93M1	Activités liées au sport (m)	93.1		1,0	2,4	2,7	2,2
HR93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (m)	93.2		4,0	2,5	2,1	2,6

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
RZ marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,8	-6,3	0,7	4,0	
	Demande de consommation finale		2,3	-1,9	0,0	2,0	
	Demande pour investissement		-0,8	-2,3	-1,5	2,2	
	<i>Dont : entreprises</i>		2,3	0,0	-2,1	6,3	
	<i>ménages</i>						
GR90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	90					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,2	-8,6	5,7	15,5	
	Demande de consommation finale		6,5	-0,7	-2,6	4,6	
	Demande pour investissement		-0,8	-2,3	-1,5	2,2	
	<i>Dont : entreprises</i>		2,3	0,0	-2,1	6,3	
	<i>ménages</i>						
GR91M	Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. (marchandes)	91					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		28,1	-0,5	3,0	6,2	
	Demande de consommation finale		6,9	0,9	8,4	-0,4	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GR92Z	Organisation de jeux de hasard et d argent	92					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		0,3	-3,9	1,1	2,0	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GR93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	93					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,8	-5,8	-1,3	-0,7	
	Demande de consommation finale		3,3	1,2	-0,5	0,1	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HR93M1	Activités liées au sport (m)	93.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,8	-5,0	-1,2	-0,2	
	Demande de consommation finale		1,7	-0,8	4,5	-0,2	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HR93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (m)	93.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-12,7	-10,4	-2,2	-4,1	
	Demande de consommation finale		4,6	2,7	-4,0	0,3	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands							
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2006	2007	2008	2009*	2010*
RZ marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93	5 593	5 569	5 351	5 515	5 806
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		15 199	15 905	15 801	15 795	16 289
	Demande de consommation finale		130	133	134	134	135
	Demande pour investissement		44	47	48	48	50
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GR90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	90	1 456	1 481	1 415	1 523	1 737
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 831	3 130	3 209	3 184	3 291
	Demande de consommation finale		130	133	134	134	135
	Demande pour investissement		44	47	48	48	50
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GR91M	Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. (marchandes)	91	167	215	202	211	232
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		204	222	227	250	257
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GR92Z	Organisation de jeux de hasard et d'argent	92	8 215	8 350	8 005	7 920	8 188
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GR93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	93	3 970	3 873	3 734	3 781	3 837
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3 949	4 203	4 360	4 441	4 553
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HR93M1	Activités liées au sport (m)	93.1	3 292	3 288	3 200	3 247	3 314
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 700	1 757	1 784	1 914	1 953
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HR93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (m)	93.2	678	585	534	534	523
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 249	2 446	2 576	2 527	2 600
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
RZ marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	2,6	2,4	1,2	
	Demande de consommation finale		2,3	1,2	-0,1	1,1	
	Demande pour investissement		3,1	3,1	1,5	-1,5	
	<i>Dont : entreprises</i>		4,4	2,1	2,1	-2,0	
	<i>ménages</i>						
GR90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	90					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,0	4,6	1,8	-1,3	
	Demande de consommation finale		3,8	3,2	1,9	-1,2	
	Demande pour investissement		3,1	3,1	1,5	-1,5	
	<i>Dont : entreprises</i>		4,4	2,1	2,1	-2,0	
	<i>ménages</i>						
GR91M	Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. (marchandes)	91					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,5	-5,6	1,4	3,6	
	Demande de consommation finale		1,8	1,3	1,6	3,2	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GR92Z	Organisation de jeux de hasard et d argent	92					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		1,4	-0,2	-2,2	1,3	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GR93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	93					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,4	2,3	2,6	2,2	
	Demande de consommation finale		3,0	2,5	2,4	2,4	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HR93M1	Activités liées au sport (m)	93.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	2,4	2,7	2,2	
	Demande de consommation finale		1,6	2,4	2,7	2,2	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HR93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (m)	93.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,2	1,9	2,3	2,1	
	Demande de consommation finale		4,0	2,6	2,2	2,6	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

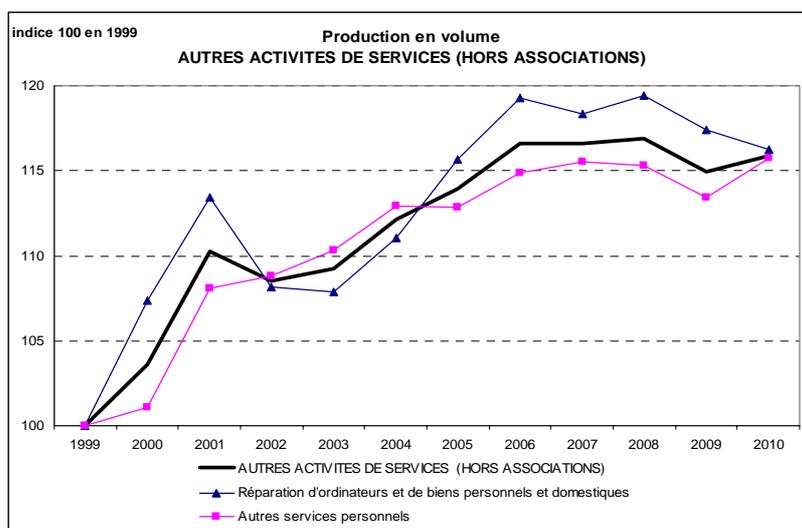
Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires



## La coiffure se stabilise

La production de la branche des autres activités de services, hors secteur associatif, affiche en 2010 une timide hausse en volume de 0,8 %, après un recul en 2009 (- 1,7 %) et une stagnation en 2008 et 2007. Cette augmentation est due à la reprise de l'activité des autres services personnels (blanchisserie, coiffure, soins de beauté, services funéraires, et services personnels divers), qui croissent de 2 % après deux années moroses. La réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques, l'autre branche des autres activités de services est, quant à elle, en repli depuis deux ans (- 1,7 % en 2009, - 1,0 % en 2010). Les prix décèlent (+ 1,6 %, contre 1,9 % l'an passé, et 2,1 % en 2007).



Source : comptes des services, INSEE.

L'activité de la **réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques** recule encore en 2010 (- 1,0 % en volume, après -1,7 %). Elle représente environ 40 % de la branche des autres activités de services, cette part ayant tendance à légèrement diminuer. En 2008, la production en valeur était stable, conséquence d'une croissance en volume de 0,9 % et d'une baisse des prix (- 1,0 %). L'année 2009 connaît une situation comparable pour des raisons inverses : la stabilité de la production en valeur résulte d'un recul du volume (- 1,7 %) compensé par une brusque augmentation des prix. En 2010, ces derniers continuent d'augmenter (+ 2,0 %), et la production en valeur croît de nouveau. Le recul de l'activité de la réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques est dû surtout à la baisse de la consommation des ménages (- 2,4 % en volume en 2010). Celle-ci baisse fortement pour la troisième année consécutive (- 5,1 % en 2009, et - 2,8 % en 2008). La demande des entreprises progresse de 0,8 %, au même rythme qu'en 2009.

Après une récession en 2009 (- 1,6 % en volume), la production des **autres services personnels** est en hausse de 2,0 % en 2010. Ces activités représentent environ 60 % de la branche autres activités de services. La croissance s'accompagne d'une hausse des prix de 1,3 %, en ralentissement par rapport aux années précédentes (+ 2,0 % en 2009, + 2,3 % en 2008). En valeur, la branche connaît sa plus forte progression depuis 2006.

Les résultats sont disparates pour les activités qui composent cette branche. La coiffure, dont la production en volume représente 40 % de celle des « autres services personnels », stagne en 2010, après trois années de repli, notamment en 2009 (- 3,5 %). La hausse des prix était cette année-là comparable à celle de 2010, et la production en valeur avait reculé (- 1,9 %).

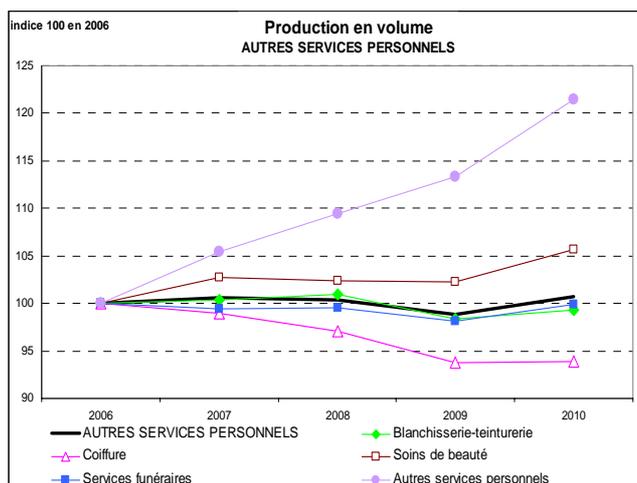
A l'opposé, les « services personnels divers », constitués essentiellement des soins du corps (solariums, stations thermales, instituts

d'amaigrissement et d'amincissement, instituts de massage,...) regroupés avec quelques autres activités au poids plus marginal (astrologues, graphologues, agences matrimoniales, ...), ne connaissent pas de crise (+ 7,2 % en volume en 2010, et des prix presque stables) . Depuis 2007, les services personnels divers sont en forte croissance, même en 2009, avec + 3,6 %. Ils réalisent 16,3 % de la production de la branche autres services personnels, à la croissance de laquelle ils sont les plus forts contributeurs.

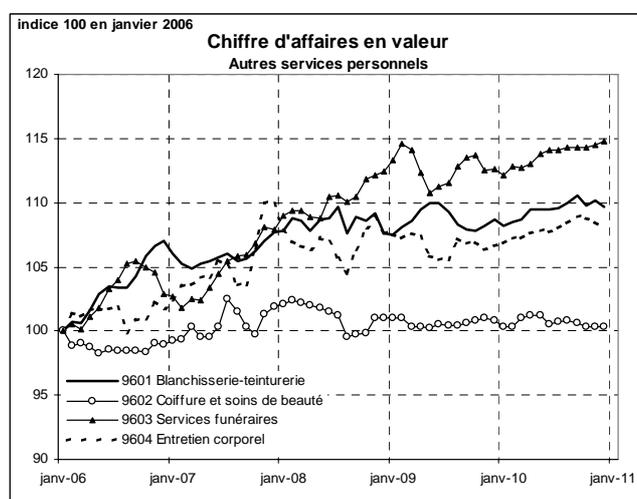
La *blanchisserie-teinturerie* connaît une hausse de production de 1,0 % en volume. Depuis quatre ans, l'augmentation des prix est stable et s'écarte très peu de + 2,0 %. En 2010, l'activité en valeur repart à la hausse, avec + 3,0 % ; elle stagnait les deux années précédentes. En 2007 et 2008, l'évolution en valeur était légèrement supérieure à celle des prix, en raison d'une faible croissance de l'activité (environ + 0,5 %). En 2009, la production en valeur était presque stable (- 0,4 % seulement), mais avec une baisse en volume plus forte (- 2,6 %). La blanchisserie-teinturerie représente 17,1 % de l'ensemble des autres services personnels.

Les *services funéraires* enregistrent une hausse en volume de 1,8 %. Cette croissance modeste, inférieure aux 2 % moyens de l'ensemble des « autres services personnels », fait cependant suite aux années 2007 et 2009 déficitaires, et à l'année 2008 au cours de laquelle l'activité avait stagné (+ 0,1 %). La production en volume de cette branche représente 15,2 % de celle des autres services personnels. La demande des ménages est totalement stable, bien que le nombre de décès diminue en 2010 (- 1,2 %).

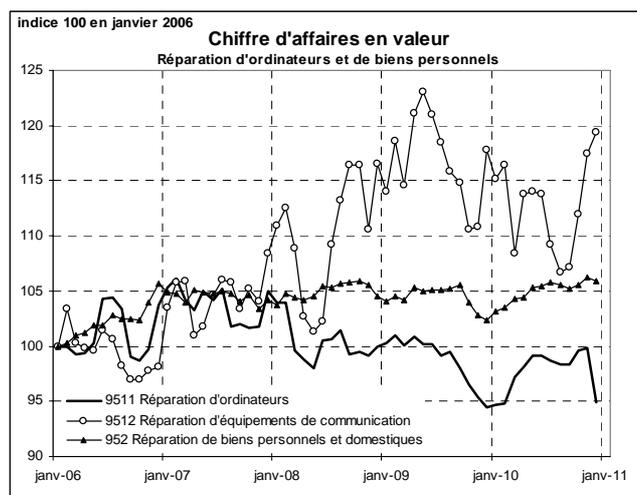
Les *soins de beauté* sont très dynamiques et croissent en volume de 3,3 %, la production en valeur augmentant de 4,5 % avec une hausse de prix très modérée (+ 1,1 %). En 2009, les prix avaient augmenté de 2 %, et justifiaient à eux seuls la croissance des ventes, l'activité ayant stagné (- 0,1 %). Il faut remonter à 2007, avant la crise économique, pour retrouver une croissance de l'activité comparable au niveau actuel. (2,7 % en 2007). La production en volume de la branche représente seulement 11 % de celle des autres services personnels, mais contribue de façon significative à sa croissance, grâce à son dynamisme.



Source : comptes des services, Insee

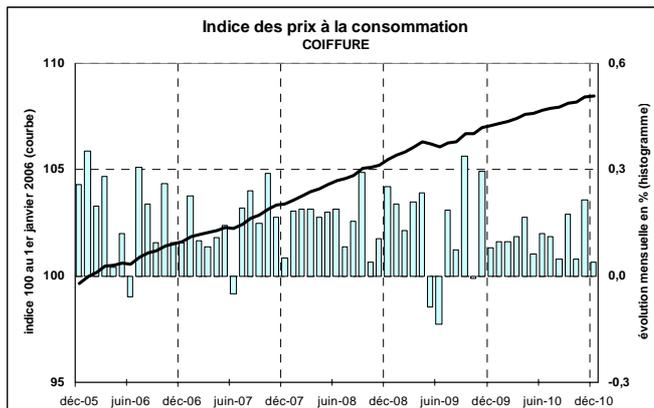


Indice de valeur CVS-CJO  
Indice 100 en janvier 2006 (moyenne mobile d'ordre 3)  
Source : Indices de chiffre d'affaires, Insee.



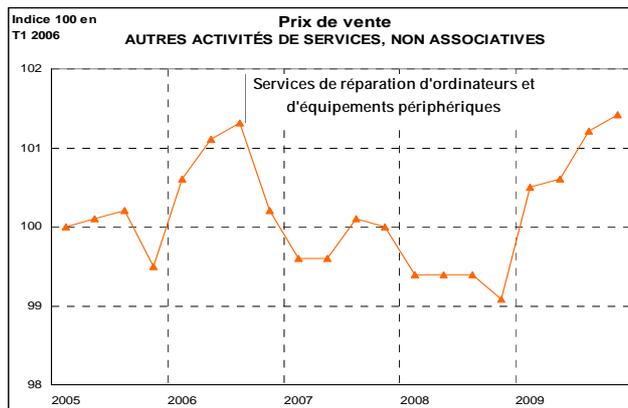
Indice de valeur CVS-CJO  
Indice 100 en janvier 2006 (moyenne mobile d'ordre 3)  
Source : Indices de chiffre d'affaires, Insee.

## Indices de prix à la consommation

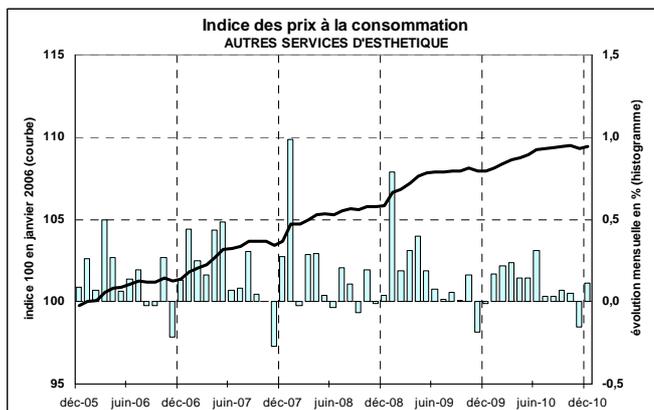


Source : indice des prix à la consommation, Insee.

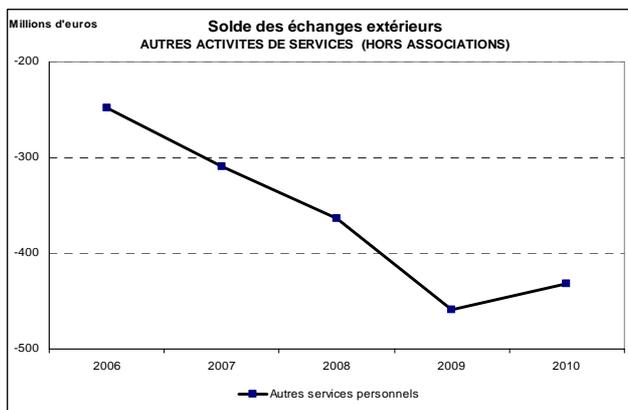
## Indice de prix de vente et solde des échanges extérieurs



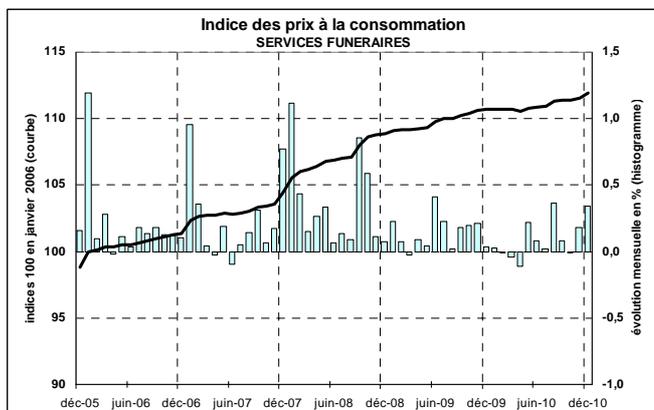
Source : comptes des services, Insee.



Source : indice des prix à la consommation, Insee.



Source : comptes des services, Insee.



Source : indice des prix à la consommation, Insee.

## La production

AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations							Taux de croissance de la production en VOLUME		en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*			
SZ hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96	0,0	0,2	-1,7	0,8			
GS95Z	Réparation d ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95	-0,7	0,9	-1,7	-1,0			
GS96Z	Autres services personnels	96	0,6	-0,2	-1,6	2,0			
HS96Z1	Blanchisserie-teinturerie	96.01	0,4	0,6	-2,6	1,0			
HS96Z2	Coiffure	96.02A	-1,0	-1,9	-3,5	0,2			
HS96Z3	Soins de beauté	96.02B	2,7	-0,3	-0,1	3,3			
HS96Z4	Services funéraires	96.03	-0,6	0,1	-1,4	1,8			
HS96Z5	Autres services personnels	96.04, 96.09	5,4	3,8	3,6	7,2			

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations							Niveau de la production en VALEUR		en millions d'euros
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2006	2007	2008	2009*	2010*		
SZ hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96	23 775	24 277	24 570	24 611	25 200		
GS95Z	Réparation d ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95	9 705	9 833	9 821	9 816	9 916		
GS96Z	Autres services personnels	96	14 070	14 444	14 749	14 795	15 284		
HS96Z1	Blanchisserie-teinturerie	96.01	2 438	2 498	2 561	2 550	2 627		
HS96Z2	Coiffure	96.02A	6 148	6 193	6 192	6 076	6 171		
HS96Z3	Soins de beauté	96.02B	1 496	1 565	1 593	1 623	1 696		
HS96Z4	Services funéraires	96.03	2 097	2 133	2 227	2 252	2 323		
HS96Z5	Autres services personnels	96.04, 96.09	1 891	2 055	2 176	2 294	2 467		

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations							Taux de croissance du PRIX de la production		en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*			
SZ hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96	2,1	1,0	1,9	1,6			
GS95Z	Réparation d ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95	2,1	-1,0	1,7	2,0			
GS96Z	Autres services personnels	96	2,1	2,3	2,0	1,3			
HS96Z1	Blanchisserie-teinturerie	96.01	2,0	2,0	2,2	2,0			
HS96Z2	Coiffure	96.02A	1,7	2,0	1,7	1,4			
HS96Z3	Soins de beauté	96.02B	1,9	2,1	2,0	1,1			
HS96Z4	Services funéraires	96.03	2,3	4,3	2,6	1,3			
HS96Z5	Autres services personnels	96.04, 96.09	3,1	2,0	1,7	0,3			

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations							en %
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
SZ hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,2	3,0	1,1	3,5	
	Demande de consommation finale		0,9	-1,0	-2,7	-0,6	
	Demande pour investissement		0,6	1,1	-0,3	-0,6	
	<i>Dont : entreprises</i>		0,6	0,8	0,5	1,4	
	<i>ménages</i>						
GS95Z	Réparation d ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-3,9	5,8	1,3	0,3	
	Demande de consommation finale		0,8	-2,8	-5,1	-2,4	
	Demande pour investissement		0,6	1,1	-0,3	-0,6	
	<i>Dont : entreprises</i>		0,6	0,8	0,5	1,4	
	<i>ménages</i>						
GS96Z	Autres services personnels	96					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	1,2	0,9	5,4	
	Demande de consommation finale		0,9	-0,3	-1,8	0,0	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z1	Blanchisserie-teinturerie	96.01					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	1,1	-2,4	2,5	
	Demande de consommation finale		-0,3	-0,1	-2,9	-0,9	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z2	Coiffure	96.02A					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-7,8	-3,9	-5,5	12,9	
	Demande de consommation finale		0,2	-1,6	-3,2	-1,7	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z3	Soins de beauté	96.02B					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,0	-0,3	3,1	4,0	
	Demande de consommation finale		7,1	0,8	-0,1	1,4	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z4	Services funéraires	96.03					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,1	1,3	1,4	2,1	
	Demande de consommation finale		-0,3	1,4	-0,5	0,0	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z5	Autres services personnels	96.04, 96.09					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		20,3	10,1	12,8	9,7	
	Demande de consommation finale		1,7	2,3	1,7	5,1	
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations							
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2006	2007	2008	2009*	2010*
SZ hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 607	7 644	7 792	8 028	8 422
	Demande de consommation finale		13 593	14 030	14 252	14 190	14 328
	Demande pour investissement		2 965	3 042	3 044	3 020	3 052
	<i>Dont : entreprises ménages</i>		2 603	2 671	2 665	2 664	2 746
GS95Z	Réparation d ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3 077	2 980	2 955	3 044	3 104
	Demande de consommation finale		3 654	3 800	3 822	3 752	3 760
	Demande pour investissement		2 965	3 042	3 044	3 020	3 052
	<i>Dont : entreprises ménages</i>		2 603	2 671	2 665	2 664	2 746
GS96Z	Autres services personnels	96					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4 530	4 664	4 837	4 984	5 318
	Demande de consommation finale		9 939	10 230	10 430	10 438	10 568
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises ménages</i>						
HS96Z1	Blanchisserie-teinturerie	96.01					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 331	1 373	1 415	1 412	1 476
	Demande de consommation finale		1 107	1 125	1 146	1 138	1 151
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises ménages</i>						
HS96Z2	Coiffure	96.02A					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		883	830	814	782	895
	Demande de consommation finale		5 267	5 365	5 380	5 296	5 278
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises ménages</i>						
HS96Z3	Soins de beauté	96.02B					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		701	708	721	758	797
	Demande de consommation finale		864	942	970	988	1 014
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises ménages</i>						
HS96Z4	Services funéraires	96.03					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 136	1 160	1 222	1 270	1 313
	Demande de consommation finale		1 209	1 231	1 298	1 323	1 339
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises ménages</i>						
HS96Z5	Autres services personnels	96.04, 96.09					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		479	593	665	762	837
	Demande de consommation finale		1 492	1 567	1 636	1 693	1 786
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations							Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement		en %	
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*				
SZ hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96								
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,7	-1,0	2,0	1,4				
	Demande de consommation finale		2,3	2,6	2,3	1,6				
	Demande pour investissement		2,0	-1,0	-0,5	1,6				
	<i>Dont : entreprises</i>		2,0	-1,0	-0,5	1,6				
	<i>ménages</i>									
GS95Z	Réparation d ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95								
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,8	-6,3	1,7	1,6				
	Demande de consommation finale		3,1	3,5	3,4	2,7				
	Demande pour investissement		2,0	-1,0	-0,5	1,6				
	<i>Dont : entreprises</i>		2,0	-1,0	-0,5	1,6				
	<i>ménages</i>									
GS96Z	Autres services personnels	96								
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	2,5	2,1	1,3				
	Demande de consommation finale		2,0	2,2	1,9	1,3				
	Demande pour investissement									
	<i>Dont : entreprises</i>									
	<i>ménages</i>									
HS96Z1	Blanchisserie-teinturerie	96.01								
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	1,9	2,2	2,0				
	Demande de consommation finale		1,9	2,0	2,2	2,0				
	Demande pour investissement									
	<i>Dont : entreprises</i>									
	<i>ménages</i>									
HS96Z2	Coiffure	96.02A								
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,0	2,0	1,7	1,4				
	Demande de consommation finale		1,7	2,0	1,7	1,4				
	Demande pour investissement									
	<i>Dont : entreprises</i>									
	<i>ménages</i>									
HS96Z3	Soins de beauté	96.02B								
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,0	2,1	2,0	1,1				
	Demande de consommation finale		1,8	2,1	2,0	1,2				
	Demande pour investissement									
	<i>Dont : entreprises</i>									
	<i>ménages</i>									
HS96Z4	Services funéraires	96.03								
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	4,0	2,5	1,2				
	Demande de consommation finale		2,2	4,0	2,5	1,2				
	Demande pour investissement									
	<i>Dont : entreprises</i>									
	<i>ménages</i>									
HS96Z5	Autres services personnels	96.04, 96.09								
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	1,8	1,6	0,1				
	Demande de consommation finale		3,3	2,1	1,7	0,4				
	Demande pour investissement									
	<i>Dont : entreprises</i>									
	<i>ménages</i>									

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires



# Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique

## La production

Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
Niveau G	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
T97Z	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97	-1,3	2,7	0,0	2,0	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique							
Niveau de la production en VALEUR							
en millions d'euros							
Niveau G	Branche	Code NAF 2008	2006	2007	2008	2009*	2010*
T97Z	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97	6 242	6 345	6 714	6 896	7 128

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
Niveau G	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*	
T97Z	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97	3,0	3,1	2,7	1,3	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique						
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME						
en %						
Niveau G	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*
T97Z	<b>Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique</b>	97				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-6,6	1,8	1,0	3,3
	Demande de consommation finale		-0,5	2,8	-0,1	1,8
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises ménages</i>					

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique							
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR							
en millions d'euros							
Niveau G	Branche	Code NAF 2008	2006	2007	2008	2009*	2010*
T97Z	<b>Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique</b>	97					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		793	774	810	855	901
	Demande de consommation finale		5 449	5 571	5 904	6 041	6 227
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique						
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement						
en %						
Niveau G	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009*	2010*
T97Z	<b>Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique</b>	97				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,5	2,8	4,5	2,0
	Demande de consommation finale		2,8	3,1	2,4	1,2
	Demande pour investissement					
	<i>Dont : entreprises ménages</i>					

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires